

LE DÉLIT

DE

PORT D'ARMES PROHIBÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue, le 9 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Henri BARBIER

Président : M. HUGUENEY.

Suffragants : { M. DONNEDIEU DE VABRES.
M. ESMEIN.

ÉDITIONS LITTÉRAIRES DE FRANCE

28, Rue d'Assas, 28

PARIS

1939

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LE DÉLIT

DE

PORT D'ARMES PROHIBÉES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue, le 9 Mars 1939, à 14 heures

PAR

Henri BARBIER

Président : M. HUGUENEY.

Suffragants : { M. DONNEDIEU DE VABRES.
M. ESMEIN.

ÉDITIONS LITTÉRAIRES DE FRANCE

28, Rue d'Assas, 28

PARIS

—
1939

La faculté n'entend donner aucune approbation, ni improbation aux opinions émises dans la Thèse, ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.



INTRODUCTION

Une bonne politique criminelle doit, non seulement permettre d'arrêter et de frapper les délinquants, mais aussi s'attacher à faire disparaître les causes et les moyens du crime. Elle doit être répressive et préventive.

Si la lutte contre les causes du crime dépasse de beaucoup le cadre du droit pénal, celui-ci peut s'attaquer, avec plus de chance de succès, aux moyens, dont se servent les criminels.

Sur 1.313 crimes commis en France en 1934 (1) 548 furent des crimes de sang : meurtres, assassinats, paricides, coups et blessures qualifiés, violence sur agent de la force publique. La plupart ne purent être commis qu'avec des armes. On compte en outre 31.940 délits de coups et blessures volontaires.

Il apparaît donc indispensable de réglementer, sinon d'interdire le port des armes. Presque tous les législateurs comprirent cette nécessité.

Il n'y aurait en effet aucune sécurité pour les particuliers, aucune stabilité possible pour les gouvernements, s'il était loisible à chacun d'être armé.

Pour le moindre motif, par crainte, par colère, ces armes serviraient et une querelle sans importance risquerait de dégénérer en meurtre. Les malfaiteurs

1) Compte général de l'administration de la justice civile et commerciale et de la justice criminelle, pendant l'année 1934.

auraient toutes facilités pour commettre des agressions à main armée.

Mais, si l'arme est un instrument d'attaque, il est aussi un instrument de défense, parfois indispensable. Si, en principe, nul ne doit se faire justice à soi-même, la légitime défense est cependant admise par toutes les législations. Et comment ne le serait-elle pas?

Interdire le port d'armes, n'est-ce pas désarmer les honnêtes gens au profit des malfaiteurs, qui trouveront toujours le moyen de se procurer des instruments pouvant leur servir d'armes et que les sanctions légales n'effrayent guère?

Aussi le problème n'est-il pas simple, car il s'agit de concilier des intérêts opposés.

Problème difficile certes, mais non pas insoluble ; et nous verrons que le législateur français n'a pas su, jusqu'à présent, le résoudre de façon satisfaisante.

A cette préoccupation de la défense des particuliers contre les malfaiteurs, s'ajoute une préoccupation politique. Les gouvernements auraient constamment à se défendre par la force, si les factions politiques, qui préfèrent à la voie légale trop lente à leur gré, celle des armes, pouvaient librement fabriquer, entreposer, détenir celles-ci et s'en munir, quand bon leur semblerait. Aussi voyons-nous, la législation sur le port d'armes osciller entre le libéralisme et la sévérité, selon les époques calmes ou troublées.

Cette étude ne sera consacrée qu'au délit de port d'armes prohibées. Nous serons cependant amenés, à examiner dans un chapitre terminal, le régime des armes en général, car il est indispensable, pour juger la réglementation du port d'armes, de connaître celles de la fabrication, du commerce et de la détention de ces armes.

Nous avons conservé le titre traditionnel de délit de port d'armes prohibées, mais cette expression a changé

de signification depuis 1934, car, si auparavant on pouvait parler d'armes, dont le port était prohibé et d'armes pour lesquelles il était illicite, nous verrons qu'actuellement, il semble bien, que le port de toutes les armes soit prohibé.

Nous nous en tiendrons d'autre part — après une introduction historique — à l'examen du droit positif français. Celui des théories générales sur le port d'armes et des nombreux projets de réforme ayant été fait dans une thèse récente. (Loups, *La réglementation et la répression du port d'armes prohibées*, thèse, Toulouse 1935).

De même nous laisserons de côté le droit comparé, à l'exclusion toutefois de la législation belge, dont la loi de 1933 nous permettra d'apprécier, par comparaison, la réglementation française.

Ces considérations préliminaires nous amèneront à adopter le plan suivant :

Une première partie sera consacrée à l'historique du délit.

Une deuxième partie comprendra l'analyse de ses éléments constitutifs :

La définition et les caractéristiques des armes prohibées ;

La définition du port d'armes ;

L'élément intentionnel du délit.

Dans une troisième partie, nous examinerons la preuve et les sanctions du délit.

Une quatrième partie, extrêmement brève, sera réservée à l'étude des règles spéciales à la Corse et à l'Algérie.

Enfin, dans une dernière partie, nous étudierons le régime des armes en Belgique, ainsi que la réglementation de la fabrication, du commerce et de la détention des armes dans notre droit positif.

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE

Les législateurs de l'Antiquité s'aperçurent déjà de la nécessité de réglementer le port des armes.

Les lois attiques interdirent le port d'armes dans la ville d'Athènes (Valere Maxime L. 6 CH. 5 n°2) ; la même prohibition fut édictée à Rome par Servius Tullius (Pline L. 34 Ch. 14) et elle s'appliquait aussi aux légions, qui ne pouvaient entrer en armes dans la Ville. A la fin de la République, pour essayer d'enrayer les guerres civiles, César et Auguste décidèrent que la peine de mort serait prononcée contre ceux qui paraîtraient armés en ville, ou qui armeraient des attroupements.

Seuls étaient autorisées les armes pour la chasse ou pour se défendre en voyage. Cette dernière tolérance fut d'ailleurs supprimée par Valentinien 1^{er}, qui rendit pour la Campanie une Ordonnance interdisant le port d'Armes, même en voyage, à toute personne, qui n'aurait pas obtenu la permission expresse et spéciale d'en porter.

Justinien étendit cette mesure à tout l'Empire : « Ut armorum usus inscio principe interdictus est » (L. I. COD.) Une Nouvelle recommanda aux gouverneurs de provinces, de ne permettre le port d'armes à personne en temps de paix.

CHAPITRE PREMIER

Ancien Droit

Toute cette législation s'effondra avec l'Empire romain. Les peuples Barbares qui lui succédèrent ne pouvaient vivre sans leurs armes. Ils rendaient la justice armés, ne traitaient aucune affaire sans leurs armes, allaient aux banquets avec elles. Il en résultait des querelles sanglantes et il n'était pas rare que leurs réjouissances se terminassent par des meurtres. La Loi Salique prévoyant qu'il ne serait pas toujours aisé de découvrir le coupable, édictait, dans certains cas, une responsabilité solidaire des convives : « Si l'on n'est pas plus de sept personnes à table et qu'il y ait un des convives tué, tous les autres seront responsables du meurtre, à moins qu'ils ne représentent le meurtrier ; cette garantie n'aura pas lieu, si l'on est plus de sept personnes ». (1).

Porter les armes était un honneur. « Nul n'a le droit de porter les armes, qu'après que sa nation l'en a jugé digne ; le jeune homme reçoit alors dans l'assemblée publique le bouclier et la framée, de la main d'un notable, de son père ou d'un de ses parents. C'est pour lui la robe virile, c'est son entrée dans le monde ; jusque là il appartenait à sa famille, cette cérémonie le donne à la République ». (2).

Abandonner ses armes et notamment son bouclier était un crime puni de l'exclusion des assemblées poli-

1) Si vere in illo convivio plusquam septem fuerint non omnes teneantur obnoxii, sed quibus fuerit imputatur, illi secundum legem component : LEG. SAL. Tit. 46 § 1 ET 2.

2) Tacite, Mœurs des Germains, Chap. 13.

tiques et religieuses. Leur privation était considérée comme une sanction très sévère, suffisante pour châtier les plus grands forfaits. Le guerrier franc qui avait tué sa femme pour en épouser une autre ou dans un mouvement de colère, était privé de ses armes pendant un certain temps ; et c'était sa seule punition. Celui qui avait tué un ecclésiastique en était privé toute sa vie.

On peut se douter quel germe de guerre et de troubles de toutes sortes était cet amour immodéré des armes, passion qui se retrouve chez tous les peuples primitifs, obligés d'assurer eux-mêmes leur défense contre les hommes et les bêtes.

Mais dès que le pouvoir central se trouva consolidé, lorsque la conquête des Francs fut plus fermement établie, nous assistons à une résurrection des conceptions antiques. Ce fut alors une cascade de capitulaires, d'édits, d'ordonnances, qui, de Charlemagne à la fin de l'Ancien Régime, tentèrent de réglementer cette question. Leur nombre même est un éloquent aveu de leur impuissance. Devons-nous trouver la source de celle-ci dans les mœurs guerrières des Francs, qui se perpétuèrent en France malgré siècles et croisements. C'est du moins l'opinion que professe avec quelque découragement, Prost de Royer : « Le tableau que nous venons d'esquisser des usages des Germains et des anciens Francs, relativement aux armes, nous découvre l'origine de la passion que nos pères ont toujours eue pour elles, et qui leur ont fait produire tant d'actions glorieuses et tant d'atrocités ». (3).

Charlemagne le premier interdit le port d'armes, par un Capitulaire de 805, visant les armes offensives et défensives. Par un deuxième Capitulaire de 806, il défendit de se rendre en armes aux assemblées ; il prohiba aussi leur

3) Prost de Royer, Dictionnaire de jurisprudence, Lyon, 1787 : V^o Armes.

transport hors du Royaume. Nouvelle interdiction en 1288, par Philippe le Bel, relative au port d'armes à Paris, concernant spécialement les couteaux à pointe, les boucliers et les épées. La peine prévue était l'emprisonnement. Une recrudescence du brigandage à l'époque des Grandes Compagnies, fut à l'origine de l'ordonnance du 19 juillet 1367, rendue par Charles V à la suite d'une Assemblée des Etats Généraux, tenue à Chartres, elle faisait défense de laisser sortir des villes « aucune arme, si ce n'est pour des hommes bien connus et sur l'autorisation de personnes commises à cet effet ». (4).

Le 25 novembre 1487, Charles VIII rendit une ordonnance défendant à tous, sous des peines graves, de porter arcs, hallebardes, arbalètes, piques, vouges épées, dagues et autres bâtons invasifs « exception faite cependant pour les officiers du Roy et les personnes habitant au bord de la mer armées pour la défense du pays ». (5)

Cette nécessité d'une réglementation s'accrut avec l'apparition des armes à feu. Les prohibitions les concernant furent plus générales et sanctionnées plus rigoureusement, que celles se rapportant aux armes blanches.

C'est ainsi que François 1^{er}, par l'ordonnance du 16 juillet 1546, défendit à tous, même aux gentilshommes, de porter des armes à feu à peine d'être saisis et étranglés sur le champ. En même temps il s'efforçait d'empêcher une accumulation aux mains des particuliers, en enjoignant à tous ceux « qui avaient des arquebuses, pistolets et autres armes en leurs maisons, de les porter aux hôtels et châteaux des villes et autres lieux de leur résidence, à peine de confiscation desdites armes, cent écus d'or d'amende et punition corporelle. » — Cette injonction fut rééditée par Charles IV en 1561 et 1563 —.

4) Ordonnance du Louvre, T. 5, P. 16, N° 6.

5) Prost de Royer, Op. cit. V° Armes n° 22.

Nouvelle prohibition du port d'armes à feu par un édit de Henri II, du 7 décembre 1558. La sanction fut d'ailleurs bientôt amoindrie et François II ne laissa subsister la peine de mort qu'en cas de récidive, la première infraction n'étant punissable que par la confiscation, 500 écus d'or d'amende et les galères perpétuelles, faute de paiement. (Déclaration de 1559).

Restriction, d'autre part, en ce qui concerne les personnes visées par la loi. Une déclaration du 30 avril 1565 excepta les officiers et gens de guerre de la garde du Roi.

Parrallèlement se développait la législation sur les armes blanches : Charles IX par un Edit de juillet 1561, en interdit le port dans les villes, bourgs et bourgades « à peine de 50 écus d'or au soleil d'amende pour chacune fois ». Par les Lettres Patentes du 20 octobre suivant, il exceptait les gentilshommes et les exécuteurs des ordres de justice et autorisait même toute personne à porter des armes en voyage. La sanction était modifiée : punition corporelle et amende arbitraire.

Revenons aux armes à feu. Les Lettres Patentes données à Moulins le 12 février 1566, renouvelaient la prohibition de les porter pour la durée d'un an, mais permettaient aux gentilshommes d'en avoir dans leurs maisons, d'en user et de s'y exercer pour le service du Roi.

Henri II, par une déclaration du 4 août 1598, réitéra pour être observée en tout temps la prohibition des Lettres Patentes de 1566 et autorisa les gentilshommes à avoir des arquebuses pour la chasse. Le 3 février 1600, il interdit en outre le port d'armes blanches, spécialement à certaines catégories de personnes. Il défendit aux « écoliers, clercs, pages, laquais, artisans et gens de métier, allant par la ville et faubourgs, de porter épées, dagues ni autres armes et bâtons, de jour et de nuit ; enjoignit aux seigneurs et gentilshommes de porter

eux-mêmes leur épée, sans la faire porter à leurs pages et laquais, sous peine d'en répondre en leur propre et privé nom ».

En 1603 il aggrava la sanction du port d'armes à feu. La peine serait la mort, si le contrevenant n'était pas noble ; s'il l'était, la prison et l'amende arbitraire, et la mort seulement en cas de récidive. Enfin par son Edit du 12 septembre 1609, il frappa de la peine capitale tous vendeurs et porteurs de pistolets de poche.

C'est l'apparition d'une conception nouvelle. Non seulement le port, mais la vente de certaines armes, particulièrement dangereuses devient illicite.

Après l'assassinat de Henri IV, la déclaration du 27 mai 1610 défendit de porter des armes sous peine de punitions exemplaires, qui « puissent donner terreur à tous autres et tenir chacun en devoir ». Celle du 16 Décembre 1611, prohiba le port à la campagne des pistolets, arquebuses et armes à feu. Cette dernière mesure fut complétée par les déclarations du 3 février 1617 et 2 mai 1618 sur l'importation et l'exportation des armes.

Une Déclaration du 24 juillet 1617 interdit à tous, spécialement les pistolets de poche, mais excepta de ses termes les gens de guerre, munis de certificats de leurs capitaines et les huissiers, lorsqu'ils sont en campagne.

Louis XIII réglementa la détention des armes par une Ordonnance de 1629, dont l'article 214 prescrit que toutes les armes tirées des arsenaux devraient y être remises et que toutes celles qui seraient dans les maisons ou châteaux des particuliers « excédant la provision nécessaire » y seraient portées.

En 1665, une déclaration, reprenant les dispositions de celle de 1609, sanctionna de la peine capitale le port d'armes cachées. Mais la Fronde d'une part, la guerre d'Espagne d'autre part, vinrent semer le désordre dans

le pays, chacun s'étant armé pour se défendre. Louis XIV crut nécessaire de rappeler les anciennes prohibitions ; ce fut le but d'une ordonnance de décembre 1660, dont voici les principales dispositions : Elle renferme d'abord des prescriptions spéciales à la ville de Paris ;

ART. 1 — Interdiction à toute personne de quelque condition qu'elle soit de porter aucune arme à feu dans la ville et les faubourgs de Paris.

ART. 2 — Interdiction de porter l'épée, excepté pour les gentilshommes et officiers de justice, portant casaque d'archer, écussons ou autres marques de leur charge. Ceux qui ont le droit de porter l'épée, s'ils la portent de nuit se feront éclairer.

ART. 3 — Les forains et étrangers donneront leurs armes à leurs hôtes, qui les déclareront aux commissaires du quartier.

ART. 10 — Et pour ôter tout sujet de plainte contre les soldats de nos gardes tant françaises que suisses, voulons qu'allant par la ville hors les jours de garde, ils ne puissent marcher en troupe, ni être ensemble hors de leur quartier plus de deux avec leur épée ni porter aucune autre arme.

D'autres dispositions s'appliquent à tout le Royaume :

L'ART 13, reprend l'interdiction de fabrication, port et commerce des couteaux, baïonnettes et pistolets de poche.

L'ART. 14 vise les armes permises et en réglemente le port : « Et quant aux arquebuses, mousquets, carabines, pistolets d'arçons ou autres armes à feu, voulons pareillement que le port et l'usage d'iceux soit interdit à toutes personnes autres que les gentilshommes, officiers de notre Maison, ceux des compagnies de nos ordonnances, gardes et archers, ceux de la Prévôté de l'hôtel, Connetablie et Marechaussée, sergens et autres

officiers de justice, lorsqu'ils seront commandés pour l'exécution des ordres d'icelles ».

L'ART. 15 interdit aux gentilshommes de se servir d'arquebuses et de fusils pour la chasse « sinon à l'égard de ceux qui ont justice et droit de chasse, pour s'en servir et en tirer sur leurs terres et autres sur lesquelles ils ont le droit de chasse ; et à l'égard de ceux, qui n'ont ledit droit, pourront s'en exercer seulement dans l'enclos de leur maison ».

Une Ordonnance du 25 juin 1665 interdit aux laquais de porter des armes pour la défense de leurs maîtres, sous peine de mort. C'était en effet une cause de rixes fréquentes.

En 1666, un édit, reprenant à peu près les termes de l'ordonnance de 1660, en ce qui concerne le port des épées et les déclarations à faire par les étrangers, s'occupe plus particulièrement des armes prohibées. Il défend la fabrication « des pistolets de poche soit à fusil ou à rouet, bayonnettes, poignards, dagues, épées en bâtons, bâtons à ferrements autres que ceux qui sont ferrés par le bout, à peine contre les fourbisseurs, armuriers, couteliers, qui les fabriqueraient de confiscation desdites armes, de cent livres d'amende, applicables, moitié au Roi, moitié au dénonciateur et d'interdiction de la maîtrise pendant un an pour la première fois et de la privation d'icelle en cas de récidive, et à l'égard des compagnons travaillant en chambre, à peine d'être fustigés et flétris pour la première fois, et pour la deuxième envoyés aux galères. »

Dans cet édit, nous voyons apparaître une idée qui sera à l'honneur beaucoup plus tard : celle de considérer qu'une arme est cachée donc prohibée, en raison de sa longueur. « Tout pistolet d'arçon n'aura pas moins de 15 pouces de canon et les épées ne pourront avoir moins de longueur que 2 pieds et demi de lame, non compris le talon et la garde. »

Mais vint une période de guerre : les habitants s'armèrent, les lois sur le port d'armes ne furent plus respectées, aussi après le traité de Nimègue mettant fin à la guerre de Hollande, l'ordonnance du 4 décembre 1679, reprise par celle du 9 septembre 1700, interdit à toute personne de porter des armes à feu « à l'exception des gentilshommes et autres qui ont droit par leur charge et emploi de porter des armes et d'être procédé contre eux suivant la rigueur des ordonnances ; défend aux gentilshommes de se servir de fusils pour la chasse si ce n'est pour tirer sur leurs terres ».

Des prohibitions spéciales réapparaissent contre les étudiants ; un édit d'avril 1684 fait défense aux étudiants en droit de porter des épées dans les villes où les écoles de droit sont établies, à peine d'être obligés pour la première contravention « d'étudier une quatrième année, outre les trois portées par l'édit d'avril 1679 ».

Le dernier état de l'ancien Droit, relativement au port d'armes ordinaires, c'est-à-dire ni cachées, ni secrètes, nous est fourni par la déclaration du 14 juillet 1716 :

Le port d'armes de toute espèce est interdit. La sanction est une amende de 10 livres pour la première fois et de 50 en cas de récidive, plus un mois de prison et la confiscation des armes saisies.

Etaient exceptés de cette disposition les gentilshommes, les gens vivant noblement — ce qui, d'après Toulhier, comprendrait les propriétaires, les personnes exerçant des professions libérales et les bourgeois des villes — les officiers de justice royale, les gens de guerre et les compagnies d'arquebusiers autorisées par lettres patentes.

D'autres ordonnances ajoutaient à cette liste les gens ayant le droit de chasse, les voyageurs, à condition qu'ils laissent leurs armes à leur arrivée à destination (Ordonnances des 7 décembre 1558 et 9 décembre 1700) les officiers et gardes des eaux et forêts.

Quant aux armes cachées et secrètes, la déclaration du 23 mars 1728 rappelle que leur fabrication, commerce et port sont interdits pour tout le monde. (6).

Une déclaration du 7 mars 1733 précise qu'aucune lettre de grâce, rémission ou pardon ne serait accordée pour les meurtres commis avec des bayonnettes, poignards, couteaux à mettre au bout des fusils ou avec des pistolets de poche.

6) Déclaration du 23 mars 1728 :

Les différents accidents qui sont arrivés de l'usage et du port des couteaux en forme de poignards, des baïonnettes et pistolets de poche, on donné lieu à différents réglemens, et notamment à la déclaration du 18 décembre 1660 et à l'édit du mois de décembre 1666 ; néanmoins quelques expresses que soient les défenses à cet égard, l'usage et le port de toutes sortes d'armes paraît se renouveler ; et comme il importe à la sureté publique, que les anciens réglemens qui concernent cet abus soient exactement observés, nous avons du devoir les remettre en vigueur... Disons que la déclaration du 18 décembre 1660, au sujet de la fabrique et du port d'armes, soit exécutée selon la forme et teneur ; ordonnons en conséquence qu'à l'avenir toute fabrique, commerce, vente, débit, achat, port et usage des poignards, couteaux en forme de poignards, soit de poche, soit de fusil, des baïonnettes, pistolets de poche, épées en bâton, bâtons à feremens autres que ceux qui sont ferrés par le bout et autres armes offensives cachées et secrètes, soient et demeurent pour toujours généralement abolis et défendus ; enjoignons à tous couteliers, fourbisseurs, armuriers et marchands, de les rompre et briser incessamment, après l'enregistrement des présentes, si mieux ils n'aiment faire rompre et arrondir la pointe des couteaux, en sorte qu'ils n'en puissent arriver d'inconvénients ; à peine contre les armuriers, couteliers, fourbisseurs et marchands trouvés en contravention, de confiscation pour la première fois d'amende de cent livres et interdiction de leur maîtrise pour un an et de privation d'icelle en cas de récidive, même de peine corporelle, s'il y echet ; et contre les garçons qui travailleraient en chambre, d'être fustigés et flétris pour la première fois et pour la seconde d'être condamnés aux galères ; et à l'égard de ceux qui porteront sur eux lesdits couteaux, bayonnettes, pistolets et autres armes offensives cachées et secrètes, ils seront condamnés en six mois de prison et en 500 livres d'amende.

N'entendons néanmoins comprendre en ces présentes défenses, les bayonnettes à ressort, qui se mettent au bout des armes pour l'usage de la guerre, à condition que les ouvriers, qui les fabriqueront seront tenus d'en faire déclaration au juge de police du lieu, et sans qu'ils puissent les vendre, ni débiter qu'aux officiers de nos troupes qui leur en délivreront certificat, dont lesdits ouvriers tiendront registre parafé par nosdits juges de police.

Nous n'avons vu que la législation de droit commun valable pour tout le royaume. Il existait en outre des dispositions particulières à la capitale. A Paris et dans ses faubourgs il était interdit à tous particuliers « de quelque qualité et condition qu'ils soient, autres que les officiers du guet et autres préposés pour la garde et la sureté publique de porter de jour et de nuit aucunes armes à feu ». (Déclaration du 17 août 1737).

CHAPITRE II

Droit intermédiaire

Aucune loi de la période révolutionnaire n'abrogea cette législation, mais une modification très importante y fut implicitement apportée par l'abolition des privilèges de la noblesse, en vertu des lois des 4 août 1789 et 19 juin 1790.

Examinons d'abord le principe de la déclaration de 1728, relatif aux armes prohibées, qui ne souleva que peu de discussions. Il est certain, qu'au début de la Révolution, le port d'armes fut regardé comme libre pour tous les citoyens, une mesure législative consacra par a contrario cet usage ; c'est le décret du 20 août 1789, qui ordonna le désarmement dans chaque commune des « gens sans aveu, sans métier, ni profession et sans domicile constant ».

Mais cette désuétude fut de courte durée. Le décret du 2 Nivose en XIV affirma le maintien de l'ordonnance de 1728 :

ART. 1 : « Les fusils ou pistolets à vent sont déclarés compris dans les armes offensives dangereuses, cachées

et secrètes, dont la fabrication, l'usage et le port sont interdits par les lois ».

ART. 2 : « Toute personne qui, à dater de la publication du présent décret, sera trouvé porteur desdites armes, sera poursuivie et traduite devant les tribunaux de police correctionnelle pour y être jugée et condamnée conformément à la loi du 23 mars 1728 ».

Le décret du 12mars 1806 publia d'autre part cette dernière déclaration et en assura l'exécution.

Enfin, le Code Pénal de 1810, dans son article 314 punit tout individu, qui aura fabriqué ou débité des sylets, tromblons, ou quelque espèce, que ce soit d'armes prohibées par la loi ou par des réglemens d'administration publique, d'un emprisonnement de six jours à six mois et le porteur desdites armes, d'une amende de 16 à 200 francs. Dans les deux cas, la confiscation des armes doit en outre être ordonnée.

Cet article ne mentionne plus l'interdiction temporaire, ni les privations de maitrise, qui ne pouvaient être ordonnées, par suite de la suppression des corporations et d'une application très stricte du principe de la liberté du commerce, qu'avait proclamée la Révolution. C'était pourtant une mesure efficace, qui, atteignant le commerçant fautif dans son commerce même et dans la source de sa fortune, allait attaquer le mal à sa racine.

Il se montre très indulgent pour les porteurs, en ne les frappant plus que d'une amende ; indulgence qui peut s'expliquer en partie, parce que le pays était plus calme qu'en 1728, mais, qui rend le plus souvent la sanction inefficace contre des délinquants sans fortune qui ne peuvent être atteints que d'une façon détournée par la contrainte par corps.

Venons-en à la question du port des armes ordinaires. Celui-ci est-il libre?

D'après une première opinion, soutenue en parti-

culier par Merlin (*Répertoire Universel et raisonné de jurisprudence*, 4^e édition, 1812, T. 1, V^o armes) il n'en serait rien.

Voici le résumé de sa théorie :

Les lois de l'Ancien Régime n'interdisaient pas le port d'armes à tous les Français, elles ne l'interdisaient qu'aux non privilégiés. Ne doit-on pas en déduire que, l'abolition des privilèges a eu pour conséquence de rendre le port d'armes libre pour tous les Français? Non, répond Merlin. Les lois du 4 août 1789 n'ont pu rendre communs à tous les Français les privilèges, dont jouissaient certains. Elles ont au contraire rangés les privilèges sous l'empire des lois communes. Tout ce qui résulte de ces lois, c'est que les anciens nobles et privilégiés sont assujettis comme tous les autres aux règlements sur la police du port d'armes.

Les lois du 4 août 1789 et 30 avril 1790, accordent le droit de chasse à tout propriétaire sur son terrain, mais la reconnaissance de celui-ci n'implique pas nécessairement celle du port d'armes. Comme l'observe en effet le conseiller d'Etat Real, dans sa lettre circulaire du 7 Vendémiaire an XIII, aux préfets du 1^{er} arrondissement de la police générale : « Le mode de destruction est soumis aux lois de police et l'arme à feu, quoique le plus facile et le plus sûr moyen de destruction, n'étant pas le seul, il en faut conclure, que le port d'armes à feu n'est pas une conséquence nécessaire du droit de chasse, ou du pouvoir de détruire sur son terrain les animaux nuisibles ».

L'article 46 de la loi du 22 juillet 1791, sur la police municipale, avait permis aux corps municipaux « de publier de nouveau les lois et règlements de police ou de rappeler les citoyens à leur exécution ». A leur défaut les préfets peuvent exercer ce droit. A plus forte raison le Ministre de la police générale peut-il adjoindre aux préfets de l'exercer effectivement. Or, tous les préfets

ont pris dès l'an IX des arrêté, interdisant le port de toutes espèces d'armes à ceux qui n'en auraient pas obtenu d'eux la permission.

Le 7 Vendémiaire an XIII, le Ministre de la Police Générale adressa à tous les préfets une instruction, qui ramena tous leurs arrêtés à un type uniforme d'exécution et le 6 mai 1806, il leur en transmit une autre relative au permis de port d'armes.

En présentant au corps législatif, le 10 février 1810, l'article 484 du Code Pénal, édictant que, dans les matières non réglées par le Code, les tribunaux continueraient d'appliquer les lois et réglemens actuellement en vigueur, l'orateur du gouvernement déclara que cette disposition avait pour objet les lois et réglemens relatifs au port d'armes.

Merlin estime par contre, qu'un permis de port d'armes n'était pas nécessaire à celui qui porte une arme en voyage pour sa défense personnelle.

Il fonde son opinion sur l'article 8 de l'instruction ministérielle précitée et l'avis du Conseil d'Etat du 10 mai 1811 approuvé par l'Empereur le 17 du même mois, dont voici les termes : « Le Conseil d'Etat, qui, d'après le renvoi ordonné par S. M. a entendu le rapport du Ministre de la police tendant à établir, qu'il est nécessaire de se pourvoir de permis pour exercer la faculté de porter en voyage des armes pour sa défense personnelle, est d'avis qu'il n'y a pas lieu de statuer sur la proposition du ministre ; et que les gens non domiciliés, vagabonds et sans aveu doivent seuls être examinés et poursuivis par la gendarmerie et les officiers de police, lorsqu'ils sont porteurs d'armes à l'effet d'être désarmés et traduits devant les tribunaux pour être condamnés, suivans les cas, aux peines portées par les lois et réglemens ».

Enfin, il faut remarquer que la déclaration du 14 juillet 1716, fut publiée à nouveau en l'an IX. Après

cette publication, tout individu, trouvé porteur d'un fusil sans permission, devait encourir les peines prévues par ladite déclaration et entre autres une amende de 10 francs, qui dépassait le maximum des amendes de simple police, tel qu'il était fixé par le code de Brumaire an IV et rendait les tribunaux correctionnels compétents.

La thèse opposée fut défendue en particulier par Carnot (*Commentaire du Code Pénal*, édition 1936, art. 42, p. 150). (7).

Cette deuxième théorie prétend que les gentilshommes ne faisaient qu'exercer un droit naturel, dénié à la masse pour des raisons de sécurité. Elle trouve des arguments, d'autre part dans diverses dispositions législatives :

Le décret du 20 août 1789, n'ordonne de désarmer, que les gens sans aveu, sans métier ni profession ni domicile constant ».

La loi du 30 avril 1790 sur le droit de chasse permet aux propriétaires et fermiers de repousser avec des armes à feu les bêtes fauves qui se répandraient sur leurs récoltes.

Le décret du 2 juin 1790 prohibe le port de toutes les armes, seulement dans les églises, foires marchés et autres lieux de rassemblement.

L'article 42 du Code pénal fait de la privation du droit de port d'armes une peine accessoire de certains délits.

Quant à l'avis du Conseil d'Etat du 10 mai 1811, que Merlin interprétait comme une exception au principe de la prohibition, n'est-il pas plus sûr d'y voir la consécration de celui de la liberté du port d'armes?

La jurisprudence qui s'était prononcée en faveur de l'interdiction (Section criminelle de la Cour de Cassa-

7) Carnot : « Le droit de port d'armes pour tous les citoyens résulte de ce que ce n'est que dans certains cas, que les lois en défendent l'exercice ».

tion, 15 mars 1810 : S-1811-1-60 ; DAL. Alp., p. 258) changea après la promulgation du décret du 11 juillet 1810, relatif à la fourniture, distribution et prix des passeports et permis de chasse et de celui du 4 mai 1812, qui faisait du fait de chasser sans permis un délit justiciable des tribunaux correctionnels.

La Cour de cassation, dans un arrêt du 15 octobre 1813 (Section Criminelle ; S-1813-1-443) estima, que le décret du 4 mai 1812, n'ayant voulu punir le port d'armes sans permission, qu'autant qu'il serait joint au fait de chasse, il en résultait une abrogation implicite des lois antérieures sanctionnant le port d'armes ordinaires :

« Considérant, que la loi du 30 avril 1790 sur la chasse a été maintenue par le décret du 4 mai 1812, que l'article 12 de ladite loi, fixe le temps de la prescription du délit de chasse à un mois, et que dans l'espèce les prévenus n'ont été poursuivis qu'après l'expiration dudit temps de prescription ; d'où il suit qu'à leur égard le délit de chasse a dû être regardé comme n'existant pas ; que dans ces circonstances il ne pouvait plus y avoir lieu à l'application des peines établies par le décret du 4 mai 1812, contre le port d'armes sans permis, puisque ce fait n'est puni par ce décret qu'autant qu'il est uni au fait de chasse. »

CHAPITRE III

La Loi du 24 Mai 1834 qualifiée loi sur les détenteurs d'armes et de munitions de guerre

Le gouvernement a voulu pouvoir atteindre les actes de violence dirigés contre lui, même lorsque la preuve

d'un complot ne pourrait être fournie. D'autre part la peine du complot est si grave qu'il a voulu avoir à sa disposition une peine moins sévère, dont ne s'effraient pas les juges et visant certains actes constitutifs de ce crime.

Tel est l'objet de la loi du 24 mai 1834. Son article 1^{er} élève les pénalités prononcées par l'article 314 ; il sanctionne en outre la distribution d'armes qui, jusque là, ne constituait pas une infraction.

Le fabricant, débitant, distributeur d'armes prohibées sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 500 francs. Le porteur, d'un emprisonnement de 6 jours à 6 mois et de 16 à 200 francs d'amende.

Les motifs de cette aggravation furent indiqués par son rapporteur à la Chambre des Députés, M. Dumon : « Votre commission a cru devoir élever les peines prononcées par l'article 314 du Code Pénal, contre les fabricants et les porteurs d'armes prohibées ; ces peines avaient été calculées, pour oter un instrument aux vengeances privées et elles pouvaient suffire ; mais lorsque la férocité, que les vengeances des partis introduisent dans nos mœurs, menace de faire de ces armes dangereuses des instruments d'assassinat politique, nous avons pensé qu'il fallait redoubler de rigueur pour en interdire l'usage ». (*Moniteur* du 1^{er} mai 1834).

Le rapporteur à la Chambre des Pairs reproduisit cette observation : « L'article 1^{er} du projet de loi aggrave les peines de l'article 314... Cette aggravation a un trop juste motif dans le large et funeste emploi que l'on a fait récemment de ces armes ». (*Moniteur* du 22 mars 1834, sup.)

L'article 2 punit celui qui, sans autorisation, aura « fabriqué, débité ou distribué de la poudre, ou sera détenteur d'une quantité quelconque de poudre de

guerre, ou de plus de deux kilogrammes de toute autre poudre.

L'article 3 punit celui qui, non autorisé, aura fabriqué, confectionné, débité ou distribué des armes de guerre ou des munitions de guerre, ou qui en sera détenteur, ainsi que ceux, qui sont détenteurs d'un dépôt d'armes quelconque.

Les articles suivants ont trait à des délits commis dans un mouvement insurrectionnel, tels que port d'armes, pillages d'arsenaux, violation de domicile...

Il faut remarquer, que cette loi érige en infraction, la détention d'armes, mais uniquement lorsqu'il s'agit d'armes ou de munitions de guerre, ou, lorsque les armes, même ordinaires, sont en assez grande quantité pour constituer un dépôt.

La loi de 1834 vise expressément les armes prohibées et les armes de guerre, elle est muette relativement au régime des armes permises, dont le port, nous l'avons vu, avait été déclaré licite par la jurisprudence depuis 1812. Cette jurisprudence devait donc conserver toute sa valeur. Tel ne fut point l'avis de la Cour de Bastia, qui soutint, qu'ayant interdit le port des armes de guerre, la loi nouvelle avait entendu défendre le port de toutes les armes, dont on peut se servir en cas de guerre, même lorsqu'elles ne sont ni réglementaires, ni prohibées. Cette jurisprudence naquit à l'occasion d'un jugement du tribunal de Corte, qui, admettant l'opinion commune, avait relaxé un individu, inculpé de port d'armes, pour ce motif que le fusil, dont il était muni, n'ayant pas le calibre de guerre, n'était pas une arme défendue (Jugement du 3 février 1837). La Cour de Bastia, par arrêt du 27 avril de la même année, réforma ce jugement, comme contraire à l'esprit de la loi de 1834. (*Répertoire pratique Dalloz*, p. 260).

Affaire identique un an plus tard. Le tribunal de Corte acquitta un prévenu, porteur d'un fusil d'un cali-

bre de 5 lignes, alors que celui des armes de guerre est de 7 lignes 9 points. La Cour de Bastia réforma cette décision, par arrêt du 30 janvier 1839 (REP. DAL. loc. cit.) ainsi motivé : « Attendu que dans l'esprit de la loi du 24 mai 1834, la Qualification d'armes de guerre, loin d'être subordonnée aux circonstances matérielles de l'arme est un fait moral, qui dépend uniquement de l'appréciation du juge ; Qu'en remontant en effet aux circonstances dans lesquelles cette loi a été rendue, il est impossible de ne pas voir, que c'est moins, des armes en elles mêmes, que de l'usage, qui peut en être fait et auquel elles sont destinées, que le législatur a voulu et du s'occuper ; Qu'il s'agissait bien de quelques lignes de plus ou de moins dans le calibre des armes, quand la révolte arborait ses étendards et, quand déjà le sang français, versé par des mains françaises, coulait sur plusieurs points de la terre de France... Attendu, que cette loi ne fait aucune distinction, ni de temps, ni de lieu, ni de choses ; qu'elle embrasse dans sa généralité tous les cas où les armes peuvent être déclarées armes de guerre...

« Pour toutes ces considérations et attendu que N... a été trouvé détenteur d'un fusil... et que, bien que ce fusil n'ait pas le calibre déterminé par le décret de 1810, pour les armes de guerre, il n'à pas moins par son fait annoncé une intention de guerre et contribué, pour sa part, à maintenir et aggraver l'état de trouble et d'alarme dans lequel le pays se trouve. »

Cette jurisprudence constante et contraire à celle de la Cour de Cassation, s'explique par la situation spéciale de la Corse; elle fut approuvée par le législateur qui, par la loi du 10 juin 1853, interdit, dans cette île, le port d'armes de toute nature, pour une durée de 5 ans.

Certains auteurs, par contre, voulurent restreindre le champ d'application de la loi de 1834. Ainsi, Zeglicki

estime qu'elle ne concernait que les armes de guerre, les autres armes prohibées restant soumises au régime prévu par l'article 314 ; (Zeglicki, *Revue Critique de législation et de jurisprudence*, 1899, Tome 66, p. 325).

A l'appui de sa thèse il présente les arguments suivants :

« Une loi postérieure abroge certainement la loi antérieure, qu'elle est destinée à remplacer, mais seulement dans les dispositions ou les parties de ses dispositions, qui sont inconciliables avec les modifications nouvelles; la loi de 1834 a pour rubrique : Détention d'armes ou de munitions de guerre. L'intention et le but du législateur, en l'édicant sont manifestes. Il a voulu atteindre la détention, c'est-à-dire le port des armes de guerre et même leur possession à domicile. Or. l'article 314 ayant une portée générale, doit continuer à s'appliquer à toutes les autres armes, qui n'ont pas le caractère d'armes de guerre et qui sont prohibées. En apparence le législateur dans l'article premier de la loi de 1834, paraît s'être proposé de modifier pour toutes les armes les pénalités de l'article 314, si on prend ce texte à la Lettre ; mais si on considère le but et le cadre de l'œuvre législative de 1834, il est facile de se convaincre, qu'il n'en est rien et que le législateur a entendu frapper le port des armes de guerre, seulement, des peines du n° 2 de l'article premier de la loi de 1834. »

Cette dernière théorie est restée isolée et c'est la première de ces trois opinions qui prévalut.

CHAPITRE IV

Loi du 14 Août 1885, sur la fabrication et le commerce des armes et munitions non chargées

Cette loi a eu pour but, en assurant la liberté de fabrication et de commerce des armes, de développer cette

industrie, de permettre à l'industrie privée d'effectuer des recherches et de dispenser l'Etat d'avoir recours à l'industrie étrangère en cas de guerre.

Elle concerne la fabrication et le commerce, intérieur et extérieur : importation, exportation et transit des armes, qu'elle divise en armes réglementaires et non réglementaires.

Les premières sont celles, « qui sont en service dans les armées de terre et de mer ; elles sont définies par les tables de construction approuvées par le Ministre de la guerre et par le Ministre de la marine ». (Art. 2).

La fabrication et le commerce des armes de toute espèce, même des armes prohibées — et la loi dans son article 5 vise expressément les revolvers et armes blanches — non réglementaire, est entièrement libre. (Article 1^{er}).

Il en est de même pour l'importation, l'exportation et le transit des armes de toute espèce non réglementaires, ainsi que pour les armes blanches et les revolvers réglementaires. (8).

Cette disposition fut d'ailleurs bientôt modifiée, par la loi du 23 avril 1895 (Dalloz 1895-4-71), qui subordonna l'exportation des armes de guerre à une déclaration préalable faite au préfet de la résidence de l'exportateur.

Quant aux armes réglementaires, leur fabrication et leur commerce sont libres (article 2) sauf pour celui qui veut s'y livrer à adresser au préfet du département, dans lequel il veut créer son établissement une déclaration.

(8) L'exportation des armes avait presque toujours été prohibée en France : par une ordonnance de Philippe le Bel du 28 août 1312, par deux ordonnances de Henri II de septembre 1549 et de novembre 1551, par deux déclarations de Louis XIII, des 2 mai 1648 et 25 janvier 1620 et par une ordonnance du même Roi de janvier 1629.

Il était toutefois fait exception pour l'exportation des épées, pistolets et autres armes dont l'usage était permis.

Cette formalité est substituée à l'autorisation — prévue par l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} juillet 1860 — qui devait être donnée par le Ministre de la Guerre.

De même une déclaration est nécessaire pour l'importateur et l'exportateur de ces armes. Enfin l'article 11 prévoit qu'en cas de guerre nationale et continentale, un décret peut interdire l'exportation des armes, pièces d'armes et munitions de toutes espèces.

Ainsi, la partie la plus importante de l'article 314 modifié par la loi de 1834 se trouve abrogée. Le délit le moins grave — le port d'armes — est-il lui aussi, a fortiori, abrogé ?

On le soutint en faisant remarquer, qu'il ne serait pas raisonnable de permettre la fabrication et le commerce de toutes les armes, et d'en empêcher le port pour certaines catégories, que ce serait rendre en partie la loi inutile. On ajoutait que jusqu'alors le législateur avait toujours traité en même temps, de la fabrication et du port d'armes, qu'en interdisant l'un, il avait toujours défendu l'autre ; on en concluait logiquement que, du moment que la fabrication et le commerce étaient libres, le port de toutes les armes devait être libre aussi.

A cela il est vrai, on ne manqua pas de répondre, que ce n'était pas une raison suffisante, parce que jusqu'alors une même loi avait réglementé en même temps la fabrication et le port des armes, pour qu'il en fut toujours ainsi à l'avenir ; que la loi de 1885 n'était qu'une loi à caractère économique. On invoquait le titre de la loi qui prouvait que ses auteurs n'avaient pas entendu s'attaquer aux dispositions sur le port d'armes.

Le rapporteur au Sénat, M. Brossard, n'avait-il pas déclaré relativement à la détention des armes : « Sans nous prononcer sur cette question, qui demeure complètement réservée, nous dirons que les dispositions de la loi du 24 mai 1834, relatives à la détention, demeurent

en vigueur et que ces dispositions sont de nature à rassurer les plus timorés... » .

Enfin, la circulaire ministérielle du 10 novembre 1885, estimait elle aussi, que la question de la détention des armes de toute nature était réservée.

Si les défenseurs de la première théorie avaient certainement raison du point de vue purement logique, c'est incontestablement leurs adversaires, qui devaient l'emporter au point de vue juridique. Car si la loi manquait de netteté, ses travaux préparatoires et la circulaire ministérielle précitée étaient là pour l'expliquer.

Il est inutile de souligner, quels inconvénients pratiques aurait pu présenter la liberté complète du port d'armes .

La jurisprudence finit par adopter la dernière théorie, bien qu'au début la question ait été très controversée. La Cour de Grenoble la première fut appelée à statuer sur celle-ci. Le tribunal correctionnel de Grenoble avait estimé, que depuis la loi de 1885 il n'existait plus d'armes prohibées, car disait-il, « On ne comprendrait pas qu'il ne fût pas permis de porter des armes qui peuvent être licitement exposées en vente, vendues ou achetées » et il ajoutait pour plus de sûreté : « Attendu au surplus, que le doute sur l'interprétation d'une loi pénale doit profiter à l'inculpé ».

La Cour de Grenoble, par arrêt du 28 janvier 1886, (S-86-2-194) infirma ce jugement par les motifs suivants : « Attendu, qu'il résulte nettement des travaux préparatoire et notamment du rapport fait au Sénat par M. Brossard, que la loi du 14 août 1885 a laissé en vigueur les dispositions de la loi du 24 mai 1834, relative à la détention et au port d'armes ; que c'est donc a tort que les premiers juges ont regardé le droit de port d'armes comme étant conséquence nécessaire de la liberté de la fabrication et du commerce des armes ».

Mais peu après la Cour de Douai soutenait la thèse

opposée dans un arrêt du 29 mars 1886 (86-2-194).
« Attendu, disait-elle, qu'antérieurement à la loi du 14 août 1885, la fabrication et la vente des cannes à épée étant prohibées, le port d'armes de cette espèce l'était également et constituait le délit prévu et puni par l'article 1^{er}, § 2 de la loi du 24 mai 1834, mais que l'article 5 de la loi du 14 août 1885, en rendant complètement libres la fabrication et la vente des armes blanches, a modifié par là-même les dispositions législatives antérieures qui prohibaient le port de ces armes et qu'aujourd'hui le port des cannes à épée est permis, comme la fabrication et la vente en sont généralement permises ».

Un arrêt de la Cours de Paris statuait par contre dans le même sens que la Cour de Grenoble — Paris, 22 juin 1886 (S-86-2-194) —

Réformant un jugement du tribunal d'Epernay, elle déclara : « Considérant qu'en matière pénale les textes sont de droit étroit, que le port des armes, leur distribution ou leur vente constituent des délits distincts, de leur fabrication ou de leur vente, que la législation a établi elle-même ces distinctions puisque des peines différentes y ont été appliquées, soit par l'article 314, soit par la loi de 1834 ; que la suppression de certains délits n'entraîne pas par elle-même l'abrogation des autres ; que la référence du paragraphe 2 au paragraphe 1^{er} de l'article 1^{er} de la loi de 1834 et de l'article 314 du Code Pénal, quant à la nature des armes prohibées, ne lie pas ensemble l'existence de ces deux délits, que l'abrogation du § 1^{er} n'empêche pas de s'y reporter pour compléter le § 2 du même article...

« Considérant dès lors que le § 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1834 est toujours en vigueur et qu'il y a lieu d'examiner si l'application en doit être faite à l'inculpé... ».

La cause n'était pourtant pas encore gagnée. Un jugement du tribunal d'Oléron du 3 juillet 1886, reprit la théorie soutenue par la Cour de Douai (S-86-2-195).

Ces décisions d'Oléron et de Douai, nous paraissent être les seules de leur opinion. Toutes les autres, contemporaines ou postérieures affirment au contraire que la loi de 1834 n'a pas été abrogée par celle de 1885, en ce qui concerne le port des armes prohibées. (9). Elles furent confirmées par la législation de ces dernières années.

9) Mont de Marsan, 17 mars 1886 (La Loi, 30 juin 1886).
Narbonne, 17 mars 1886 (La Loi, 30 juin 1886).
Cour de Nîmes, 23 octobre 1886 (S-1886-2-216).
Cour de Pau, 13 novembre 1886 (D-1887-2-88).
Cour de Dijon, 19 février 1896 (S-1896-2-72).
T. C. Narbonne, 25 février 1898 (S-1899-2-148).

II. PARTIE

ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DELIT

CHAPITRE PREMIER

Les armes prohibées, définition et caractéristiques

Où trouver la définition ou l'énumération des armes permises et de celles, dont le port est illicite ?

Il existe deux systèmes législatifs possibles. L'un consiste en une énumération limitative des armes ; l'autre en l'indication d'un critérium, permettant de reconnaître les conditions, auxquelles doit satisfaire un objet pour constituer une arme interdite.

La première méthode a l'avantage de réduire au minimum l'arbitraire du juge. Le principe d'interprétation stricte de la loi pénale s'en accommode mieux. Elle a par contre un inconvénient grave : son insuffisance. Toute énumération en cette matière serait certainement incomplète ; fut elle complète à l'origine, elle ne le resterait pas. Le deuxième système présente les avantages et les inconvénients inverses. Aussi le législateur a-t-il choisi une solution éclectique, consistant à combiner les deux procédés.

Le texte le plus récent, réglementant cette matière est le décret du 29 Mars 1934.

Il trouve son origine dans les graves émeutes, qui

ensangletèrent le début de février 1934. Le 6 février 1934, en effet, on compte 1.664 blessés, dont un devait succomber, parmi les membres du service d'ordre seulement. La plupart des blessures furent faites par des projectiles de fortune, provenant de déprédations effectuées sur place : pierres, moellons, arceaux brisés, morceaux de vitre, de fonte, de bitume ; quelques unes par des bâtons, des matraques ou par des lames de rasoirs fixées à l'extrémité de cannes. (10)

Le 7 Février, il y eut 289 blessés ; le 9 : 141, toujours, en ne tenant compte que des membres du service d'ordre.

Entre temps, le 7 Février à 11 heures 30 le gouvernement démissionnait, au vu de rapports, fournis par le Service des Renseignements généraux de la Préfecture de Police, qui lui annonçaient, que les émeutiers, après leur échec du 6 avaient décidé de s'armer.

Aussi, dès que le calme fut rétabli, le gouvernement prit-il un décret, lui permettant d'atteindre aisément tout porteur d'objets dangereux, avant même qu'il ne s'en fut servi.

L'article premier de ce décret est ainsi conçu :

« Les armes, dont le port donne lieu à l'application des sanctions prévues à l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834 sont :

1° Les pistolets et revolvers de tous modèles, calibres et dimensions, poignards, couteaux-poignards, matraques, casses-têtes, cannes à épée, cannes plombées et ferrées sauf, celles qui ne sont ferrées qu'à un bout.

2° Tous les autres objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique.

Une première remarque s'impose. Cet article ne vise pas le port d'armes de guerre. Nous verrons en effet, à

(10) Laurent Bonnevey, Président de la Commission d'Enquête. Les journées sanglantes de février 1934, p. 167.

la fin de ce chapitre, que ce délit n'est pas poursuivi sous la qualification de port d'armes, car il est absorbé par l'infraction plus grave de détention d'armes de guerre. »

L'article 2, que nous ne ferons que mentionner, car il ne rentre pas dans le cadre de notre étude, concerne le commerce des armes. Il est ainsi rédigé :

« Toute personne, se livrant au commerce des armes, dont le port est prohibé et des munitions correspondantes est tenue d'avoir un registre spécial, coté et paraphé à chaque feuille par le préfet, le sous-préfet ou leur délégué, sur lequel seront inscrits, jour par jour, sans blanc ni rature, les caractéristiques de chaque arme vendue, ainsi que les nom, prénom et domicile de l'acquéreur avec l'indication des pièces ou attestations administratives, comportant photographie, fournie par ledit acquéreur, pour justifier son identité ».

Il faut remarquer, que ce décret n'abroge expressément aucune disposition antérieure. Il s'agit d'un règlement d'administration publique, pris pour l'application de la loi du 24 mai 1834. Cette loi elle-même aggrave les sanctions de l'article 314 du Code Pénal, mais n'énumère aucune arme prohibée, se contentant de renvoyer aux lois et règlements d'administration publique.

Existe-t-il, en dehors de ce décret récent, des lois et règlements encore en vigueur?

L'article 314 cite les tromblons et stylets, et renvoie pour le reste aux règlements prohibant certaines armes. Non abrogé expressément, il le fut implicitement ; toutes ses dispositions ayant été modifiées ultérieurement. La loi de 1834 modifia le § 2 relatif au port d'armes, celle du 14 août 1885, modifiée elle-même par le décret-loi du 23 octobre 1935, sur l'importation, la fabrication, le commerce et la détention des armes, abrogea le § 1 concernant leur fabrication et leur commerce. Quant

au § 3, ordonnant la confiscation des armes, il fut remplacé, par les dispositions de la loi du 27 décembre 1916, et de l'article 8 du décret-loi cité plus haut. (11).

Jusqu'en 1934, on en était réduit à chercher la liste des armes prohibées dans la déclaration de 1728, publiée à nouveau par le décret du 12 mars 1806, et remise en vigueur par le décret du 2 Nivose an XIV.

Rappelons que cette déclaration, énumérait un certain nombre d'armes, dont le port était interdit : poignards, couteaux en forme de poignards, soit de poche soit de fusil, baïonnettes, pistolets de poche, épées en bâtons, bâtons à ferrement autres que ceux qui sont ferrés par le bout et comportait une formule générale, différent profondément de celle du décret de 1934 « toutes armes offensives, cachées et secrètes ». Le décret du 2 Nivose an XIV ajoutait à cette énumération deux armes nouvelles : Les fusils et pistolets à vent.

La jurisprudence admettait que cette disposition archaïque, avait subsisté après la codification napoléonienne, en vertu de l'article 484 du Code Pénal. C'est ainsi que l'arrêt de la Cour de Cassation du 6 août 1824 (S-1824-1-511) déclarait : « attendu, qu'aux termes de l'article 314, la fabrique, le débit, le port d'armes prohibées par la loi ou par des règlements d'administration publique, sont classés au nombre des délits et que, d'après l'article 484, les cours et tribunaux doivent observer les lois et règlements particuliers dans toutes les matières, qui n'ont pas été réglées par le code pénal ;

« Attendu, que la déclaration de 1728, remise en vigueur par les décrets du 2 Nivose an XIV et 12 mars 1806, est une loi et un règlement d'administration publique, que dès lors elle doit être observée par les cours et tribunaux, dans celles de ses dispositions, qui

11) Opinion conforme : Garçon, Code Pénal.

Opinion contraire : Code Pénal annoté de Dalloz ; p. 416.

n'ont pas été modifiées par des lois postérieures, quant à la nature et à la qualité des peines et amendes. »

La même solution fut donnée par le tribunal de Nevers dans un jugement du 28 octobre 1908 (D-1909-V-9)) et précédemment, par la Cour de Bordeaux, dans un arrêt du 1^{er} février 1837 (S-1837-2-445).

Notons que ces deux décisions sont postérieures à la loi de 1834.

Le décret de 1934 a remplacé cette déclaration (2), dont il a repris l'énumération des armes prohibées, en la modernisant et en excluant les bayonnettes, qui rentrent actuellement dans la catégorie des armes de guerre, et dont il a profondément transformé la formule générale.

SECTION I

ARMES CITEES EXPRESSEMENT PAR LE DECRET DU 19 MARS 1934

Le décret de 1934, mentionne expressément trois sortes d'armes : Les armes blanches, les armes de choc, les armes à feu.

ARMES BLANCHES

1. *Poignards et couteaux-poignards*

Le décret cite d'abord les poignards et couteaux-poignards. Le poignard est une arme courte, destinée à fraper d'estoc, droite ou courbe, mais toujours tranchante, ce tranchant pouvant être simple ou double. La lame est fixée au manche de manière inébranlable.

12) Andrée Jack, Le port d'armes prohibées. Page 12. (Extrait de la Revue Critique de Législation et de Jurisprudence, 1935).

Il n'est d'ailleurs pas de critérium absolu, et il appartient au juge de rechercher, si une arme présente les caractéristiques du poignard. A plus forte raison est-ce aux magistrats d'estimer, si un couteau peut être rangé dans la catégorie des couteaux-poignards — ou couteaux en forme de poignards, selon la rédaction de 1728 —.

Le décret de 1934, n'ayant rien innové relativement à ce genre d'armes, la jurisprudence antérieure garde toute sa valeur et nous pouvons nous y rapporter. Un couteau-poignard sera en principe prohibé, s'il possède une lame fixe à deux tranchants. Mais cette condition n'est pas indispensable. Un arrêt de la Cour de Poitiers du 14 avril 1837, avait relaxé un individu, chez qui on avait découvert des lames destinées à être emmanchées, (il s'agissait de fabrication d'armes prohibées et non de port, mais la solution serait évidemment la même dans ce dernier cas « *mutatis mutandis* ») motif pris de ce que ces lames ne présentaient pas les caractères essentiels du poignard qui est toujours à deux tranchants. La Cour de Cassation, par arrêt du 15 octobre 1841, (13) cassa cette décision, en jugeant, que la déclaration de 1728 ne prohibait pas seulement les poignards mais aussi les couteaux en forme de poignards, qu'en conséquence la Cour de Poitiers aurait dû examiner, si les lames en question, ne pouvaient pas rentrer dans la catégorie des couteaux en forme de poignards.

Dans un autre arrêt du 5 juillet 1851 (14), la Cour suprême déclara que, si la lame aigüe et à deux tranchants constitue en général le poignard, les couteaux en forme de poignards n'ont pas nécessairement la lame à deux tranchants, qu'aussi ce serait donner à la loi une fausse interprétation que de les considérer dans ce cas seulement comme rentrant dans la prohibition.

13) Bulletin Criminel, n° 303.

14) Bulletin Criminel n° 271.

Un arrêt de la Cour de Douai du 2 octobre 1852 (D-1852-5-32) décida, que peut-être considéré comme couteau-poignard, un couteau, dont la lame, quoique aiguisée d'un seul côté est aiguë et affilée, et se trouve fixée, quand le couteau est ouvert, par un clou s'adaptant à un trou pratiqué dans le dos du manche, (couteau à cran d'arrêt). Il semble, que ce soit dans ce dernier arrêt, que l'on trouve la définition la plus nette du couteau-poignard : couteau à lame fixe, ou fixée de manière inébranlable, aiguë et affilée. Est assimilé au couteau-poignard, un coupe-papier fraîchement aiguisé, (Cour de Grenoble. Arrêt du 13 août 1908 ; S-1909-2-91). De cette liberté d'interprétation, résultent d'ailleurs des décisions contradictoires. C'est ainsi, que deux jugements du 18 septembre 1910 du tribunal correctionnel de la Seine, l'un rendu par la 8^e chambre, l'autre par la 10^e, affirment : le premier, que le couteau dit « laguiole » était prohibé, le deuxième qu'il pouvait être porté librement (15).

Un jugement du 5 octobre 1887, du tribunal correctionnel de Louvain (*Belgique, judiciaire* n° 1456) a refusé de considérer comme une arme prohibée, un grossier coutau à lame recourbée d'un côté, tranchante de l'autre, légèrement pointue et fixable par un arrêt spécial, dont se servent les cultivateurs.

L'article 314 prévoyait expressément le port des stylets qui ne sont que des genres de poignards, à petite lame ; ordinairement triangulaire ou quadrangulaire.

2. Canes à épées.

Aucune difficulté d'interprétation ne peut s'élever à propos de cette sorte d'arme, autrefois dénommée épée en bâtons. Ce sont des armes particulièrement dange-

15) Debruille : Le port des armes dites prohibées.

reuses, puisque elles se cachent sous l'aspect d'inoffensives cannes, qui sont en réalité le fourreau d'une lame; cette lame est en général une épée, mais peut être également un stylet. (Tri. Cor. Narbonne : 25 février 1898 ; S-1899-2-21). (16.)

ARMES DE CHOC

1. *Matraques casses-têtes, cannes plombées et ferrées*

Le décret de 1934 a crû bon de citer les matraques et casses-têtes, qui ne figuraient pas dans les textes antérieurs, mais que la jurisprudence, considérait déjà comme armes prohibées en faisant application de la formule générale de 1728.

Un poids en fonte d'un demi kilog, attaché au poignet à l'aide d'une lanière, afin de le maintenir plus solidement en main et pour pouvoir frapper avec plus de force, fut déclaré arme prohibée par la 4^e Chambre du tribunal de Liège, qui, dans un jugement du 8 juin 1912 (Pasicrisie 3-286) déclara : « attendu, que la déclaration de 1728 ne prohibe pas seulement les armes, qui y sont désignées, mais aussi d'une manière générale et absolue, toute les armes offensives, secrètes ou cachées.

» ...Attendu que le casse-tête, arme d'invention relativement récente, n'était certes pas entré dans les prévisions du législateur de 1728, que néanmoins la jurisprudence n'a pas hésité à le ranger dans la catégorie des armes prohibées.

» Attendu, que l'objet, dont s'était muni le prévenu, constitue un véritable casse-tête et doit être considéré comme une arme offensive cachée et secrète ; qu'il appartient au juge de faire rentrer dans la catégorie des

(16) Voir aussi un arrêt de la Cour de Bruxelles du 20 janvier 1837 (Pasicrisie, 1837-2-22) punissant le port de cette arme ; et un autre de la Cour de Gand du 23 février 1841 (Pasicrisie 1841-2-128) en punissant l'exposition en vue de la vente.

armes prohibées, dont le port est punissable tout objet susceptible de devenir un objet d'aggression. »

Dans le même sens un arrêt de la Cour de Bruxelles du 22 avril 1858 (*Pasicrisie* 1858-2-220) sanctionne le port d'un genre de casse-tête appelé life protector.

Quant aux cannes ; sont prohibées, celles qui sont munies d'un anneau, d'un corps lourd ou d'une masse métallique adaptée à un bout et ne constituant pas un ferrement. La Cour de cassation par arrêt du 17 janvier 1835 (Rapporté au *Répertoire alphabétique Dalloz*, p. 263, n° 64) a décidé, que « des cannes garnies de figures de plomb à l'un de leur bout sont des armes offensives contondantes : on ne doit pas les comprendre dans l'exception établie par la déclaration de 1728 en faveur des bâtons seulement ferrés par le bout ». De même, est une arme prohibée le bâton, qui porte à une extrémité une boule de bois durcie par le feu. (Cassation, 15 Floréal, an XII. Bulletin Criminel n° 131).

Ne tombent pas sous le coup de la prohibition, les cannes d'alpinistes, « qui ne sont ferrées qu'à un bout ».

ARMES A FEU.

Pistolets et revolvers

Le décret de 1934 prohibe les pistolets et revolvers de tous calibres, modèles et dimensions. La déclaration de 1728 n'interdisait, que les pistolets de poche, et le décret du 2 Nivose an XIV ne mentionnait, que les fusils et pistolets à vent.

Cette généralisation a un double avantage. D'une part elle tranche de façon définitive la discussion, qui s'était instaurée, au sujet des dimensions que devait avoir un pistolet, pour être considéré comme pistolet de poche ; ensuite elle permet d'atteindre le port de certaines armes modernes extrêmement dangereuses, qui ne sont

pas des armes de poche, mais se dissimulent aisément sous un pardessus tels que les pistolets mitrailleurs, mitraillettes, etc...

Tombent également sous le coup de la loi, des armes licites jusqu'alors : les pistolets d'arçon et de ceinture.

Rapelons brièvement la jurisprudence antérieure au décret de 1934, tant sur le principe même de la prohibition du port de ces armes, que sur les caractéristiques qu'elles devaient présenter pour être frappées par la loi.

Un décret du 14 décembre 1810, énumère les pistolets de poche, parmi les armes destinées au commerce, et dont la fabrication et la vente sont licites. On s'était demandé, après ce décret, si leur port était toujours interdit. La Cour de Cassation s'est prononcée d'abord par l'affirmative. (Arrêts du 14 décembre 1810 et 6 août 1824 ; S-1836-1-709, cités par Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code Pénal*, T. 4, n° 1309) ensuite par la négative. Un arrêt de la chambre criminelle du 7 octobre 1836, décide que « le décret du 14 décembre 1810 a virtuellement dérogé à la déclaration du Roi du 23 mars 1728, en ce qu'elle prohibait, d'une manière absolue, la fabrication, la vente et le port des pistolets de poche ; qu'aucun règlement d'administration publique n'a depuis, en vertu de l'article 314 du Code Pénal remplacé ces pistolets dans la classe des armes prohibées. »

Pour mettre fin à ces divergences d'interprétation, l'ordonnance royale du 23 février 1837 décréta que les pistolets de poche étaient des armes prohibées, mais eu le tort de ne pas en indiquer les caractéristiques. La jurisprudence prit comme critérium la longueur de l'arme ; était un pistolet de poche l'arme de petite dimension, susceptible de pouvoir se dissimuler facilement dans une poche. Mais, où les arrêts se divisent, c'est quant à l'appréciation de cette dimension, certains

font application d'une circulaire du Ministre de l'intérieur du 14 avril 1859 (*Bulletin officiel du ministère de l'Intérieur*, 1859, P. 122) qui interdisait les revolvers et pistolets, dont la longueur était inférieure à 150 mm.

Dans ce sens, un arrêt de la Cour de Grenoble, du 2 octobre 1888 (G.P.1888-2-607) décida, qu'une arme de plus de 158 mm. n'était plus un pistolet de poche. Même solution dans un arrêt de la Cour de Dijon, en date du 19 février 1896 (S-1896-2-72). Cette théorie fut aussi soutenue par la doctrine (Le Poittevin, *Dictionnaire Formulaire des parquets et de la police judiciaire*; édition de 1884, Tome 1, p. 160).

D'autres, par contre, affirmèrent, que la longueur du pistolet ou du revolver était tout-à-fait secondaire. La Cour de Besançon, la première, formula cette doctrine, dans un arrêt du 22 mars 1871 (D-1873-5-28). « Considérant, dit-elle, qu'en prohibant le port des pistolets de poche sans spécifier les dimensions, qu'ils devaient avoir pour être réputés tels, le législateur s'en est nécessairement rapporté, à cet égard, à l'appréciation des tribunaux, qu'un pistolet, que l'on tient caché dans sa poche est incontestablement un pistolet de poche, quelle qu'en soit la longueur ou la forme. »

La Cour de Bordeaux prend nettement parti, dans un arrêt du 11 février 1897 (S-1897-2-68) en déclarant, que « les tribunaux de répression sont investis d'un droit d'appréciation, que les décisions et circulaires administratives ne sauraient leur enlever... qu'il est évident que la loi, dans le but de protéger la sécurité des personnes a voulu défendre le port des armes pouvant être facilement cachées dans la poche, qu'un pistolet de 200 mm. se dissimule dans une poche, aussi bien, qu'une arme mesurant seulement 149 mm. »

La Cour de Toulouse jugea dans le même sens le 12 mai 1915 (D-1917-2-103). C'est la solution à laquelle

finit par se rallier Le Poittevin, dans l'avant dernière édition de son Dictionnaire des Parquets. C'est aussi l'opinion soutenue par Garraud, dans son Traité de Droit Pénal, (2^e édition, T. 4, n° 1.401) ; et par Chauveau, Fausin Helie et Villey dans leur théorie du Code Pénal, (6^e édition, T. 4 n° 1.401). Enfin une circulaire du Ministre de la justice, du 20 août 1912, soutenait qu'il n'était pas douteux, que le revolver de poche, quelles qu'en soient ses dimensions, rentrait dans la catégorie des armes prohibées.

C'est cette solution, qu'à confirmée, pour les pistolets et revolvers, le décret de 1934.

Une dernière question se présente, pour les armes à feu. L'arme doit-elle être utilisable, pour que le délit existe? Doit-elle être en outre munie de munitions correspondantes? Sur le premier point un jugement du tribunal correctionnel d'Epinal du 3 janvier 1936 (G. P. 1936-1-462) a répondu, à notre avis fort justement, que le moyen tiré de l'impossibilité d'utiliser l'arme était « parfaitement recevable en droit, car une arme inutilisable, cesse d'être une arme offensive dans le sens de la déclaration de 1728, qu'une telle arme cesse en effet de répondre à la définition donnée par Gaius : « *Arma id est quod habetur nocendi causa* », qu'elle ne peut donc plus être juridiquement considérée, comme une arme, et qu'il appartient au tribunal d'examiner l'arme saisie à ce sujet. »

La deuxième question fut résolue différemment. Le port d'un revolver non chargé fut déclaré punissable : Arrêt de la cour de Toulouse, du 12 mai 1915 (D-1917-2-103). Dans le même sens un arrêt de la cour de Paris en date du 28 juillet 1925 (D-1926-2-49) décida, que, la loi ne formulant aucune restriction ; peut importait, que le revolver fut dépourvu de chargeurs et de cartouches. Cet arrêt fut approuvé — sur cette question — par M. Nast, dans sa note. Il estime qu'il n'y

a pas à tenir compte des circonstances qui, en fait, ont rendue l'arme prohibée, inoffensive ; opinion qui semble contraire à celle du jugement du tribunal d'Epinal précité, et qui est critiquée par M. Loups, dans sa thèse (17), où, se fondant sur la définition de l'arme prohibée « arme offensive », il estime que l'absence de munitions enlève à l'arme tout caractère offensif, sauf bien entendu si le prévenu portait chargeurs et cartouches dans une autre poche.

SECTION II

FORMULE GENERALE

Outre les armes nominativement énumérées, la déclaration de 1728, prohibait de façon générale, les armes offensives cachées ou secrètes. Le décret de 1934 interdit le port de TOUS objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique.

Il semble qu'il y ait là une extension considérable de la notion d'armes prohibées, et qu'en réalité, il n'existe plus d'armes permises.

Avant de commenter le décret de 1934, il est nécessaire d'examiner le point d'aboutissement de la jurisprudence antérieure. La déclaration de 1728 avait voulu atteindre les armes offensives et facilement dissimulables. En fait, seul ce deuxième caractère était intéressant à constater. Il n'existe plus guère, de nos jours, d'armes individuelles purement défensives, et si l'on emploie parfois des cotes de mailles, c'est principalement dans un milieu spécial où les règlements de compte

17) Loups Pierre : La réglementation et la répression du port d'armes prohibées ; thèse, Toulouse 1935.

sont à craindre. Le caractère offensif de l'arme découlait de ses caractéristiques d'arme secrète. On estimait, qu'une arme portée de façon visible, faisait présumer que le porteur n'avait pas d'intention offensive, et ne cherchait qu'à assurer sa défense personnelle, en cas d'agression. L'arme secrète permet au contraire d'attaque par surprise, sans que la victime ait le temps de soupçonner le danger. Ainsi, que le déclare l'arrêt de la Cour de Cassation du 6 août 1824 (D-1824-1-393) « Il faut distinguer entre les armes apparentes et défensives, qui ne deviennent offensives que par accident, et les armes cachées, secrètes, offensives par la présomption légale, et dont le port illicite favoriserait les attaques des malfaiteurs ».

Il faut d'ailleurs noter, que d'après cette formule, une arme peut être apparente sans que le port cesse d'être prohibé, si par ailleurs elle répond à la définition d'arme secrète, c'est-à-dire d'arme pouvant en raison de ses dimensions, se dissimuler aisément. (Tribunal Correctionnel d'Epinal : 3 janvier 1936).

Cette formule, malgré son apparente netteté, soulevait deux ordres de questions.

Tout d'abord, suffisait-il qu'une arme, pour tomber sous le coup de la loi présentât le caractère d'arme secrète — quitte aux tribunaux à constater ce caractère dans leurs jugements — où était-il nécessaire, afin d'éviter des divergences de jurisprudence, qu'en outre l'arme incriminée, puisse être assimilée à une de celles énumérées par la déclaration de 1728, le code pénal ou le décret du 2 Nivose an XIV? La deuxième opinion fut soutenue par Garraud (*Traité de droit pénal*, T. 5, 3^e édition, N° 2.040) qui estimait qu'il était prudent, afin d'éviter des différences d'interprétations individuelles, d'exiger pour qu'il y ait délit une assimilation possible.

La jurisprudence suivit au contraire le premier système. C'est ainsi, qu'à propos d'une canne renfermant

une arme à feu, un arrêt de la Cour de Cassation en date du 19 juin 1835 (*Bulletin Criminel* n° 244, rapporté par Chauveau et Faustin Hélie, *opus citus*, ed. 1887, T. 4, p. 110) est motivé comme suit : « Attendu, que la déclaration de 1728, ne prohibe pas seulement les armes, qui y sont spécialement désignées, mais aussi d'une manière générale et absolue, toutes les armes offensives, secrètes et cachées ; qu'il est déclaré en fait par le jugement, que les cannes saisies et reconnues par le prévenu comme provenant de sa fabrication, contiennent une arme offensive, tellement cachée et dissimulée, qu'il est impossible à la simple inspection de la découvrir, mais que démontées et rajustées, elles offrent à la fois un fusil et un pistolet... que d'après ces faits, l'article 1^{er} de la loi du 24 mai 1834 était applicable au prévenu. »

Un jugement plus récent du tribunal correctionnel de Lyon rendu le 13 avril 1933 (G.P.-1933-2-127) à propos d'une sorte de stylographe dénommé « Paratac », faisant porte-mine à une de ses extrémités, et comprenant à l'autre un logement pour une cartouche contenant des gaz lacrymogènes, un percuteur et un mécanisme actionné par un bouton extérieur servant de détente et destiné à assurer l'action du percuteur sur la cartouche, déclare :

« Attendu, que la première question qui se pose est celle de savoir, si le Paratac doit être considéré comme une arme et si cette arme est ou non prohibée ;

» Attendu, qu'on considère en général comme arme tout ce qui sert à attaquer ou à se défendre, que cette appellation convient donc parfaitement à l'objet qui nous occupe, puisque de l'aveu même du prévenu, il s'agit d'une arme défensive, et, qu'il est facile d'imaginer qu'avec quelque habitude ou précaution la cartouche à gaz lacrymogène pourrait tout aussi utilement être employé dans un but offensif ; que la dénomination d'arme prohibée ayant été donnée par l'ordonnance du

23 mars 1728 à toute arme, dont le caractère est d'être offensive secrète ou cachée ; et la nomenclature, donnée par la loi ou par les réglemens d'administration publique, des armes devant être ainsi qualifiées n'étant pas limitative, il apparait que, d'une part, la présentation du Paratac est bien celle d'une arme secrète, cachée pouvant être utilisée dans un but offensif, que d'autre part les effets du projectile qu'il lance, sont tels, au ditre du Dr. Locard, lui-même, qui les a expérimentés, qu'il semblerait normal de considérer comme prohibé le port de cette arme. »

Le deuxième problème consistait à définir le mot « arme ». Fallait-il entendre par là un objet fabriqué uniquement dans le but de frapper, blesser ou tuer, devait-on punir les porteurs d'objets qui n'étaient pas des armes par nature, mais pouvaient à l'occasion le devenir ? Nous retrouverons cette question plus loin, lors de l'interprétation du décret de 1934 ; mais nous pouvons dès à présent répondre, après examen des solutions jurisprudentielles, que les tribunaux interprétaient ce mot dans un sens très large et n'hésitaient pas à condamner des porteurs d'instruments, qui n'étaient pas en eux mêmes des armes, s'il était établi, qu'ils étaient destinés à servir d'armes. C'est ainsi que la Cour d'Alger par arrêt du 2 août 1907 (*Rec. Alger* 1908, p. 284. Cité par Jack, *op. cit.* p. 17) condamna, pour port d'arme prohibée, un individu trouvé porteur d'un rasoir, à dix heures du soir, dans une rue d'Alger. Par contre, la Cour de Grenoble, le 19 mai 1905 (D-1905-5-33) refusa de considérer comme une arme prohibée, un rasoir, qui servait à son porteur à couper les poches et qui était un simple instrument de vol.

Furent aussi considérées comme armes prohibées : Une pierre nouée dans un mouchoir et cachée dans une poche (Tribunal de Nevers, 28 octobre 1908 ; G. P.-1908-2-560) ; une ceinture métallique formée de deux longs

ressorts à boudin (Tribunal Correctionnel de la Seine, 25 novembre 1910), un coupe-papier (Grenoble, 13 août 1908 ; déjà cité), des morceaux de tuyaux de fer (Cour de Cassation belge, 6 novembre 1934, Revue de droit pénal et de criminologie 1935, p. 36), un bâton à demi glissé dans la manche ibd. 1927, p. 1094), les coups de poings américains et les casses-têtes (Tribunal de Saint-Etienne, 24 novembre 1892, Journal *La Loi*, 15 décembre 1892 ; Amiens, 12 novembre 1894), un os de mouton, une dague, un nerf de bœuf un boudin ou sac de sable...

En fait dans la plupart des cas (Jack, *op cit.* p. 18) ce qui faisait l'objet de discussions, n'était généralement pas le caractère secret de l'arme, mais le caractère plus ou moins dangereux d'un objet.

Il n'en restait pas moins, que toute une catégorie d'armes telles qu'épées, fusils, revolvers portés de façon apparente dans un étui, restaient autorisées, et cela est si juste que dans certains cas, que nous allons examiner brièvement, le port de ces armes licites était exceptionnellement interdit.

Il en était ainsi :

1. *Dans certains lieux.*

Le décret du 2 juin 1790, interdit le port d'armes, dans les foires, marchés et tous autres lieux de rassemblement, afin d'éviter les rixes. Il l'interdit de même dans les églises ; pour assurer le libre exercice du culte. Il n'indique d'ailleurs aucune peine aussi ne pouvait-on prononcer qu'une amende de 1 à 5 francs contre les contrevenants et encore uniquement, lorsqu'il avait été pris un arrêté municipal, car alors, on pouvait recourir à l'article 471, 15° du code pénal.

Les décrets du 2 février 1852, art. 37 et du 2 août 1875, prohibent le port d'armes, dans les assemblées formées, pour procéder à l'élection des députés (1^{er} dé-

cret) ou des sénateurs (2° décret) sous peine d'une amende de 10 à 100 francs.

La loi du 22 juin 1833, art. 38, édicte la même prohibition en ce qui concerne les assemblées constituées pour l'élection des conseils généraux et d'arrondissement, et celle du 5 mai 1855, art. 37, vise celles formées pour l'élection des conseils municipaux.

Enfin, l'article 78 du décret du 11 novembre 1917, interdit l'accès des voitures de chemins de fer et autres voitures de transports en commun, aux porteurs d'armes chargées. Le porteur d'armes à feu doit faire constater, avant de pénétrer dans les voitures, que son arme est déchargée. La sanction est prévue par l'article 19 de la loi du 15 juillet 1845, qui punit d'un emprisonnement de 8 jours à 6 mois et d'une amende de 50 à 1.000 frs, « quiconque, par maladresse, imprudence, inattention, négligence, ou inobservation des lois ou règlements, aura involontairement causé sur un chemin de fer ou dans les gares ou stations un accident, qui aura occasionné des blessures. Si l'accident a causé la mort, le même article prévoit un emprisonnement de 6 mois à 5 ans et une amende de 300 à 3.000 francs.

II. *Pour certaines personnes.*

D'après l'article 28 du Code Pénal, la condamnation à des peines criminelles emporte dégradation civique et un des effets de cette peine — art. 34, § 5 — est de priver celui qui en est frappé du droit de port d'armes. De même, en vertu de l'article 42 du Code Pénal « les tribunaux jugeant correctionnellement pourront dans certains cas, interdire en tout ou en partie l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants : 1° de vote et d'élection... 4° du port d'armes.

Ces deux derniers textes ne prévoient pas de sanctions, et certains auteurs (Renard, *Les Armes au point*

de vue pénal, thèse Paris-1911, p. 79) proposent d'appliquer aux contrevenants, celles de la loi de 1834.

Si nous faisons le point avant d'examiner le décret de 1934, nous pouvons affirmer, qu'avant celui-ci, il existait, d'une part, des armes offensives, cachées ou secrètes, auxquelles, la jurisprudence assimilait les objets dangereux, cachés et pouvant servir d'armes, dont le port était prohibé ; d'autres part des armes apparentes, qu'il était licite de porter, sauf les exceptions rappelées ci-dessus.

Qu'est-il advenu de cette distinction, depuis le décret de 1934 ? Celui-ci prohibe de façon générale tous les objets susceptibles de constituer une arme dangereuse pour la sécurité publique. Remarquons, qu'il s'agit là, d'une formule très large. C'est la condamnation de la théorie restrictive préconisée par Garraud, qui voulait une énumération des armes prohibées, avec nécessité, pour interdire le port d'une arme nouvelle de pouvoir l'assimiler à l'une de celles contenue dans l'énumération. Cette formule d'autre part transforme la nature du délit. Celui-ci était, dans le code de 1810, compris dans le Titre II du Livre III, intitulé « crimes et délits contre les particuliers ». Actuellement il est devenu infraction contre la chose publique ; changement, que consacre le projet du nouveau code pénal. C'est la preuve de la volonté du législateur de réprimer plus sévèrement un délit qu'il estime susceptible de porter atteinte aux intérêts généraux de l'Etat. Mais la transformation, incontestablement la plus profonde, est celle de la notion d'armes prohibées ? Quel sens donner actuellement à ces mots ? Nous n'avons plus, pour nous guider la distinction des armes offensives et défensives, devenue d'ailleurs quelque peu illusoire, ni celle plus solide, des armes secrètes et apparentes ; mais tout objet susceptible de constituer une arme est interdit.

Cette proposition comprend deux termes :

En premier lieu, toute arme est interdite, qu'elle soit offensive, défensive, secrète ou apparente. A première vue, cela semble logique, surtout, si l'on se rapporte aux circonstances historiques, qui ont précédé le décret. Il est certain, qu'un émeutier armé d'un fusil est plus dangereux, que celui, qui l'est d'un revolver, arme à trajectoire plus courte et moins précise ; et c'est certainement ce cas que le gouvernement a eu en vue.

Si nous écartons, par contre, ces circonstances exceptionnelles, et que nous nous placions dans le cadre de la vie courante, nous nous trouvons en présence de cas où l'application du décret par les parquets sera impossible, sous peine d'être obligés d'engager des poursuites absurdes.

Si l'officier, qui est armé de son sabre, peut exciper de l'ordre de la loi, pour se justifier ; si le chasseur muni d'un permis, peut se prévaloir de l'autorisation implicite, que lui donne ce permis, délivré conformément aux lois sur la chasse, d'être porteur d'un fusil ; poursuivra-t-on sous l'inculpation de port d'armes prohibées, l'escrimeur porteur d'une épée ou d'un fleuret ?

Il s'agit pourtant bien d'armes dangereuses pour la sécurité publique. Poursuivra-t-on sous la même inculpation le chasseur, non muni de permis et non en action de chasse ? Il n'est frappé en effet des peines de la loi du 3 Mai 1844, que s'il est surpris en train de rechercher ou de poursuivre le gibier.

Les termes du décret sont absolus et nous estimons, qu'actuellement tout chasseur non muni d'un permis régulier, et porteur d'un fusil, peut être poursuivi pour port d'armes. Ce n'est certainement pas le but recherché par les auteurs du décret (18). Nous en reviendrions

(18) Cette interprétation permettra de désarmer les braconniers notoirement connus, ce qui, au point de vue, pratique ne saurait être critiqué.

ainsi à la jurisprudence antérieure à 1812, lorsque la Cour de cassation estimait, que la Révolution avait eu pour effet d'étendre à tous les citoyens la prohibition édictée par la déclaration de 1716, et qu'il n'existait plus d'armes permises. Elle considérait alors, le port d'un fusil par un chasseur non autorisé, comme un délit distinct du délit de chasse (Cour de Cassation : 1^{er} Août 1811, D.A. V^o Armes N^o 54).

La seule échappatoire possible dans les cas, où la poursuite paraîtrait par trop illogique, serait pour le tribunal saisi, de déclarer, qu'étant donné l'intention du prévenu, qui avait un motif légitime de porter une arme, (Cas de l'escrimeur par exemple) celle-ci ne pouvait être considérée, comme susceptible de constituer un danger pour la sécurité publique. Inutile de souligner que cette solution n'a rien de juridique, que nous sommes en plein arbitraire, et que nous transformons le caractère objectif du délit, qui est fondé sur la nature de l'objet incriminé, pour nous attacher à un critérium subjectif, puisé dans l'intention du porteur.

Non seulement, nous en arrivons à des solutions arbitraires ou illogiques, mais à des solutions illégales. Non pas que le décret de 1934 soit illégal par rapport à la loi de 1834, puisque cette loi interdit de façon générale le port des armes prohibées par la loi ou par les règlements d'administration publique, et que nous sommes précisément en présence d'un de ces règlements, mais illégales, car en contradiction avec le principe de la liberté du port des armes reconnu par le code pénal. Nous venons de voir en effet, que c'est seulement à titre de sanction, que ce droit peut être enlevé (Art. 34 & 5 et 42). Or pour qu'un règlement soit illégal, il suffit qu'il soit en contradiction avec l'esprit de la loi, ou avec une liberté définie consacrée par une loi (Hauriou, *Précis de droit administratif*).

Si nous examinons à présent le cas des objets, qui,

n'étant pas des armes par nature, sont cependant susceptibles de le devenir, nous nous heurtons à des difficultés de même ordre, quoique moindres.

Cette distinction entre armes par nature et objets susceptibles d'être utilisés comme armes, rappelle la division classique faite par l'article 101 du Code pénal, lequel distingue à propos des crimes contre la sûreté de l'Etat, entre les armes proprement dites, et certains objets : « couteaux, ciseaux de poche, cannes simples » qui « ne seront réputés armes, qu'autant qu'il en aura été fait usage, pour tuer, blesser ou frapper ».

La doctrine a déduit de ce texte une classification, entre les armes par nature, dont on ne peut être porteur, que dans le but d'être armé, et les armes par l'usage, qui occasionnellement en a été fait, mais, qui servent d'ordinaire pour les besoins normaux de la vie. Il existe cependant une très grande différence entre l'article 101 et le problème, qui nous occupe. Dans le premier cas il sera aisé de savoir, si un prévenu peut être poursuivi, comme porteur d'un objet ayant constitué une arme ; il n'est qu'à examiner, s'il a véritablement fait usage de cet objet, comme d'une arme, tandis que dans les cas de délits tombant sous le coup de la loi de 1834, il faut sanctionner avant que tout acte révélateur de la qualité de l'objet, ait été accompli, avant que l'objet se soit montré dangereux, dès qu'il est susceptible de l'être. Or quantité d'objets peuvent devenir dangereux, comme le fait très justement remarquer Mlle Jack (*Loc. Cit.* p. 21) : un rasoir, que l'on vient d'acheter, des ciseaux, un sachet de poivre, un quelconque couteau. Il est impossible d'incriminer les porteurs de tous ces objets. Nous avons vu que la jurisprudence antérieure sanctionnait le port d'objets semblables, lorsque les circonstances particulières de la cause, permettaient de supposer, que les prévenus avaient l'intention de s'en servir. C'est ainsi, que la Cour d'Alger, par arrêt du

2 Août 1907, déjà cité, avait condamné un porteur de rasoir, en motivant sa décision, comme suit : « Attendu, qu'il y a lieu de supposer, que si X... avait à 10 heures du soir dans les rues d'Alger, un instrument, dont on ne se sert généralement qu'à domicile, c'est qu'il le considérerait lui-même, comme pouvant l'utiliser à des besoins autres, que ceux de la toilette ».

Le critérium, qui guidait les tribunaux, était donc de nature subjective. Or le décret de 1934 l'a remplacé par un critérium objectif puisqu'il se fonde sur les caractères de l'objet. Ces caractères seuls se montrant nettement insuffisants, pour établir le délit, la seule solution consistera, comme par le passé à se baser sur un critérium subjectif et à considérer les objets incriminés, comme susceptibles de constituer une arme dangereuse ou non, selon les circonstances et la personne du prévenu (19). Ici aussi nous risquons les décisions arbitraires, et nous n'appliquons plus les termes de la loi.

Le décret a du moins cet avantage sur les lois et règlements antérieurs, de viser expressément les objets susceptibles de servir d'armes, en quoi il ne fait que confirmer une jurisprudence, qui, avant lui, pouvait difficilement se justifier par un texte de loi, puisque la déclaration de 1728, prohibait les armes offensives, cachées ou secrètes, donc les armes par nature, et non les objets pouvant en tenir lieu.

Devant cette extension illimitée de la notion d'armes prohibées, n'aurait-on pas pu faire jouer l'idée de sécurité publique, et décider qu'un objet ne sera susceptible d'être dangereux pour la sécurité publique, donc de constituer une arme, qu'à condition, qu'il puisse produire un mal très grand ? Cette solution permettrait

(19) Un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation, du 12 Mai 1934 a condamné le porteur d'un rasoir et d'un couteau à lame très effilée, qu'il avait avoué posséder, pour sa défense personnelle en cas d'attaque. (D.H. 1934-334)

de respecter le critérium objectif et de ne pas poursuivre la personne, qui vient d'acheter un sachet de poivre pour les besoins de son ménage.

Ce serait malheureusement tomber dans l'excès inverse, et faire bénéficier de l'impunité les porteurs d'objets dangereux, que la jurisprudence ancienne avait toujours puni.

La Cour de Cassation s'est prononcée récemment, et sans le déclarer expressément, elle a continué à faire application du critérium subjectif. Un arrêt de la chambre criminelle du 12 juin 1937 (*Gazette des tribunaux* 1937-1-168) a condamné un individu, porteur, au cours d'une manifestation, d'une laisse à chien, munie d'un mousqueton.

Cet arrêt n'a certainement pas entendu proclamer, qu'une laisse à chien était de façon générale une arme prohibée, mais se basant sur le fait, que le prévenu, n'avait aucune raison valable, pour être muni de cet instrument au cours d'une manifestation, elle en a déduit, qu'il avait l'intention de s'en servir comme d'une arme. Donc application du critérium subjectif.

D'autre part, elle a estimé que la sécurité publique, pouvait être mise en danger par une arme d'aussi faible valeur qu'il n'était pas indispensable d'être porteur d'un objet particulièrement dangereux, pour encourir les foudres de la loi.

Qu'il nous suffise de signaler pour terminer, une dernière impossibilité d'application du décret de 1934, si l'on s'en tient à sa lettre.

L'article 2 soumet les vendeurs d'armes, dont le port est prohibé à la tenue d'un registre. Or d'après la rédaction du texte, les armes, dont le port est prohibé, sont : 1° Les pistolets et revolvers... 2° Tous objets susceptibles de constituer une arme dangereuse... Il est bien évident, que l'obligation du registre ne s'impose, qu'aux vendeurs d'armes par nature. Il s'agit

certainement d'une impropriété de rédaction, l'article 2 ne s'appliquant pas — contrairement à ce qu'il énonce — à toutes les armes prévues à l'article I, mais exclusivement à celles prévues par le 1° de l'article I.

SECTION III

ARMES DE GUERRE

Nous n'avons étudié, que la question du port des armes ordinaires, dites aussi : de commerce. Il pourrait sembler, que le port des armes de guerre soit visé par le décret de 1934, dans sa formule générale, et ainsi réprimé par les sanctions de l'article I de la loi du 24 Mai 1834. Or il n'est rien, car en ce qui concerne ces armes, on ne distingue pas le délit de port, de celui de détention d'arme, ou plus exactement ce dernier délit plus grave absorbe le premier, qui se trouve ainsi réprimé par les peines prévues à l'article 3 de la loi de 1834, soit : 1 mois à 2 ans d'emprisonnement, et 16 à 1.000 frs d'amende. (Renard, thèse, p. 137 ; Goyet, *Précis de droit pénal spécial*. Edition 1937, p. 234). (20)

Ce texte n'a pas été abrogé par la loi du 14 Août 1885, ni par le décret-loi du 23 Octobre 1935. La loi de 1885 ne concerne en effet, que le commerce et la vente des armes, et le décret-loi ne sanctionne, que le défaut de déclaration d'une arme dont la détention est licite.

Selon une première opinion (Goyet, loc. cit.), l'arme de guerre est actuellement définie par le décret-loi précité, qui contient des dispositions d'ordre général. Elle se confond avec l'arme réglementaire ; et d'après l'ar-

(20) Renard Paul, *Les armes au point de vue pénal*, thèse, Paris-1911.

ticle 1° de ce décret « Les armes et engins de modèle réglementaire en France sont ceux, qui sont en service dans les armées de terre, de mer et de l'air ; ils sont définis par les tables de construction approuvées par le Ministre de la Guerre, le Ministre de la Marine et le Ministre de l'Air » ainsi que « les armes et engins, qui seront assimilés aux armes et engins réglementaires par des arrêtés des ministres de la Guerre, de la Marine et de l'Air ». Un arrêté du 13 janvier 1936 énumère les armes, engins, munitions, pièces détachées et accessoires ainsi assimilés.

Selon une deuxième théorie (Le Poittevin : *Dictionnaire, Formulaire des parquets*, éd. 1938, p. 362) il appartient aux tribunaux de dire, si une arme est ou non une arme de guerre, en recherchant, si elle est utilisée ou non dans les armées de terre ou de mer.(21) L'appréciation des juges du fait est souveraine sur ce point et échappe au contrôle de la Cour de Cassation (Cas. 15 Juin 1877 ; S-1878-1-335, D-1878-1-140). Il n'y a pas à s'occuper de la distinction faite par le décret-loi du 23 Octobre 1935 entre les armes réglementaires et les armes non réglementaires : ces dispositions ont trait exclusivement au commerce et à la fabrication des armes et munitions.

Il est inutile de souligner, que cette solution est beaucoup plus extensive, que la précédente, puisqu'elle fait rentrer sous la qualification d'arme de guerre, non seu-

(21) Avant le décret-loi, Goyet lui-même avait soutenu cette opinion. Voici en effet, ce qu'il dit, dans l'édition de son ouvrage de 1933 (p. 206) : L'article 3 de la loi du 24 Mai 1834 interdit la détention et la vente des armes et munitions de guerre. Il n'y a pas à distinguer, comme le fait la loi du 14 Août 1885, entre armes réglementaires et armes non réglementaires. Cette dernière loi ne concerne, que la fabrication et le commerce des armes, l'article 3 de la loi de 1834 edicte au contraire des mesures de police intérieure. L'arme de guerre n'est pas définie par le législateur ; les tribunaux ont donc un pouvoir d'appréciation : ils recherchent, si telle arme est utilisée dans l'armée de terre et de mer.

lement toutes les armes réglementaires dans l'armée française, mais toutes « les armes propres au service de guerre, même s'il s'agit d'armes de guerre étrangères » (Tribunal correctionnel de Versailles, 23 Mars 1938). C'est la solution jurisprudentielle.

CHAPITRE II

Définition du port d'armes

La loi entend réprimer le simple fait de porter sur soi, un instrument dangereux, indépendamment de l'usage, qui en est fait, de toute tentative de délit ou de crime. C'est une mesure de précaution que de ne pas laisser à la portée de la main, un objet susceptible de blesser ou de tuer. Si l'arme servait à commettre un crime, le délit de port d'arme se trouverait absorbé par ce crime et la peine la plus forte serait seule prononcée ; ainsi qu'il résulte de la combinaison de l'ancien article 314 du Code pénal : « Le tout, sans préjudice d'une plus forte peine, s'il y echet, en cas de complicité de crime » et de l'article 365 du code d'instruction criminelle : « En cas de conviction de plusieurs crimes ou délits, la peine la plus forte sera seule prononcée ».

Mais à quelles conditions y aura-t-il port d'armes ? La loi de 1834, comme l'article 314, ne répriment, que le port effectif d'une arme, et non une détention quelconque, cette dernière étant réglementée par l'article 9 du décret-loi du 23 Octobre 1935, portant « réglementation de l'importation, de la fabrication, du commerce et de la détention des armes ».

Ainsi que le disent MM. Chauveau et Faustin Helie (*op. cit.* T. IV, p. 94), « Chacun des termes de la loi de 1834, étant l'expression d'un délit particulier, il suit

de là, qu'on ne peut par analogie, créer de nouveaux délits... La simple possession de l'arme prohibée ne saurait être passible d'une punition lorsqu'elle est isolée du port de cette arme ».

Pour que le délit soit établi 1° : il est nécessaire : que l'arme soit sur la personne même du prévenu ; qu'il la cache dans ses vêtements, qu'il la tienne à la main, ou la porte dans un étui en bandoulière (Tribunal correctionnel d'Epinal, 3 janvier 1936 ; G. P. 1936-1-462). Dès que ces conditions ne sont pas remplies, une jurisprudence constante acquitte les inculpés.

C'est ainsi qu'il est permis d'emporter une arme dans ses bagages. La Cour de Riom, par arrêt du 22 janvier 1862, (D-1862-2-101) confirmant le jugement de première instance, relaxe du chef de port d'armes prohibées, le prévenu, qui avait un pistolet de poche dans sa malle. Même solution, Cour de Nancy, 7 Mars 1928 (S-1929-2-115) Cour de Douai, 11 mars 1861 (S-1861-2-361) Tribunal correctionnel de Lyon, 13 Avril 1933 (G.P. 1933-2-127) Cour de Grenoble, 2 Octobre 1888 (G.P. 1888-2-607). Une arme peut également être emportée dans une sacoche d'automobile : Tribunal correctionnel de Dijon ; 21 mai 1926 (G.P.-1926-2-415). Par contre le port d'une arme, dans un sac à main de femme est interdit. Cette question a été jugée par le tribunal de Brive le 24 juillet 1931 (S. 1931-2-235). Il s'agissait d'une femme, qui, à la sortie de l'audience du tribunal de Brive, avait été vue, dans la salle des pas perdus, en possession d'un revolver chargé, qui était placé dans le sac, qu'elle avait à la main. Cette décision est ainsi motivée :

« **Attendu**, qu'il est certain, que le délit de port d'armes prohibées, n'existe, que si le prévenu porte réellement l'arme sur lui, qu'il ne suffirait pas, qu'il l'eut par exemple, dans ses bagages ou même dans une sacoche ».

« Mais attendu, qu'un sac à main de femme ne peut être comparé à la valise, qu'un voyageur porte à la main ou, la sacoche, d'un garçon de recettes, exemples cités par le défenseur de la prévenue ; que dans l'état actuel de la mode, le sac fait partie intégrante de la toilette féminine et remplit pour la femme le même office, que les poches du vêtement masculin ; qu'elle y renferme à portée immédiate, tous les objets d'usage continuels, tels que le mouchoir, l'argent de poche, le carnet de notes, que l'homme porte dans ses poches ; qu'ainsi l'arme, qui est renfermée dans ce sac est réellement portée sur le corps et peut à tout instant et sans déplacement être prise en main, avec autant de facilité, que si elle était demeurée dans une poche du vêtement ; que le délit de port d'armes prohibées est donc consommé ».

Les motifs de ce jugement, de même que ceux d'un jugement du Tribunal de Compiègne en date du 3 Mai 1887 (*Journal Le Droit*, 2 juin 1887 ; G.P. Tables 1887-1892) semblent prendre comme caractéristiques du port la facilité d'appréhension de l'arme.

Le délit existe et doit être réprimé, parce que le port d'arme devient dangereux, lorsque l'arme est à portée de la main. Il est vrai, que le Tribunal de Dijon, dans son jugement du 21 mai 1926, suivant d'ailleurs une jurisprudence constante, a acquitté un prévenu, qui avait l'arme dans une sacoche de sa voiture, ce qui lui permettait de la saisir sans difficulté.

Nous pouvons en conclure, que pour que le délit soit établi, il est nécessaire à la fois que l'inculpé porte l'arme avec lui, et non dans un véhicule, et qu'il puisse la saisir immédiatement.

2° Il faut que l'arme soit portée, hors du domicile du prévenu (Tribunal correctionnel de Lyon, 1^{er} Avril 1933, précité). Cette condition est indispensable, et doit être énoncée dans les motifs d'un jugement de condam-

nation. Ne serait pas légalement justifiée la condamnation prononcée par une juridiction, qui se bornerait à déclarer, que le prévenu « a été trouvé porteur d'un revolver ou pistolet automatique, arme prohibée par la loi et les règlements » (Cour de Nancy, 15 juillet 1925; D.-1926-2-23).

C'est par application de ce principe, que la Cour de Cassation a vu une simple détention non punissable alors et non un délit de port d'armes, dans le fait, qu'un individu avait, de l'intérieur de sa maison et par la croisée, fait feu sur une poule se trouvant dans une basse-cour (Chambre Criminelle, 22 Mars 1860, D-1861-1-530).

En sens contraire, le tribunal de Liège, par jugement du 12 juillet 1907 (*Jur. Liège*, p. 199) reconnut coupable de port d'armes prohibées, un prévenu, qui, de sa demeure, avait tiré sur la voie publique.

N'est pas coupable non plus de port d'armes, l'individu, qui, arrêté à son domicile, pour menace de mort, et conduit sans désenparer au poste de police, y fut trouvé porteur d'un coupe-papier, qu'il tenait caché dans sa poche. (Cour de Grenoble, 13 Août 1908, S-1909-2-91). C'est en effet un cas de force majeure, qui l'a placé dans les conditions du délit.

Certains auteurs (Constant, *Régime des armes en Belgique*, *Revue internationale de droit pénal*, 1936, p. 105) estiment, que celui, sur qui l'on découvrirait une arme, qu'il vient d'acheter chez l'armurier ne saurait être poursuivi. L'achat est licite et l'acheteur ne peut faire autrement, que de transporter l'arme chez lui, à condition toutefois, qu'il rentre directement à son domicile.

Cette opinion est criticable. Il semble, que l'arme devrait être emballée. La Cour de Cassation belge (19 Décembre 1887, *Pasicrisie*, 1888-1-51) acquitta en effet un individu, qui transportait une arme en vue de l'expédier ; mais celle-ci se trouvait dans un paquet clos.

Il existe des solutions divergentes, lorsque l'arme est portée dans un lieu dépendant ou attenant au domicile de l'inculpé. Le conseil de guerre du Hainaut a acquitté le 12 avril 1907 (*Revue de droit pénal et de criminologie* 1907, p. 381) un individu, trouvé porteur d'une arme dans un cabaret, situé dans l'immeuble où il logeait. Il nous semble que cet acquittement fut prononcé à tort, car on ne saurait assimiler au domicile, un café, lieu public par excellence, même, lorsqu'il est établi dans le même immeuble que celui-ci.

Un jugement du tribunal correctionnel de Chambéry du 4 Novembre 1901 (*Pandectes Françaises* 1904-2-7) acquitta du chef de port d'arme, un individu, qui sur un chemin privé, conduisant à son habitation, et aboutissant sur la voie publique, avait fait usage d'un revolver.

Par contre la Cour de Liège se montra beaucoup plus sévère envers un batelier, qui portait une arme sur la partie de son bateau ne lui servant pas d'habitation, et qui fut condamné pour ce motif. (Liège, 23 Mai 1898 ; *Pasicrisie* 1898-2-365).

Mais il importe peu, que l'arme soit portée dans un lieu public ou privé : rue, magasin ou maison particulière. Dès que le porteur ne se trouve plus à son domicile, le délit est consommé. (Cour de Cassation, 13 Juillet 1876 ; Bulletin criminel, 1876, n° 166, et 27 Novembre 1931 ; G. P. 1932-1-164 ; Chambéry 4 Novembre 1901 précité). Les motifs du dernier arrêt de cassation, sont ainsi rédigés :

« Attendu, en ce qui concerne l'inculpation de port d'armes prohibées, que l'arrêt attaqué s'est fondé sur ce que Z... ne se trouvait pas dans un lieu public, lorsque le couteau à cran d'arrêt a été saisi sur lui, mais bien dans le vestibule de la maison du voisin.

« Mais attendu, que la loi, n'exige pas que l'arme pro-

hibée ait été portée dans un lieu public, et que le délit existe dès que l'inculpé, est trouvé porteur de l'arme en dehors de son domicile... »

CHAPITRE III

Elément intentionnel du délit

1. — *Le principe : Indifférence des motifs*

On a coutume de dire, que le port d'armes prohibées est un délit matériel ou non intentionnel. (Debruille, *Thèse* p. 52) Garraud de son côté déclare : « Le fait est puni comme infraction matérielle, indépendamment de toute circonstance aggravante, de toute complicité d'un délit ou d'un crime quelconque et quelque soit la bonne foi de l'agent, l'innocence de ses intentions ». (*Traité théorique et pratique du droit pénal*, 3^e éd. T. 5, p. 392, n^o 2.038

Chauveau et Faustin Hélie disent : « Le fait matériel du port d'une arme prohibée suffit pour constituer le délit, la bonne foi de l'agent peut être une circonstance atténuante de la peine, elle n'efface point l'infraction. (*Op. cit.* t. 4, n^o 1396) et il renvoie à sa note, t. I p. 36 relative aux délits contraventionnels.

Carpentier, dans son Répertoire (V^o Armes n^o 1396) affirme : « Le fait matériel du port d'une arme prohibée, suffit pour constituer le délit, la bonne foi de l'agent, l'innocence de ses intentions peuvent être une circonstance atténuante de la peine, elles ne détruisent point l'infraction ».

Loups, estime, que « Le port d'armes prohibées est un délit contraventionnel, en ce sens que c'est un délit matériel, qui ne peut être effacé ni par la bonne foi, ni par l'ignorance ». (*Thèse précitée*, p. 54).

Toutes ces formules sont à peu près identiques. Elles ont le tort de ne pas dégager exactement le carac-

tère de l'infraction, ou même de faire une confusion. Les mots : délit matériel ou délit non intentionnel pourraient faire croire, que le port d'armes constitue un délit contraventionnel. Il semble, que ce soit l'opinion de Chauveau et Faustin Helie — bien qu' ils ne le disent pas expressément — étant donné le renvoi, qu'ils font à la note précitée. C'est l'avis de Loups, qui l'affirme en toutes lettres.

Or il n'en est rien. Il suffira pour nous en convaincre, de rappeler en quelques mots la notion d'intention criminelle. (22)

On distingue, dans la responsabilité pénale, plusieurs degrés: le dol criminel ou intention criminelle et la faute. Pour les crimes et les délits, la responsabilité pénale du délinquant n'est en principe engagée, que s'il a eu l'intention criminelle ; cependant pour quelques délits où la loi punit la simple imprudence, il suffit, que l'agent se soit rendu coupable d'une faute ; l'intention criminelle n'est pas nécessaire (Homicide et blessures par imprudence).

Enfin pour certaines infractions de nature contraventionnelle (Contraventions et délits contraventionnels) l'agent est punissable, malgré sa bonne foi. (Vidal et Magnol, *Cours de droit criminel et de science pénitentiaire*, éd. 1935, p. 161). On en déduit la distinction classique entre les infractions comportant un dol criminel, celles nécessitant une faute criminelle et les contraventions et délits contraventionnels.

A propos de la première catégorie, les mêmes auteurs (p. 166) déclarent : « La question d'intention ne se pose avec quelque difficulté, que dans les actes comportant certaines conséquences nuisibles et pouvant être accomplis, soit par imprudence, soit par négligence, soit avec intention, tels l'homicide, les coups et bles-

(22) Voir la critique de cette prétendue notion de délit non intentionnel dans le jugement du Tribunal d'Epinal du 3 Janvier 1936.

sures... Elle ne se pose pas en réalité et se confond avec la volonté, pour les actes commandés ou défendus en eux-mêmes, abstraction faite de leurs conséquences, tels... le port d'armes » et quelques lignes plus haut « Les tribunaux et pas seulement les jurés confondent parfois motifs et intention, dans le but de corriger les rigueurs souvent excessives de la loi, qui ne tient pas suffisamment compte des motifs ; ils déclarent, si ces motifs sont excusables, qu'il n'y avait pas d'intention criminelle chez l'agent, qui peut être ainsi acquitté ».

C'est d'après nous, ce que l'on fait, en disant, que le délit de port d'armes est un délit non intentionnel ; on entend par là, que les motifs importent peu, mais l'intention délictuelle existe cependant.

Examinons en effet les caractères du véritable délit contraventionnel. D'après Vidal et Magnol (p. 179) « Les faits contraventionnels — délits contraventionnels et contraventions — sont punis malgré la bonne foi de leur auteur et celui-ci ne peut invoquer à sa décharge, ni ignorance de droit ou de fait. Ce dernier mot seul a de l'importance, car nous savons, que nul n'est censé ignorer la loi et que l'ignorance de droit ne saurait être une cause de relaxe.

Il suffira de donner deux exemples, pour préciser l'idée de délit contraventionnel. La Cour de Cassation, par arrêt du 5 Mai 1934, (D.H.-1934-334) cassa un arrêt de la Cour de Douai, relaxant le chauffeur d'un taxi, dans lequel, on chargeait des ballots de contrebande, alors, que ce chauffeur ne prenait aucune part au chargement et ne pouvait voir les marchandises introduites dans sa voiture. Il existait bien dans ce cas, ignorance de fait et cependant le chauffeur fut reconnu coupable.

Autre exemple : Un propriétaire de terrain avait affirmé le droit de chasse sur sa propriété, puis donné à un tiers l'autorisation d'y chasser. Le bénéficiaire de cette autorisation fut condamné pour chasse sur terrain

d'autrui, sans pouvoir exciper de son ignorance de l'existence d'un bail antérieur, la bonne foi n'étant pas une cause d'excuse en cette matière. (Cassation criminelle 30 Mars 1922, S-1922-1-332). Ici encore il s'agit d'une erreur de fait.

Une erreur de fait se concevrait-elle en matière de port d'armes ? Un prévenu pourrait-il prétendre, qu'il ignorait, qu'il possédait une arme sur lui ? Sa bonne foi ne pourrait consister, que dans l'ignorance de la loi, qui ne saurait être une cause exclusive d'imputabilité pour aucun délit. Elle pourrait consister aussi dans le juste motif, qu'il avait de s'armer ; or notre droit pénal actuel ne tient pas en principe compte des motifs (Vidal et Magnol, p. 164). Que l'on ne dise donc pas, que le port d'armes est un délit contraventionnel.

La jurisprudence parle aussi de délit purement matériel : Tribunal de Nevers, 28 Octobre 1908 (D-1909-5-9) « Les délits en matière de détention et de port d'armes, étant essentiellement des délits matériels, sont exclusifs de la bonne foi et de l'ignorance de la loi. Un arrêt de la Cour de Nancy du 15 juillet 1925 (D-1926-2-23) déclare : « Le port d'armes prohibées est un délit purement matériel ». Mais ces expressions signifient uniquement, que les prévenus, ne sauraient se soustraire à l'application de la loi, en excipant de leur ignorance de cette loi ou des motifs non antisociaux, dont ils étaient animés ? Ce qui est la règle pour tous les délits et crimes.

En particulier, ne saurait constituer une cause de non imputabilité, la crainte d'une agression, qui pourrait inciter un individu à s'armer (Tribunal correctionnel de la Seine, 24 juin 1925 ; G.P.1925-2-271). Il s'agissait d'une réunion politique rue Hermel, dont nous aurons à reparler à propos de la preuve du délit. Certains participants s'étaient armés, car dans le même quartier, quelques semaines auparavant, plusieurs de leurs camarades avaient été abattus à coups de revolver, le tri-

bunal de la Seine estima cependant, qu'ils tombaient sous le coup de la loi de 1834, mais qu'il fallait tenir compte de cette circonstance, pour faire une application modérée de la peine. Dans le même sens une circulaire du Ministère de la Justice, en date du 20 Août 1912, recommande aux tribunaux de faire preuve d'indulgence, à l'égard de l'honnête homme, trouvé porteur d'une arme prohibée, mais ayant pour excuse la menace d'une agression. Par contre pour rendre effective la protection, qu'a en vue la loi, ses pénalités doivent atteindre dans toute leur rigueur les gens sans aveu et les récidivistes » (*Bulletin de la Société des prisons*, 1912, p. 1.067).

Convierait-il d'adopter la même attitude, en cas de légitime défense ? L'article 328 du Code Pénal ne prévoit la légitime défense, qu'à propos de l'homicide et des coups et blessures. « Il n'y a ni crime, ni délit, lorsque l'homicide, les blessures et les coups étaient commandés par la nécessité actuelle de la légitime défense de soi-même ou d'autrui ». Notre Code pénal, contrairement à certains codes étrangers : Code pénal allemand § 53 ; hongrois § 79 ; hollandais, article 41, italien de 1930, article 52, érige donc la légitime défense en cause de justification, uniquement pour les délits, qu'il énumère. L'homicide, les coups et blessures peuvent être causés indifféremment avec ou sans arme ; à condition toutefois, qu'il y ait équivalence entre l'attaque et la riposte.

Ira-t-on dire, que l'article 328 excuse le crime d'homicide mais non le délit de port d'armes. C'est pourtant la solution, qu'il faut adopter, non pas tellement par suite des termes de cet article, qu'en raison d'une nécessité logique. La légitime défense est un fait instantané ; c'est la réaction immédiate en face d'une attaque imprévisible. Le port d'une arme est un délit continu. La légitime défense ne saurait excuser, que les délits suivant instantanément l'agression ; or le

port d'une arme, dont on se serait servi lors d'une attaque est forcément antérieur à cette attaque, ou, alors, il faudrait supposer, que l'individu attaqué fut allé, à ce moment et à ce moment seulement, chercher une arme chez lui pour en faire usage immédiatement ; dans cette hypothèse, il n' y a même pas port d'arme, et la légitime défense n'a pas à être évoquée pour justifier un délit inexistant. C'est ce que décida le tribunal correctionnel de Compiègne par jugement du 3 Mai 1887 (*Pandectes françaises mensuelles*, 1888-2-86) : « Attendu, qu'on ne saurait raisonnablement considérer comme porteur d'une arme prohibée dans le sens de la loi, ceux, qui possédant un objet de cette nature dans leur propre domicile, s'en emparent brusquement et s'en servent aussitôt, encore bien que l'usage implique nécessairement le port même de l'arme ».

Se prononce dans le sens de l'exclusion de l'article 328 en matière de port d'arme, le tribunal correctionnel de la Seine, dans son jugement précité du 24 Juin 1925. En sens contraire, une décision du tribunal de Brive du 24 juillet 1931 (S-1931-2-235) semble admettre, tout au moins dans ses motifs, que si la prévenue avait été en état de légitime défense, le fait d'avoir un revolver dans son sac à main aurait été justifié ; ce qui nous paraît être une erreur. Voici un effet un extrait des motifs de ce jugement « Attendu, que la prévenue n'avait aucun motif sérieux de redouter une agression de la part de son mari, au moment où elle a été trouvée porteuse de son revolver ; que son mari ne s'est d'ailleurs au cours de l'audience ou après, livré sur elle à aucune violence ou menace ; que la légitime défense implique un danger grave et actuel ; que la tension des relations antérieures entre la femme et le mari peut être considérée comme une circonstance très atténuante, mais ne saurait constituer une excuse absolutoire ».

II. — *Exception au principe*

Il est cependant des cas, où le juge devra apprécier les mobiles, qui ont fait agir le porteur d'armes, non seulement pour lui appliquer les circonstances atténuantes, qui pourraient exister en sa faveur, mais pour établir l'existence du délit.

Nous ne citerons que pour mémoire, le premier, sur lequel nous nous sommes déjà longuement étendus.

C'est le cas, où un individu est trouvé porteur d'un objet, qui n'est pas une arme par lui-même, mais qui est susceptible d'être dangereux pour la sécurité publique. Il y aura lieu d'apprécier si le porteur a de justes motifs d'avoir cet objet sur lui, qui excluent toute intention de s'en servir comme d'une arme.

L'ordre ou l'autorisation de la loi constituent une cause de non imputabilité, à laquelle nous consacrerons quelques développements. Contrairement à ce qui existe pour le délit de détention d'armes, pour lequel le décret-loi du 23 Octobre 1935, prévoit des exceptions en faveur de certaines personnes ; l'article 314 et la loi de 1834 sont conçus en termes absolument généraux. Il en est de même pour le décret de 1934. Ces textes ne comportent aucune atténuation en faveur des agents de la force publique. Avant 1934 ceux-ci pouvaient encore prétendre, ne pas tomber sous le coup de la loi, car — la plupart du temps, — ils portaient des armes apparentes, tel que revolver d'ordonnance dans son étui, ou mousqueton. Mais actuellement le port des armes apparentes étant aussi prohibé, quelle pourra être leur justification ? Devra-t-on les désarmer ? Il n'en saurait être question. Mais alors comment légalement autoriser ce port d'arme ?

Certains textes prévoient expressément, que certains agents de la force publique auront le droit de porter une arme désignée. L'ordonnance du 1^o Août 1827, par

exemple, prise pour l'exécution du code forestier, autorise les gardes-chasse à porter un fusil. Ils pourront donc faire appel à ce texte pour éviter d'être poursuivis pour, port d'armes. Dans les cas non prévus par une disposition législative, et, qui sont de beaucoup les plus nombreux et les plus importants, ils pourront se disculper en invoquant l'ordre ou la permission de la loi.

Etant chargés par la loi d'une mission, ils reçoivent par cela même, l'autorisation d'user des moyens nécessaires à l'accomplissement de cette mission. Alors que l'article 327 du Code pénal, ne justifie, que les délits d'homicide et de coups et blessures commis sur l'ordre de la loi et le commandement de l'autorité légitime, les tribunaux et la doctrine ont tendance à entendre de façon très large cette notion d'ordre de la loi, et à étendre l'application de ce fait justificatif à d'autres délits, que ceux mentionnés par le Code.

Un garde-chasse s'était pris de querelle, au moment de partir en tournée, avec un voisin. Au cours de la lutte il laissa tomber de sa poche un vieux revolver. Il fut poursuivi devant le tribunal correctionnel d'Epinal, pour port d'arme prohibée. Le tribunal, par jugement du 3 Janvier 1936 (G.P.1936-1-462) le relaxa pour les motifs suivants : « Attendu, que de toute façon, la question se pose de savoir, si les fonctions remplies par J. ne constituent pas un fait justificatif du délit, qui lui est reproché, en ce sens, que J. aurait le droit de porter une arme, quand il se rend sur le terrain, qu'il doit surveiller ».

« Attendu, qu'en faisant état de ses fonctions J. invoque l'ordre de loi ».

« Attendu, que s'il est certain, que l'inculpé n'a pas reçu l'ordre de se munir d'un revolver, lors de ses tournées, il peut soutenir que cette précaution est incluse implicitement dans la mission générale, qu'il a reçue et qui constitue, elle, un ordre de la loi.

« Attendu, que les tribunaux possèdent les plus larges pouvoirs d'appréciation à cet égard, qu'une interprétation judaïque de la notion « d'ordre de la loi » aurait les plus fâcheuses conséquences et trahirait le vœu du législateur.

« Attendu, que le tribunal correctionnel de Dijon a très sagement admis, que même un particulier n'exerçant aucune fonction publique, n'ayant reçu aucune commission pouvait invoquer « l'ordre de la loi » pour couvrir certains agissements, qui, considérés dans leur stricte matérialité, auraient constitué un délit (Revue pénitentiaire 1926 p. 167).

« Attendu, que les lois sur le port d'armes n'ont pas été promulguées, pour désarmer les forces de police... »

M. Hugueney, dans un article de la Revue de science criminelle et de droit pénal comparé (1936 p. 420) approuve ce jugement, en déclarant, qu'à l'ordre de la loi, il convient d'assimiler la simple permission de la loi. Quant au jugement du Tribunal correctionnel de Dijon auquel il est fait allusion, il fut rendu à l'encontre d'un automobiliste, qui, témoin d'un accident, se lança à la poursuite de l'auteur de cet accident et le menaça de son revolver. (Dijon, 21 mai 1926 ; G.P. 1926-2-415)

Cette question de l'armement des agents de la force publique est donc laissée à l'appréciation des tribunaux et selon que ceux-ci entendront dans un sens plus ou moins large la notion « d'ordre de la loi », il leur sera permis d'être armés ou non. Il est inutile d'insister sur ce qu'a de fâcheux l'absence de réglementation législative en cette matière. Nous sommes, sur ce point, en retard sur la plupart des législations étrangères, qui ont comblé cette lacune. La loi égyptienne du 17 Mai 1917, entre autres, déclare : « Cette interdiction n'est pas applicable aux agents de la force publique, qui sont autorisés à porter des armes, dans les limites et d'après les dispositions des règlements en vigueur ».

Ces critiques n'ont pas uniquement un intérêt théorique, car des décisions radicalement opposées à celle qui vient d'être citée, ont été rendues. Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 9 juin 1908 (*Pasicrisie*, 1908-2-239) déclare coupable un garde-champêtre, qui, muni d'une autorisation du bourgmestre, portait un revolver de poche, dissimulé dans la poche de son pantalon. (Cité par Mlle Jack ; op. cit. p. 27)

Cette dernière décision nous amène tout naturellement à considérer la question de l'autorisation du port d'armes. N'étudiant, dans ce chapitre, que le droit positif, nous n'en dirons que quelques mots, quitte à parler plus loin des projets de réformes, qui la prévoient. Dans l'état actuel de notre législation, aucune autorité ne peut valablement décerner un permis de port d'armes. Certains auteurs ont soutenu le contraire. (Loups, Thèse, p. 55; Bequet : *Dictionnaire de droit administratif*, V^e Armes, T. 2, p. 361) Bequet dit en effet « Pour les armes cachées, la prohibition résulte du texte des règlements administratifs; ces règlements peuvent évidemment être modifiés par l'administration dans leurs dispositions générales; pourquoi ne pas admettre qu'elle puisse les modifier dans un cas spécial, alors que la tranquillité publique, dont elle a la garde y est intéressée ? ». Nous répondrons à cette argumentation, que l'autorité administrative ne saurait déroger, pas plus, par une décision générale que spéciale à un texte de loi. Or le port d'armes est prohibé par la loi de 1834. L'article 314 était compris dans une loi et la déclaration de 1728 émane du Roi exerçant le pouvoir législatif.

Des maires ou des préfets ont cru pouvoir donner de ces autorisations, mais les tribunaux ont estimé à juste titre, qu'elles étaient sans valeur. Entre autres un arrêt de la Cour de Bordeaux du 1^{er} Février 1837 (D-1837-2-163) est ainsi motivé : « Attendu, que L... qui a été trouvé porteur d'un poignard, ne peut être exempt de

peine, par la circonstance que l'autorité chargée de la police, lui aurait permis de s'en munir pour sa défense personnelle. Qu'en admettant, que ladite autorisation (du maire de Bordeaux) contint permission à L... de porter un poignard, elle n'a pas pu créer une excuse ; qu'aucun délit ne peut être excusé, que dans le cas où la loi déclare le fait excusable... »

C'est par une pure tolérance, que les encaisseurs de banque exposés particulièrement aux attaques des malfaiteurs, sortent la plupart du temps armés, mais légalement rien n'empêcherait de les poursuivre en vertu de la loi de 1834, car même s'ils s'arment sur l'ordre de la direction de la banque, et donc peuvent se prévaloir du « commandement de l'autorité légitime » il leur manque l'ordre ou la permission de la loi, puisqu'ils ne sont pas agents de la force publique.

APPENDICE

Port d'armes dans les manifestations

Nous étudierons en appendice à ce chapitre des dispositions législatives récentes, qui prévoient spécialement le port d'armes dans, ou à l'occasion de manifestations. C'est en effet en considération de l'intention du délinquant, que ce délit est sanctionné plus sévèrement, que celui visé par la loi de 1834.

Après les émeutes de Janvier et Février 1934, le législateur voulut châtier tout particulièrement les individus, qui s'armeraient en vue de troubler l'ordre public. La loi du 24 Mai 1834, qui avait été promulguée dans la même intention, fut un siècle plus tard jugée trop indulgente. Le 23 octobre 1935 profitant des pleins pouvoirs, que lui conférait la loi du 8 juin 1935, le gouvernement usa de la procédure plus rapide des décrets-lois,

pour extraire d'un projet de loi en instance devant le Parlement, les dispositions essentielles et urgentes.

Deux décrets-lois, réglementent, l'un, l'importation, la fabrication, le commerce et la détention des armes ; l'autre — et c'est celui qui nous intéresse plus particulièrement — le port d'armes dans les manifestations. Ce dernier a pour objet, d'après son intitulé « Le renforcement du maintien de l'ordre public ».

Dans une première partie, il vise les « cortèges, défilés et rassemblements de personnes et de façon générale toutes les manifestations sur la voie publique » et ordonne qu'à l'avenir ils devront être autorisés.

Son article 5 prévoit des peines plus sévères, que celles de la loi de 1834, contre quiconque « aura été au cours d'une manifestation, trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique ». Les éléments constitutifs de ce délit sont les mêmes, que ceux de l'infraction ordinaire de port d'armes. Il faut en outre, que le porteur ait été surpris au cours d'une manifestation. Il est à remarquer que ce texte n'énumère plus aucune arme prohibée, par contre il énonce de façon expresse l'interdiction du port des armes apparentes et reprend la formule du décret de 1934, prohibant le port d'engins dangereux pour la sécurité publique.

Cette disposition fut bientôt remplacée par la loi du 10 Janvier 1936, qui prévoit les mêmes sanctions, mais dont le champ d'application est plus étendu, que celui du décret-loi. Ce dernier ne visait que l'individu trouvé porteur d'une arme au cours d'une manifestation ; la loi de 1936 atteint quiconque « aura été trouvé porteur d'une arme apparente ou cachée ou d'un engin dangereux pour la sécurité publique, au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion ».

Deux amendements de MM. Lefas et De Blois (J. O.

Débats parlementaires, Sénat, 25 Décembre 1935) tendant à introduire dans le texte une précision, pour éviter, qu'un simple curieux, un voyageur traversant par hasard une ville, où a lieu une manifestation, soit atteint par cette loi spéciale, furent repoussés. Le rapporteur M. Lisbonne répondit en effet « La commission a pensé, qu'il était inutile de modifier le texte, pour y introduire cette précision. En effet le tribunal saisi d'un fait de port d'arme prohibée en vertu de la loi, que nous discutons, aura à apprécier une question d'intention, par conséquent tous les cas d'espèce seront soumis à l'appréciation du tribunal et lorsqu'il sera fait la preuve, que l'individu poursuivi était étranger à la manifestation, le tribunal en tiendra compte ». Dans ce dernier cas, seules les sanctions de la loi de 1834 seront applicables.

Enfin le décret-loi du 23 Octobre 1935 sur le maintien de l'ordre public, prévoit dans son article 6 deux infractions nouvelles, que nous ne ferons qu'énoncer car il ne s'agit pas de port d'armes proprement dit. Art. 6 : « Sera puni des mêmes peines, quiconque aura transporté sciemment : 1° Hors des usages légitimes du commerce, des armes prohibées par les lois ou par des règlements d'administration publique.

2° Des individus porteurs de telles armes.

Nous ne croyons pas, que ces dispositions infirment la jurisprudence antérieure, qui permettait à un automobiliste de transporter une arme dans sa voiture. Ce sera aux tribunaux d'apprécier, si, d'après le nombre des armes se trouvant dans le véhicule, ou d'après celui des personnes armées transportées, on se trouve en présence d'un port d'armes licite ou d'un transport d'armes ou d'individus armés prohibé.

III^e PARTIE

PREUVE ET SANCTIONS DU DELIT

CHAPITRE PREMIER

Constatation et preuve du délit

La preuve du délit de port d'armes prohibées a soulevé des controverses aiguës.

Éliminons d'abord les cas, qui ne présentent pas de difficultés. Il est évident que si l'arme est apparente — puisque depuis 1934, les armes apparentes sont aussi interdites — le délit sera établi, dès que le porteur aura été vu hors de son domicile, muni d'une arme. Il sera établi d'autant plus facilement, que nous nous trouvons en face d'un délit flagrant.

Il n'existe pas non plus de divergences d'opinions, lorsqu'il y a aveu du prévenu. La valeur de cet aveu a été expressément reconnue par un arrêt de la chambre criminelle de la Cour de Cassation du 29 Juillet 1926 (S-1928-1-34) et cet aveu d'après la jurisprudence récente couvre les irrégularités, qui auraient pu être commises dans la recherche de l'infraction : Cass. Cri. 12 Mai 1934 (Dalloz hebdomadaire, 1934 p. 334). « La Cour d'appel ne peut, pour prononcer une décision de relaxe, se borner à écarter comme nul, l'aveu du prévenu, qui a reconnu s'être trouvé porteur, hors de son domicile d'armes prohibées.

Il n'y a pas lieu en pareil cas de rechercher, si la fouille du prévenu avait été régulièrement pratiquée ».

La Cour de Nîmes avait antérieurement jugé en sens

contraire, dans un arrêt du 25 Octobre 1928 (D-1929-2-46). Il s'agissait d'un individu, qui après une fouille jugée irrégulière par la Cour, avait été trouvé porteur d'un revolver et n'avait pu faire autrement, que d'avouer le port de cette arme. La Cour avait décidé, que la nullité de la fouille « s'étend aux aveux subséquents du prévenu devant le commissaire de police et devant le tribunal, ces aveux ayant été la suite nécessaire, la conséquence forcée du résultat de la perquisition et ne pouvant pas être considérés comme ayant été faits librement ».

Il faut cependant, que l'aveu soit précis, que l'inculpé ait reconnu avoir porté une arme à un moment et en une circonstance déterminés. Ainsi jugé par la Cour de Nancy, qui dans un arrêt du 7mars 1928 (S-1929-2-115) estima que « Il ne suffirait point, qu'une dénonciation, que même un aveu du prévenu, fit connaître, que celui-ci porte, soit habituellement, soit par occasion une arme prohibée, si le port de cette arme ne résulte d'aucun fait extérieur, établissant contre le prévenu le port de cette arme, à un moment et dans des circonstances déterminés ».

Ce délit est en effet un délit continu et non un délit d'habitude. (23)

De sérieuses difficultés se présentent par contre, lorsqu'il devient nécessaire de faire des recherches pour établir l'existence de l'infraction. Ces recherches consistent en effet en une fouille ou perquisition corporelle précédée d'une arrestation — au sens large du terme —. Dans quels cas cette fouille sera-t-elle permise ?

Elle le sera lorsqu'un mandat aura été délivré par

(23) Un arrêt de la Cour de Bruxelles du 11 Février 1907 (Pasicrisie, 1907-11-160) décide, qu'il n'y a pas de nouveau délit, si le prévenu est trouvé porteur une deuxième fois de la même arme prohibée dans un autre lieu, que la première fois, mais avant d'être jugé pour le premier délit.

un magistrat instructeur. Quant au préfet, il ne pourra plus dans la plupart des cas ordonner cette opération en se basant sur l'article 10 du Code d'instruction criminelle. Cet article n'a été rétabli, que partiellement, par la loi du 25 Mars 1935, modifiant celle du 7 Février 1933 sur les garanties de la liberté individuelle. Les Préfets ne peuvent actuellement procéder à une perquisition, qu'en cas de crimes et délits contre la sûreté intérieure ou la sûreté extérieure de l'Etat. Ils ne pourraient donc donner un ordre de perquisition, que si l'inculpé était soupçonné d'atteinte à la sûreté de l'Etat, s'il s'agissait d'un espion par exemple.

On voit immédiatement la difficulté pratique, que soulève l'exigence d'un mandat. Pendant le temps nécessaire pour ouvrir une instruction, obtenir le mandat de perquisition, l'individu soupçonné aura tout le temps de disparaître ou de se défaire de son arme.

La fouille est encore possible légalement, lorsqu'elle est opérée après une arrestation régulière, conséquence elle-même d'un autre délit, flagrant ou non. Elle est même obligatoire, d'après le décret du 20 Mai 1903, Art. 153 : « Les procès-verbaux d'arrestation doivent mentionner, que les prévenus ont été fouillés minutieusement au moment de leur arrestation ».

Cette fouille est en effet d'une grande utilité : pour assurer la sécurité des agents de l'autorité, éviter des accidents aux prisonniers, les protéger contre leurs propres agissements, permettre la découverte des pièces à conviction, etc...

Des difficultés s'élèvent alors, du fait, que la fouille tire sa légalité de l'existence d'un délit ou d'un crime autre que le port d'arme. En cas d'acquiescement ou de non lieu, du chef de ce délit ou crime, que devient le délit de port d'arme prohibée ? Contrairement à l'axiome « l'accessoire suit le principal » on décide en général, que la fouille reste régulière, parce que les actes d'ins-

truction régulièrement accomplis, restent valables, malgré le non lieu ou l'acquittement. (Arrêt de la Cour de Limoges cité par Zéglicki, *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1899, p. 329.)

La solution contraire a prévalu, lorsque le fait à raison duquel la poursuite a été engagée ne constitue ni crime, ni délit, ni contravention. La Cour de Bourges par arrêt du 12 mars 1869 (S-1870-2-21) a jugé que l'arrestation d'un individu par des gardes particuliers et la perquisition opérée sur sa personne par un adjoint en dehors du cas de flagrant délit, et sur le seul soupçon, que l'individu ainsi arrêté et fouillé se préparait à commettre un délit de chasse, étaient illégales et que par suite, aucune condamnation n'avait pu être prononcée contre lui en vertu de l'article 314, bien, que l'on ait trouvé sur lui un revolver chargé.

Seul le consentement du prévenu à la fouille pourrait dans ce cas permettre de retenir le délit de port d'arme prohibée, à condition, qu'il fut donné librement. On ne saurait d'ailleurs prétendre, qu'il y a consentement librement donné, lorsque le prévenu n'a pas résisté, de crainte d'être poursuivi pour rébellion. Dans le cas précité la Cour a considéré que l'individu n'avait pas donné son consentement, parce qu'il avait refusé de signer le procès-verbal et s'était évadé.

D'autres difficultés se sont élevées, lorsqu'il s'est agi, non d'une arrestation suivie d'une fouille, opérée à la suite d'un délit, mais d'une simple capture, auquel il est procédé en dehors de tout délit.

Le décret du 20 Mai 1903 sur la gendarmerie, reconnaît aux gendarmes le droit de s'assurer de certains individus, hors le cas de flagrant délit et hors les ordres d'un juge d'instruction.

L'article 162 de ce décret édicte qu'en cas de meurtre, la gendarmerie appréhendra les individus, qui lui paraissent suspects. L'article 165, qu'elle doit s'assurer de la

personne des étrangers ou de tout individu circulant dans l'intérieur de la France sans pièce constatant leur identité. L'article 308, qu'elle doit conduire au « violon municipal » l'ivrogne, qui cause du scandale sur la voie publique. Aucun texte n'autorise la fouille dans ces différents cas, mais on peut dire « que la loi, qui a autorisé des agents à saisir un individu, leur a donné implicitement le droit de le fouiller ». (Brack : Des perquisitions en matière répressive, p. 17, Thèse Paris 1910) C'est ce qu'a admis la Cour de Nîmes, dans un arrêt du 18 novembre 1926 (D-1928-2-64) : Un individu, qui causait du scandale dans un café, fut conduit au poste de police ; fouillé, on découvrit sur lui un pistolet automatique ou browning, ayant une balle dans son chargeur. Il prétendit que la fouille avait été effectuée dans des conditions illégales. Acquitté en première instance, il fut condamné sur appel du procureur général et l'arrêt est ainsi motivé :

« Attendu, que Boisson soutient, qu'il aurait fallu, pour que cette fouille fut valable, qu'elle procédât d'une arrestation opérée, soit en vertu d'un mandat du juge d'instruction, soit à raison du caractère flagrant d'un délit emportant une peine d'emprisonnement.

« Attendu, il est vrai, que le prévenu ne se trouvait pas dans l'un des cas d'arrestations ci-dessus spécifiés. Mais attendu, que sa conduite au poste de police était suffisamment justifiée par l'état d'ébriété dans lequel il s'affichait et par le scandale, qu'il causait dans un lieu public ; alors même que cet état d'ébriété n'ait point paru assez manifeste, pour qu'il put faire l'objet d'un procès-verbal répondant aux exigences de la loi du 1^{er} Octobre 1917.

« Attendu, que Boisson ayant ainsi motivé cette mesure de coercition, s'exposait à en subir les conséquences habituelles ; que la fouille pratiquée sur sa personne à l'intérieur du poste n'avait pas alors le caractère

d'une mesure d'instruction, qu'elle n'était qu'une simple mesure de police d'une application générale et nécessaire, prise tant dans l'intérêt public, que dans l'intérêt de l'individu appréhendé ; que la constatation du fait délic-tueux commis par Boisson devait en être le résultat inévitable et absolument régulier.

« Attendu, que vainement encore, il est soutenu par Boisson, que si les agents peuvent se croire autorisés, pour des raisons de sécurité à désarmer un individu conduit au poste en état d'ivresse, ils ne sauraient faire état des résultats de cette mesure, en vue d'une suite judiciaire quelconque ; qu'en effet les agents devenus dans l'exercice normal et régulier de leurs obligations professionnelles témoins directs d'un fait contraire à la loi pénale sont tenus de le signaler à leur chef, qui doit lui-même en donner avis sur le champ au procureur de la République ».

Venons en, au cas, où nous nous trouvons en présence de fouilles opérées, sans mandat sur une personne soupçonnée de porter une arme cachée, sans qu'aucun fait extérieur ne vienne confirmer ce soupçon, ni qu'aucun autre délit ou fait quelconque ne justifie l'arrestation ou la capture.

Ces fouilles sont d'usage courant. Leur utilité est incontestable, en vue de désarmer des manifestants politiques ou lors de raffles. Sont-elles légales ?

Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine du 24 juin 1925 (G.P.-1925-2-271) et deux arrêts de la Cour de Paris des 28 juillet et 1^{er} décembre de la même année (D-1926-2-49, avec une note très importante de M. Nast et S-1928-1-34 sous Cassation, Chambre Criminelle 29 Juillet 1926) ont répondu par l'affirmative.

Ces décisions intervinrent à propos de fouilles effectuées par des commissaires de police sur des Ligneurs d'Action Française réunis dans une salle de la rue Hermel.

Aucun juge d'instruction n'avait été saisi.

Elles sont d'autant plus intéressantes, que c'est la première fois, que cette question était soulevée en doctrine et se présentait devant les tribunaux. Doctrine et jurisprudence aboutirent d'ailleurs à des conclusions diamétralement opposées, tant en ce qui concerne les règles du flagrant délit, que les pouvoirs des officiers de police judiciaire en matière de flagrant délit.

La Cour de Paris estima en effet, (voir note de M. Nast), que :

1° En cas de flagrant délit, les officiers de police judiciaire ont tous les pouvoirs, que les articles 32 et suivants du Code d'instruction criminelle, leur confèrent en matière de crimes flagrants.

2° Le délit de port d'armes prohibées est consommé sans qu'il soit besoin, que l'arme ait été vue entre les mains du porteur ou qu'il ait été dénoncé par la clameur publique.

Il est flagrant, que l'arme soit portée d'une manière apparente ou secrète.

3° Même si le délit n'était pas flagrant, les commissaires de police ont régulièrement procédé aux arrestations et perquisitions, comme délégués du préfet de police en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, (Nous avons vu, que depuis la loi de 1935 cet article 10 ne jouera plus qu'exceptionnellement) et bien, qu'ils n'aient reçu que des ordres verbaux ; « Le préfet devant être considéré comme procédant personnellement, lorsqu'il charge un commissaire de police d'agir à sa place ».

M. Nast pense, que cette surabondance de motifs, dénote quelque incertitude juridique, car s'il était établi, que les commissaires de police avaient agi sur une réquisition régulière du Préfet de police, il était inutile de discuter la question de savoir, s'il y avait eu ou non flagrant délit et surtout celle de savoir, si les officiers

de police judiciaire ont en cas de flagrant délit correctionnel, les pouvoirs de commencer « proprio motu » une instruction.

En fait, il ne fut pas possible de préciser, sur l'ordre de qui avaient agi les commissaires de police. La Cour prétextait un ordre verbal du Préfet de police, et bien, qu'elle en ait reconnu la validité, il semble, qu'ayant eu des doutes à cet égard, elle se soit surtout attachée à la question du flagrant délit.

Une première solution donnée par la Cour, semble difficile à admettre : L'arrêt reconnaît aux officiers de police judiciaire, en cas de flagrant délit correctionnel, tous les pouvoirs, que leur reconnaissent les articles 32 et suivants du Code d'instruction criminelle, en matière de crime flagrant : (Transport sur les lieux, auditions de témoins, saisies, perquisitions, arrestation du prévenu). Or cette solution a été condamnée par les cours d'appel : (Nîmes, 24 Janvier 1908, D-1909-2-281) et par la Cour de Cassation (Chambre criminelle : 31 Janvier 1914, D-1918-1-76 ; 29 Mars 1917, D-1921-1-48 ; 12 Mai 1923, D-1924-1-174 ; 13 Février 1925, D-1925-1-148).

Les articles 32 et suivants exigent en effet, que l'infraction soit de nature à faire prononcer une peine afflictive et infamante et la loi de 1863 n'a pas supprimé cette condition, contrairement à ce que décide l'arrêt du 1^{er} décembre 1925 : « Considérant, qu'en instituant la procédure du flagrant délit, la loi du 20 mai 1863 a implicitement étendu les pouvoirs des officiers de police judiciaire, dont l'initiative était restreinte d'après les termes des articles 32 et suivants du Code d'instruction criminelle au flagrant délit des seuls faits susceptibles d'entraîner une peine afflictive et infamante. »

L'article premier de la loi de 1863 autorise seulement à titre de mesure de police l'arrestation spontanée des individus surpris en flagrant délit et seul le Procureur de

la République peut les mettre sous mandat de dépôt sans d'ailleurs être autorisé à procéder à d'autres actes d'instructions qu'à l'interrogatoire. La solution contraire serait la source de graves atteintes à la liberté individuelle. En effet, l'article 42 du Code d'instruction criminelle assimile au flagrant délit proprement dit, le délit, qui vient de se commettre, et l'article 36 permet aux officiers de police judiciaire, en cas de crime flagrant, de perquisitionner au domicile de l'inculpé. Ce serait, dit M. Nast, autoriser les commissaires de police, sur le seul soupçon, qu'une personne porte sur elle une arme prohibée, à pénétrer dans son domicile pour y perquisitionner, ce serait supprimer l'inviolabilité du domicile.

Mais y avait-il flagrant délit? L'arrestation serait alors justifiée; et cette arrestation étant régulière permettrait une fouille subséquente. Il est bien certain que, d'après l'article 41 du Code d'instruction criminelle, « le délit qui se commet actuellement... est un flagrant délit ». Si on appliquait ce texte littéralement, il faudrait décider que toute infraction est flagrante au moment où elle se commet, même si personne n'en est témoin. Est-ce là le sens que le législateur a voulu attribuer aux mots : flagrant délit?

De tous temps les répercussions sur la procédure ultérieure du caractère flagrant d'une instruction sont restées semblables. Le droit romain admettait déjà la possibilité d'une arrestation sans ordonnance du juge, l'instruction d'office, sans accusation préalable. Notre ancien droit accentua encore les pouvoirs des magistrats indépendamment de toute plainte. L'ordonnance de 1670 reconnut le pouvoir d'arrestation à toute personne, le droit d'informer d'office (Voir sur cette question : Bray, *la Fouille corporelle*, thèse, Dijon 1930, p. 213.) Qu'entendait-on alors par flagrant délit? Un commentateur de l'ordonnance de 1670, Jousse, l'a précisé. (*Traité de Justice criminelle*, t. II, p. 16.) Il y avait flagrant délit :

1° Lorsqu'un crime vient de se commettre;

2° Que le corps du délit est exposé à la vue de tous.

Il faut que le délit ait été exécuté en public, qu'aucune recherche ne soit nécessaire; c'est la certitude de son existence et de son auteur, qui permet de simplifier les formalités de la procédure ultérieure.

A propos de la question que nous étudions, nous nous trouverions en présence d'un véritable cercle vicieux, si nous essayions d'expliquer la licéité de la fouille par la flagrance du délit. En effet nous dirions que la fouille est permise, parce que le délit est flagrant, mais l'existence du délit n'est elle-même établie que grâce à la fouille. Comment justifier alors la fouille d'individus, sur lesquels on ne découvrirait aucune arme prohibée? Pourrait-on dire encore qu'il y a flagrant délit puisqu'aucun délit n'a été commis? Il semble que la Cour de Paris ait confondu les éléments constitutifs du délit et la question de sa preuve.

La dernière solution admise par la Cour est tout aussi contestable. Elle reconnaît, en effet, au préfet de Police la possibilité de déléguer les pouvoirs, qu'il tient de l'article 10 du Code d'instruction criminelle, au moyen de réquisitions verbales. Or (Le Poittevin, Code d'instruction criminelle, art. 10) la réquisition du préfet de Police doit être assimilée à une commission rogatoire d'un juge d'instruction; et une commission rogatoire doit être délivrée par écrit (Garraud, *Traité d'instruction criminelle*, t. 3, n° 979 ; Le Poittevin, *Dictionnaire formulaire des Parquets*, V° Commission rogatoire, n° 8). D'autre part, les mêmes garanties de rédaction doivent être exigées pour le mandat de perquisition corporelle, que pour celui de perquisition domiciliaire (Cour de Cassation, 16 janvier 1869, D-1869-1-381). Ce dernier doit mentionner les lieux à visiter, les objets à rechercher. Comment aurait-on pu désigner les personnes à fouiller, si ce n'est d'une façon très générale; toutes celles réunies en un endroit déterminé par exemple?

Pour éviter la nécessité d'un ordre écrit, l'arrêt a, il est vrai, déclaré que le commissaire de police requis par le préfet le représentait; le préfet devait par suite être considéré comme procédant personnellement à la fouille, dès qu'il charge un subordonné d'agir en ses lieu et place. Mais le préfet ne peut se faire ainsi représenter par les commissaires, que pour les actes de police administrative et non dans le domaine judiciaire. L'article 10 se trouve au Code d'instruction criminelle, au livre de la police judiciaire; et en matière de police judiciaire, les préfets ne peuvent requérir les officiers de police que « chacun en ce qui les concerne » (art. 10), ce qui semble exclure l'idée de représentation, car tout représentant devrait avoir les pouvoirs de celui qu'il représente. Ne serait-il d'ailleurs pas contraire à tous les principes du Code d'instruction criminelle, que préfets et juges d'instruction puissent déléguer en bloc leurs pouvoirs?

Cela conduirait, dit M. Nast, à reconnaître aux commissaires de police des pouvoirs que l'article 10 ne confère qu'aux préfets, c'est-à-dire leur permettre de procéder *proprio motu* à des perquisitions domiciliaires, à des saisies ou à des incarcérations. Ne serait-ce pas même dépasser les pouvoirs propres du préfet? Le préfet de police aurait-il eu le pouvoir d'ordonner des fouilles en sa présence? D'après Bray (*op. cit.*, p. 223), ce serait accorder au préfet plus de pouvoirs qu'au procureur de la République et au juge d'instruction réunis; le premier étant incompetent, puisqu'il n'y a pas flagrant délit, le deuxième ne pouvant informer qu'autant qu'il en a été requis par le parquet. Admettrait-on que le préfet, lui, puisse ordonner des fouilles, non pour découvrir les personnes, qui ont commis une infraction précise, mais pour savoir si des individus, se trouvant dans un lieu donné, sont en état de délit?

En fait ces décisions ont été dictées par des raisons pratiques. M. l'avocat général Rateau l'a laissé entendre

dans ses réquisitions : « Ne croyez pas, messieurs, disait-il en s'adressant à la défense, que ce soit dans un excès de rigueur que je demande contre vous une application de la loi..., c'est parce que je me sentirais désarmé contre ceux-là mêmes dont les menaces vous effrayent légitimement. Si je vous écoute et si vous m'avez persuadé, je vais être désormais dans la nécessité de renoncer à poursuivre le port d'armes prohibées, car la définition de la loi (nous sommes avant 1934) c'est que l'arme prohibée est secrète, et par conséquent d'après ce que vous m'avez dit, le délit ne sera jamais flagrant. Je serai obligé de renoncer à beaucoup de poursuites en matière de cocaïne et ce sera là peut-être un grand dommage pour la santé publique... »

Quoiqu'il en soit, cette jurisprudence ne fut suivie par toutes les Cours d'Appel.

La Cour de Cassation, saisie d'un pourvoi contre l'arrêt du 1^{er} décembre, put ne pas se prononcer, dans son arrêt de rejet du 29 juillet 1926 (S-1928-1-34), de même que dans celui du 12 mai 1934 (D.H. 1934, p. 334) parce qu'il avait été constaté par les juges du fond, que les prévenus avaient avoué.

Par contre, la Cour de Nîmes, par arrêt du 25 octobre 1928 (D-1929-2-46) estima « qu'en matière de port d'armes il ne peut y avoir flagrant délit, que si la possession de l'arme est apparente ou suffisamment révélée par un indice quelconque ou bien si cette arme vient à être vue entre les mains de la personne appréhendée », mais qu'il n'est pas permis de fouiller une personne « seulement soupçonnée ». Une telle perquisition ne peut être légale « qu'en vertu d'un mandat du juge d'instruction, ou bien à la suite ou à l'occasion d'une arrestation régulière pour désarmer et rendre inoffensive la personne arrêtée; la fouille accessoire et complément nécessaire de l'arrestation empruntant à celle-ci sa légalité ».

La Cour de Bordeaux (arrêt du 22 mars 1932, G.P.

1933-2-113 ; *Recueil des arrêts de Bordeaux*, 1932-1-230), a pris une position intermédiaire et décidé que pour que le délit de port d'armes soit flagrant « il suffit que l'on sache, de quelque façon que ce soit, que ce délit se commet actuellement... que dès lors cette infraction peut être constatée par tous moyens prévus par la loi et notamment par l'arrestation et la fouille, si le fait est arrivé à la connaissance de la police, ou s'il existe des présomptions suffisamment graves, résultant, tant des renseignements recueillis que de l'attitude de l'individu désigné, de sa moralité, de ses fréquentations ou des lieux dans lesquels il se trouve... mais, que les agents de la force publique doivent en ces matières particulièrement délicates, agir avec prudence et tact et engageraient gravement leur responsabilité quand ils pratiquent des fouilles inconsidérées et dont ils ne peuvent pas, le cas échéant, établir l'opportunité ».

C'est exiger des agents et officiers de police judiciaire un véritable sens de la divination et ce n'est pas sans raison que Mlle Jack (*article cité*, p. 42) qualifie cet arrêt de diplomatique, et émet le vœu qu'il « serait préférable de se mouvoir sur un terrain plus stable » et qu'il « serait temps que la Cour suprême vienne fixer les idées sur cette question essentielle ». Ce qui, à notre connaissance, reste à faire.

CHAPITRE II

Sanctions du délit

Les sanctions du délit de port d'armes prohibées furent constamment augmentées. A la peine d'amende jugée suffisante par le Code pénal, qui avait principalement en vue la protection des particuliers, les lois du 24 mai 1834 et 10 janvier 1936, promulguées en vue du

maintien de l'ordre public, vinrent ajouter une peine d'emprisonnement. En outre, la confiscation et l'interdiction de séjour sont prévues contre les délinquants.

Nous ferons d'abord abstraction du port d'armes de guerre, qui, comme nous l'avons vu, est sanctionné en tant que détention d'armes, pour n'étudier que les peines du délit de port d'armes de commerce.

1. — AMENDE ET EMPRISONNEMENT

a) *Port d'armes prohibées en dehors de toute manifestation.*

L'article 314 du Code pénal le sanctionnait d'une peine d'amende de 16 à 200 francs alors que la Déclaration de 1728, plus sévère, prévoyait une amende de 500 livres et un emprisonnement de six mois.

L'article premier de la loi du 24 mai 1834, dans le but de prévenir les mouvements insurrectionnels aggrava ces sanctions et abrogea ainsi implicitement cette disposition. Actuellement le délit est puni d'un emprisonnement de six jours à six mois et d'une amende de 16 à 200 fr.

Il faut remarquer qu'il s'agit de peines cumulatives et non alternatives. L'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes et la loi de sursis sont applicables. Les tribunaux peuvent donc ne prononcer qu'une seule peine de 1 franc d'amende, avec sursis, contre un délinquant primaire.

b) *Port d'armes prohibées au cours d'une manifestation.*

Au lendemain des troubles politiques qui agitèrent ces dernières années, ces sanctions semblèrent encore insuffisantes. L'article 5 du décret-loi du 23 octobre 1935, relatif au maintien de l'ordre public, prévoit une peine d'emprisonnement de trois mois à deux ans, et une peine d'amende de 100 à 1.000 francs, sans préjudice, s'il y a lieu de peines plus sévères encourues par application de la loi du 7 juin 1848. (Loi sur les attroupements.)

Enfin, innovation très importante, l'article 7 du même décret-loi décide que l'article 463 du Code pénal n'est pas applicable.

Ces dispositions furent remplacées par la loi du 10 janvier 1936. Celle-ci prévoit les mêmes peines, que le décret-loi, mais ne parle plus de la non-application des circonstances atténuantes. Que conclure de ce silence? Si nous nous en tenons aux termes du droit commun, l'article 463 devrait pouvoir venir modérer les sanctions puisque, depuis la loi du 29 décembre 1928, il faut une disposition expresse pour écarter son application.

Cependant la question prêta à discussion, car le décret-loi de 1935 ne fut jamais abrogé expressément. La Cour de Paris avait estimé que la loi de 1936 n'abrogeait pas le décret de 1935, dont elle se borne à confirmer sur certains points les dispositions, et avait refusé d'accorder le bénéfice des circonstances atténuantes à un individu qui avait été trouvé au cours d'une manifestation porteur d'une laisse à chien munie d'un mousqueton. La Chambre criminelle de la Cour de Cassation décida au contraire (arrêt précité du 11 juin 1937; *Gazette des Tribunaux*, 1937-1-168), que la loi de 1936 avait implicitement abrogé l'article 7 du décret-loi, au moins en tant, qu'il se réfère au délit de l'article 5. M. Hugueney (article de la *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, avril-juin 1938) approuve cette solution, en faisant remarquer que la loi de 1936 a édicté « un système de répression complet, se suffisant à lui-même ». Cette manière de voir nous paraît exacte, elle est en effet confirmée par les travaux préparatoires de la loi de 1936 (Débats à la Chambre, *J.O. Débats parlementaires*, 7 décembre 1935; au Sénat, *J.O. Débats parlementaires*, 25 décembre 1935). Le projet de loi, repoussant l'application de l'article 463, ainsi qu'un amendement Violette, tendant au même but, furent rejetés par le Sénat.

Par contre, la loi de 1936 n'a ni modifié, ni repris le délit prévu par l'article 6 du décret-loi du 23 octobre 1935, c'est-à-dire le transport d'armes, hors des usages légitimes du commerce ou d'individus armés. Cette infraction reste donc régie par le décret-loi, et l'article 7 lui est toujours applicable. Les peines encourues pour ce dernier délit sont un emprisonnement de 3 mois à 2 ans et en une amende de 100 à 1.000 francs. En cas de récidive, l'interdiction de séjour et l'interdiction des droits mentionnés à l'article 42 du Code pénal peuvent en outre être prononcées pour une durée de 5 ans au moins et de 10 ans au plus. (Art. 7, § 2, Le Poittevin, *Dictionnaire formulaire des Parquets et de la Police judiciaire*, éd. 1938, p. 366.)

II. — CONFISCATION

Conformément au paragraphe 3 de l'article 314, et à l'article 4, § 2, de la loi de 1834, les armes saisies doivent obligatoirement être confisquées. Quant à la loi du 10 janvier 1936, elle ne mentionne pas la confiscation. C'est certainement un oubli du législateur. Nous estimons cependant qu'un tribunal ne pourrait pas la prononcer contre un délinquant surpris dans une manifestation, pour la même raison, que nous indiquions plus haut relativement aux circonstances atténuantes, à savoir : que la loi de 1936 comporte un ensemble de pénalités complet, excluant tout recours à un texte étranger. Il existe, il est vrai, une disposition qui prévoit, de façon générale, la confiscation du corps du délit, tout au moins quand la propriété en appartient au condamné, c'est l'article 11 du Code pénal, mais cette confiscation ne peut être prononcée, que lorsque la loi l'ordonne par une prescription formelle, cet article étant par lui-même insuffisant. (Cass. Cri., 3 février 1887, D. 1887-1-462;

13 juin 1895, D. 1899-1-509 ; 4 novembre 1900, D. 1901-1-142.) (24)

La confiscation édictée par la loi de 1834 est une disposition « générale et absolue », qui doit s'appliquer, même si l'arme saisie n'appartient pas au porteur. (Cass. Cri., 9 juin 1866, D. 1866-5-30 ; 29 janvier 1914, D. 1918-1-28.) Elle doit être ordonnée même si le prévenu est acquitté, parce que l'arme a été découverte au cours d'une perquisition illégale (Cour de Bourges, 12 mars 1869, S. 1870-2-21) et après sa mort, elle doit être prononcée contre ses héritiers, qui échappent naturellement aux peines d'amende et d'emprisonnement, ainsi qu'à la condamnation aux frais. (Debruille, *Thèse précitée*, p. 57.)

Si le tribunal a omis de la prononcer, la Cour d'appel, saisie par l'appel du prévenu seul, et qui ne peut donc aggraver la peine, doit cependant l'ordonner. (Arrêt de la Chambre criminelle du 29 janvier 1914 précité.)

La reconnaissance de l'existence de circonstances atténuantes et l'application de la loi de sursis sont sans effet sur la confiscation.

Quelle est donc la nature de cette mesure, qui semble échapper au principe de la personnalité des peines ? La plupart des auteurs estiment qu'il existe plusieurs sortes de confiscation : elle peut être, tantôt une peine, tantôt

(24) La doctrine donne la même solution.

Garçon, *Code Pénal annoté* : art. II ; « L'article 11 indique comme pouvant être confisquées les choses, qui forment le corps du délit, ou celles, qui ont été produites par le délit, ou enfin celles, qui ont servi ou étaient destinées à le commettre. Mais cette disposition générale et d'ailleurs inutile n'autorise pas le juge à prononcer la confiscation hors des cas où la loi l'ordonne pour un fait particulier et par une disposition spéciale. Ce point est certain en doctrine et en jurisprudence ».

Le Poittevin, *Dictionnaire - formulaire des parquets et de la police judiciaire*, édit. 1938 p. 990 ; « Les tribunaux ne peuvent l'ordonner (la confiscation) qu'en se conformant aux règles suivantes : 1° Aucune confiscation ne peut être prononcée à moins qu'elle ne soit formellement autorisée par une loi... »

une mesure de police, tantôt une réparation civile. (Garraud, *Traité théorique et pratique de Droit pénal*, 3^e édition, t. II, n^o 647. Chauveau et Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, 6^e édition, t. I, n^o 136. Vidal, *Cours de Droit criminel*, 4^e édition, n^o 564. Garçon, *Code pénal*, article 11, n^o 4.) D'après eux, elle est une peine quand elle porte sur un objet dont la possession est licite et qu'elle a pour but exclusif de punir l'inculpé, elle a alors un caractère personnel. Elle est une mesure de police quand elle s'applique à un objet, dont la détention est illicite et qu'elle a pour fin de le retirer de la circulation, parce qu'il est dangereux ou nuisible en lui-même. Elle a dans ce cas une nature réelle. Nous n'examinerons pas l'hypothèse de la confiscation : réparation civile, qui est sans intérêt pour le problème que nous étudions.

On déduit de la distinction précédente les conséquences suivantes :

La confiscation-peine ne peut être prononcée que s'il existe une condamnation principale. La confiscation-mesure de police peut l'être même en cas d'acquiescement.

La confiscation-peine ne peut être ordonnée que si l'objet à confisquer appartient à l'inculpé et non s'il est la propriété de tiers, de ses héritiers ou de personnes civilement responsables. Solution inverse pour la confiscation-mesure de police.

Enfin l'appel du prévenu seul ne peut permettre aux juges du second degré de prononcer pour la première fois la confiscation considérée comme une peine.

Si l'on s'en tient à ces critères, d'après les décisions jurisprudentielles citées plus haut, on doit conclure qu'en matière de port d'armes la confiscation est une mesure de police, et cela se comprend — bien que, depuis la loi du 14 août 1885, la fabrication et le commerce des armes soient autorisés — parce que l'arme portée hors du domicile devient un objet illicite. Ce n'est

pourtant point l'opinion de M. Vidal (*Cours de Droit criminel*, 8^e édition, p. 660) qui estime que cette confiscation, de réelle qu'elle était avant 1885, est devenue personnelle.

La jurisprudence ne semble pas faire cette opposition entre les deux espèces de confiscation. Elle déclare (arrêt de 1914 précité) qu'elle est « non seulement une peine, mais une mesure de police et d'ordre public », ou plus exactement ce caractère de mesure de police absorbe et fait disparaître celui de peine. D'après M. Hugueney (notre sous Cass. cri., 13 novembre 1931; S. 1934-1-153) cette distinction est une création de la doctrine, inconnue du Code pénal : « Ceux qui combattent la jurisprudence, au lieu d'interpréter la loi, la corrigent, dit-il. Ils substituent au système du Code pénal, celui des législations nouvelles, qui, en même temps qu'elles étendent le champ de la confiscation spéciale, sont amenées à en tempérer la rigueur. » (Voir la distinction, faite conformément au vœu de la doctrine entre la confiscation-peine à caractère personnel et la confiscation-mesure de sûreté à caractère réel dans les articles 48 et 86 de l'Avant projet.)

III. — DESTRUCTION DES ARMES

Afin d'éviter que l'arme saisie ne soit vendue eux chères et puisse retourner entre les mains d'individus dangereux, la loi du 27 décembre 1916 ajouta à l'article 1^{er} de celle du 24 mai 1834 un alinéa ainsi conçu : « Dans tous les cas, les armes et les engins prohibés seront confisqués et détruits à la diligence du Procureur de la République. » L'origine de cette disposition se trouve dans la proposition de M. de Bourry, qui, dans son exposé des motifs, déclara : « Il nous a paru nécessaire d'indiquer que l'arme confisquée serait détruite. En effet, contrairement à l'arrêté du ministre des Finances du 10 septembre 1874 et à la circulaire du directeur général de

l'Enregistrement du 28 novembre 1874, il arrive fréquemment que les armes saisies passent aux enchères publiques, ce qui donne aux malfaiteurs toute facilité pour s'en procurer à bon compte. »

IV. — INTERDICTION DE SEJOUR

L'article 315 prévoyait, qu'outre les peines correctionnelles d'amende et d'emprisonnement, les tribunaux pourraient prononcer le renvoi des condamnés sous la surveillance de la haute police, pour une durée de 2 à 10 ans. La loi du 24 mai 1834, art. 3 et 4, réduisit le maximum de cette peine à 2 ans (25).

L'interdiction de séjour remplaça, aux termes de la loi du 27 mai 1885, la surveillance de la haute police. La durée de la peine ne fut pas modifiée. Lorsque le tribunal fait application de l'article 463 du Code pénal, il peut toujours ordonner que l'interdiction de séjour sera encourue, mais pendant un temps qui ne pourra excéder le maximum de la durée de l'emprisonnement prononcé par la loi, soit 6 mois (art. 11).

Cet article ne fixe aucun minimum. Les tribunaux peuvent donc réduire la durée de cette peine autant qu'ils le veulent. Ils peuvent même ne pas la prononcer, puisque c'est une peine complémentaire facultative. Mais en aucun cas, sauf celui de récidive, il ne leur est possible de dépasser le maximum de 6 mois ou 2 ans, selon qu'ils reconnaissent ou non l'existence de circonstances atténuantes. (Cour de Cassation, 2 décembre 1904, *Gaz. Trib.*, 11 décembre 1904.)

La loi du 10 janvier 1936 ne prévoit cette mesure que dans le cas de récidive, elle ne peut donc être prononcée contre un individu non encore condamné par applica-

(25) Ainsi en décida la Cour de Cassation par arrêt du 6 Janvier 1905 (S-1907-1-534) mais certains auteurs (Garraud. *Traité de droit pénal*, T 5 p. 396) voudraient faire application de l'article 11 dans tous les cas et fixer à 6 mois le maximum de la durée de l'interdiction de séjour, même s'il n'existe pas de circonstances atténuantes.

tion du même texte. Sa durée par contre est de 5 à 10 ans. Nous ne croyons pas qu'elle puisse être réduite au-dessous de 5 ans par l'effet des circonstances atténuantes, l'article 463 n'autorisant pas la diminution de cette peine, et la loi de 1936 ne comportant pas de disposition analogue à l'article 11; mais elle reste facultative.

v. — INTERDICTION DU TERRITOIRE FRANÇAIS

C'est une innovation de la loi du 10 janvier 1936. Cette sanction n'est applicable qu'à l'encontre des étrangers, la France n'expulsant pas ses nationaux. Elle est prononcée par le tribunal qui a eu connaissance du délit. C'est une peine complémentaire obligatoire : le tribunal devra la prononcer.

Il est à remarquer que le décret-loi du 23 octobre 1935, qu'a repris en grande partie la loi de 1936, ne la mentionnait pas. Cette mesure sévère s'explique par la volonté du législateur de ne plus tolérer l'immixtion des étrangers dans la vie politique du pays (26).

VI. — INTERDICTION DES DROITS DE L'ART. 42 DU CODE PENAL (27)

Cette peine est prévue par le décret-loi du 23 octobre 1935 et par la loi du 10 janvier 1936. Elle ne vise donc que les porteurs d'armes surpris au cours ou à l'occa-

(26) Cette mesure ne saurait être assimilée à un arrêté d'expulsion, qui ne peut être pris, que par le Ministre de l'Intérieur ou les préfets des départements frontières et, dont la violation est sanctionnée par l'article 8 de la loi du 3 décembre 1849.

Les lois du 8 août 1893 sur le séjour des étrangers en France, et du 18 août 1936 sur les atteintes au crédit de l'Etat prévoient également, que les tribunaux pourront prononcer à l'encontre des étrangers, l'interdiction du territoire français, mais ces deux lois ont soin de sanctionner la violation de leurs dispositions par des peines correctionnelles.

La loi de 1936 sur le port d'armes étant muette sur ce point, il faut en conclure, que la violation par l'étranger du jugement lui interdisant le territoire français restera sans sanctions.

(27) Article 42 :

« Les tribunaux, jugeant correctionnellement, pourront dans cer-

sion d'une manifestation ou réunion. Elle n'est encourue qu'en cas de récidive. C'est une peine complémentaire et facultative. Elle est en outre divisible, en ce sens que les juges peuvent ne prononcer qu'une partie des incapacités qu'elle comporte. Sa durée est de 5 à 10 ans. Comment en calculer le point de départ? En cas de condamnation à l'amende, son point de départ est le jour où la condamnation est irrévocable. En cas de condamnation à l'emprisonnement, le Code dit expressément qu'elle courra à partir du jour où le condamné aura subi sa peine. Mais quelle est la situation du condamné pendant l'exécution de la peine? Aura-t-il plus de droits pendant son incarcération qu'après? Cette solution est inacceptable, et il faut admettre « que la durée de l'interdiction ne se calculera qu'à dater de la libération définitive, mais que, pendant l'exécution de la peine, l'interdiction frappera le condamné ». (Vidal, *Cours de Droit crim.*, 8^e éd., p. 645.)

VII. — LA RECIDIVE

Aux termes de l'article 4 § 4 de la loi de 1834, « en cas de récidive, les peines pourront être portées au double ». La Cour de Cassation a estimé (20 janvier 1882; S. 1882-1-285) que cette loi, tout en créant une récidive particulière, n'avait pas entendu déroger aux

tains cas interdire en tout ou en partie, l'exercice des droits civiques, civils et de famille suivants :

1. De vote et d'élection ;
2. D'éligibilité ;
3. D'être appelé ou nommé aux fonctions de juré ou autres fonctions publiques, ou aux emplois de l'administration, ou d'exercer ces fonctions ou emplois ;
4. Du port d'armes ;
5. De vote et de suffrage dans les délibérations de famille ;
6. D'être tuteur, curateur, si ce n'est de ses enfants et sur l'avis seulement de la famille.
7. D'être expert ou employé comme témoin dans les actes ;
8. De témoignage en justice, autrement que pour y faire de simples déclarations.

dispositions générales des articles 56 et suivants du Code pénal. C'est à bon droit, dit cet arrêt, rendu sous l'empire des anciennes règles de la récidive, qu'un individu condamné précédemment à 13 mois de prison pour vol et traduit devant le tribunal correctionnel sous la prévention de port d'arme prohibée a été condamné, à raison de son état de récidive, au double de la peine édictée pour ce dernier fait et que la durée de l'interdiction de séjour a été déterminée d'après l'article 58 du Code pénal (5 à 10 ans) et non d'après la loi de 1834 (4 ans). Le conseiller rapporteur déclare en effet : « Que veulent dire ces mots : en cas de récidive, les peines pourront être portées au double? Cet article ne se réfère-t-il pas exclusivement au cas où un individu déjà condamné pour l'un des délits spécifiés dans les trois premiers articles de la loi, c'est-à-dire pour fabrication, distribution ou détention d'armes de guerre, de poudre, de cartouches et munitions, aura commis un délit de même nature puni par les mêmes articles de loi, il sera alors condamné au double d'après l'article 4. C'est là une récidive particulière, qui suppose la parité des délits et qui, à la différence de la récidive de l'article 58 du Code pénal, existe par le seul fait d'une condamnation antérieure, alors même que la peine prononcée ne serait qu'une simple amende ou un emprisonnement au-dessous d'une année. »

La loi du 26 mars 1891 a profondément modifié les règles de la récidive, en créant la petite récidive correctionnelle, lorsque la condamnation antérieure est inférieure à un an et un jour d'emprisonnement et en exigeant l'identité de délit ainsi que la rechute dans les 5 ans.

La récidive de la loi de 1834 n'a conservé son utilité que lorsque la première condamnation (pour port d'armes) est une condamnation à l'amende ou si le deuxième délit est commis après l'expiration du délai

de 5 ans. D'autre part, seule l'interdiction de séjour, telle qu'elle est prévue par la loi de 1834, pourra être prononcée, puisque, en matière de petite récidive correctionnelle, la loi de 1891 ne la mentionne pas. Les sanctions de l'article 58 sont différentes, puisqu'il décide non plus comme la loi de 1834 que « les peines pourront être élevées jusqu'au double », mais que la peine d'emprisonnement « ne pourra être inférieure au double de celle précédemment prononcée, sans toutefois qu'elle puisse dépasser le double du maximum de la peine encourue ».

La loi du 10 janvier 1936 n'apporte aucune dérogation au droit commun, relativement aux conditions ou aux effets de la récidive. Le tribunal aura cependant la faculté de prononcer l'interdiction de séjour et l'interdiction des droits mentionnés à l'article 42 pour une durée de 5 à 10 ans, qu'il s'agisse de petite ou de grande récidive correctionnelles.

PORT D'ARMES DE GUERRE

Nous avons déjà mentionné que le port d'armes de guerre se trouve absorbé par une infraction plus gravement réprimée : la détention d'armes de guerre prévue par l'article 3 de la loi du 24 mai 1834.

Les peines applicables sont : l'emprisonnement de 1 mois à 2 ans et l'amende de 16 à 1.000 francs. Les règles relatives à la confiscation, l'interdiction de séjour, la récidive sont les mêmes que celles qui sont édictées par la loi de 1834 pour le port des autres armes.

IV^e PARTIE

REGLES SPECIALES A LA CORSE ET A L'ALGERIE

Corse

La législation que nous venons d'exposer est également applicable en Corse. Cependant les mœurs de cette île, où la vengeance privée se donne libre cours sous forme de vendettas, ont motivé à certaines époques des mesures exceptionnelles.

La déclaration du 20 août 1771 ordonna que ceux des sujets corses qui seraient trouvés porteurs d'un stylet ou d'un couteau pointu seraient punis d'une amende de 50 livres, pour la première fois, et, en cas de récidive, du blâme, du carcan ou des galères à temps, suivant la qualité des personnes et l'exigence des cas. Un arrêt du Conseil supérieur de la Corse du 23 janvier 1773 décida que cette déclaration serait lue tous les trois mois, à l'issue de la messe paroissiale, en chaque endroit de l'île.

Un arrêté du 22 Messidor an XI donna au général commandant l'île le pouvoir d'ordonner et faire exécuter le désarmement des communes ou des familles prévenues d'assassinat ou autres délits contre l'ordre public.

En 1853, le gouvernement intervint de façon plus énergique, et la loi du 23 juin interdit, dans son article 1^{er}, le port d'armes, de quelque nature qu'elles soient, pendant 5 ans. Ce délai fut prorogé jusqu'au 10 juin 1863, par une loi du 12 mai 1858, et jusqu'au 10 juin

1868, par la loi du 23 mai 1863. Les pénalités étaient sévères : les contrevenants étaient frappés d'un emprisonnement de 1 mois à 1 an et d'une amende de 16 à 500 francs. Les condamnés pouvaient être placés sous la surveillance de la haute police pendant un an au moins et 5 ans au plus. Les armes et munitions saisies devaient être confisquées.

Dès la mise en application de cette loi, une diminution fut constatée dans le nombre des attentats contre les personnes :

1853 : 133

1854 : 111

1855 : 52

1856 : 42

1857 : 35

De 1858 à 1868 la moyenne oscilla entre 25 et 30. En 1868, la Corse fut placée à nouveau sous le régime de droit commun et, en 1877, le nombre des crimes de sang remonta à 61. La législation d'exception avait donc été efficace; la loi de 1834 est par contre restée sans effet, les Corses se servant le plus souvent de fusils, armes apparentes et donc licites, jusqu'à ces dernières années. Le décret de 1934, en en prohibant le port, produira peut-être un résultat satisfaisant.

Algérie

En principe, les règles du droit français, relatives au port d'armes, s'appliquent à l'Algérie — et en particulier le décret-loi du 23 octobre 1935 et la loi du 10 janvier 1936 — Nous nous contenterons donc de signaler les dispositions spéciales à cette colonie.

Un arrêté du gouverneur général du 7 juin 1852 prescrit que tout étranger, condamné pour port d'armes prohibées sera expulsé à l'expiration de sa peine.

Le décret du 19 juillet 1934 est à peu près identique

au décret métropolitain du 29 mars 1934. Les peines encourues sont celles de la loi du 24 mai 1834.

Ce décret reprend l'énumération des armes prohibées, telle qu'elle résulte du décret du 29 mars, — exception faite pour les matraques, qui ne sont pas mentionnées, — et comporte la même formule générale.

Une différence importante résulte cependant du fait qu'il existe une certaine corrélation entre la prohibition du port d'armes et l'interdiction du commerce et de la fabrication. L'article 1^{er} *in fine* est en effet ainsi conçu : « Toute personne qui aura fabriqué, débité ou distribué des armes, dont le port est prohibé ou les munitions correspondantes, sera puni d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 16 à 300 francs. Toutefois, la fabrication des couteaux indigènes à lame fixe dite « Boussaadi » demeure libre. Reste également libre, mais sous réserve de l'autorisation préfectorale exigée pour le commerce des armes non prohibées, la fabrication et la vente des pistolets et revolvers de 158 mm. au moins de longueur... » (A noter qu le port des pistolets et revolvers « de tous modèles, calibres et dimensions » est interdit.)

V. PARTIE

LE REGIME DES ARMES EN FRANCE ET EN BELGIQUE

CHAPITRE I

Aperçu sur la fabrication, le commerce et la détention des armes en France

Cette étude resterait incomplète si nous ne replaçions le délit de port d'armes prohibées dans son cadre, c'est-à-dire si nous n'exposons brièvement le régime des armes dans notre droit positif.

Rappelons d'abord la distinction entre les armes réglementaires et les armes non réglementaires. D'après l'article 1^{er} du décret-loi du 23 octobre 1935, portant règlement de l'importation, de la fabrication, du commerce et de la détention des armes, les armes et engins de modèle réglementaire sont ceux en service dans les armées de terre, de mer et de l'air, définis par les tables de construction approuvées par le ministre de la Guerre, le ministre de la Marine et le ministre de l'Air; ainsi que les armes et engins assimilés (28). En cas de doute sur

(28) D'après l'arrêté du Ministre de la Guerre du 13 janvier 1936, — J. O. 16 janvier — Sont assimilés aux armes et engins réglementaires :

I. Les pistolets, pistolets automatiques et mitrailleurs, et revolvers d'un calibre supérieur à 6,5 mm. ou dont la longueur de canon dépasse 10 centimètres, ainsi que toutes autres armes à feu rayées du calibre 6 mm. et au-dessus.

Sont exceptées les armes de chasse, de tir, de salon ou de foire définies par le règlement d'administration publique du 16 décembre 1935 ;

II. Les engins non rayés servant au lancement de bombes, gre-

la catégorie dans laquelle une arme doit être classée, il en est référé à l'autorité militaire la plus voisine. En cas de contestation, la question est soumise au ministre compétent. (Article 9 de la loi du 14 août 1885.)

1. — FABRICATION ET COMMERCE INTERIEUR DES ARMES ET MUNITIONS

Toute personne qui veut se livrer à la fabrication ou au commerce des armes, pièces d'armes, munitions, engins offensifs ou défensifs, de quelque modèle que ce soit, est tenue d'en faire la déclaration au préfet du département, dans lequel elle se propose de créer son établissement, d'après l'article 3 du décret de 1935, alors que la loi de 1885 laissait entièrement libre la fabrication et le commerce des armes et munitions non réglementaires.

Il est délivré récépissé de cette déclaration. La fermeture et le transfert de l'établissement doivent être déclarés dans les mêmes conditions. Les établissements existant au moment de la promulgation du décret-loi du 23 octobre 1935 devaient être déclarés dans le délai d'un mois.

Tout fabricant doit tenir, jour par jour, un registre spécial des armes, pièces d'armes, munitions, engins offensifs ou défensifs, fabriqués ou livrés. (Art. 4 du décret-loi.) Toute personne se livrant au commerce des armes, pièces d'armes, munitions, engins offensifs ou défensifs, de quelque modèle que ce soit, neuf ou d'occasion, doit inscrire jour par jour, sur un registre à souche, toutes opérations effectuées par elle. (Art. 5.) Le décret du 16 décembre 1935, art. 6, fixe les inscriptions à porter et d'une façon générale, de tout projectile à chargement intérieur.

III. Les munitions pour les armes et engins énumérés aux § I et II ci-dessus ;

IV. Les bombes et grenades à main ;

V. Les mines terrestres d'usage militaire ;

VI. Les pièces détachées et accessoires de ces armes, munitions et engins.

ter sur ce registre (29), le § 2 de ce même article affranchit du contrôle du registre les armes et munitions de chasse; tandis que l'article 7 prévoit la tenue d'un registre spécial, visé par l'administration militaire (Service des Forges) pour la fabrication et le commerce des armes et engins réglementaires ou assimilés.

Tout fabricant doit déposer à la préfecture un modèle sur plan de tout matériel non réglementaire, qu'il se propose de fabriquer. (D.-l. 23 octobre 1935, art. 4 § 2.) Un dépôt analogue est prévu par l'article 7 § 1 du décret du 16 décembre 1935 pour la fabrication des armes et engins réglementaires; mais il est effectué au ministère de la Guerre (Etablissement central de fabrication d'armement) sous pli cacheté, si le fabricant le désire.

Seuls les armuriers peuvent se porter acquéreurs, dans les ventes aux enchères, d'armes, de munitions ou d'engins, effectuées par les officiers ministériels ou par l'Administration des domaines. (Art. 7, § 1 du d.-l. de 1935.)

La vente des armes, munitions et engins offensifs ou défensifs est interdite aux brocanteurs. (Art. 7, § 2).

Ces deux dispositions ne sont toutefois pas applicables aux fusils de chasse et aux armes historiques ou de collection. (Art. 10.)

La vente des diverses armes à feu, à l'exception des armes de chasse, donne lieu au paiement d'une taxe de 10 % de leur valeur.

La fabrication du matériel réglementaire ou assimilé

(29) 1° La date, à laquelle la vente a été effectuée (ou l'arme fabriquée)

2° La désignation de l'arme et ses caractéristiques.

3° Son numéro matricule (s'il y a lieu).

4° Les nom, prénom et domicile de l'acquéreur (pour le registre du commerçant.

5° La nature exacte de la pièce d'identité fournie par l'acquéreur au commerçant.

6° Le prix de vente, taxe non comprise.

7° La taxe de 10/100 perçue par les soins du commerçant détaillant.

est subordonnée à une autorisation préalable des ministres de la Guerre, de la Marine ou de l'Air. (Art. 4 § 3.)

En application de la loi du 11 août 1936, sur la nationalisation de la fabrication des matériels de guerre, dont la liste est fixée par les décrets des 14 août 1936 et 30 décembre 1937, la fabrication de ces matériels nécessite une licence spéciale.

Les infractions aux dispositions des articles 3, 4, 5, 6, 7 du décret-loi du 23 octobre 1935 sont punies par l'article 8 du même décret d'une peine d'emprisonnement d'un à six mois et d'une amende de 100 à 5.000 francs. En cas de récidive ces peines peuvent être portées au double. Les armes, pièces d'armes... sont confisquées.

II. — IMPORTATION ET EXPORTATION DES ARMES ET MUNITIONS

L'importation en France des armes et munitions, de quelque modèle que ce soit, est interdite, sauf dérogations accordées dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique. (D.-l. du 23 octobre 1935, art. 2, § 1.)

L'article 1^{er} du décret du 16 décembre 1935 énumère les armes de chasse, les carabines et pistolets de tir, de salon ou de foire, dont l'importation est licite ou prohibée.

L'exportation continue à être régie par les lois du 14 août 1885 et 13 avril 1895 : l'exportation et le transit des armes de toutes espèces et des munitions non chargées sont libres. Cependant la loi de 1885 oblige les exportateurs d'armes et munitions de modèle réglementaire à faire une déclaration à la préfecture de leur domicile; et le décret du 17 août 1936 soumet l'exportation des matériels de guerre dont la liste est fixée par le décret du 14 août 1936 à un permis délivré par l'Etat. En outre, d'après l'article 2 de la loi du 13 avril 1895, des décrets

rendus sur la proposition du ministre de la Guerre et sur l'avis conforme du ministre du Commerce et du ministre des Finances peuvent interdire l'exportation des armes et munitions de toutes espèces.

Toute infraction à l'interdiction d'importation est sanctionnée par un emprisonnement de 2 à 5 ans et une amende de 1.000 à 10.000 francs, sans préjudice de l'application des lois et règlements en matière de douane.

III. — EPREUVE DES ARMES

Toutes les armes à feu fabriquées en France doivent être éprouvées aux bancs d'épreuve établis dans les centres de fabrication. Il en est de même pour les armes importées, à moins qu'elles ne portent le poinçon d'épreuve légale du pays de provenance. (L. du 14 juillet 1860, art. 18; D. 22 avril 1868, art. 1^{er}.)

Les fabricants et marchands, qui vendent un canon sans qu'il ait été éprouvé et marqué du poinçon d'acceptation, sont passibles d'une amende de 300 francs pour la première infraction, d'une amende double en cas de récidive et de la confiscation. (D. 22 avril 1868, art. 25; D. 14 décembre 1810, art. 8.)

IV. — DETENTION DES ARMES

Il faut faire une distinction entre les armes de guerre et les armes de commerce. Nous avons vu plus haut (p. 54) qu'il appartenait aux tribunaux de dire si une arme est ou non une arme de guerre et qu'il n'y avait pas lieu de se reporter au critérium du décret-loi de 1935, qui n'a trait qu'à la fabrication et au commerce.

Armes de guerre

Tout individu détenteur d'armes de guerre, de cartouches ou munitions de guerre, s'il n'est fabricant d'armes ou armurier, est passible d'un emprisonnement d'un mois à deux ans et d'une amende de 16 à 1.000 fr. (Loi du 24 mai 1834, art. 3.) Les armes doivent être confisquées (art. 4, § 2), les condamnés peuvent en outre

être frappés d'interdiction de séjour pendant un temps qui ne peut excéder 2 ans (art. 4 § 3). En cas de récidive les peines peuvent être élevées jusqu'au double (art. 4, § 4).

Les mêmes sanctions sont applicables à tout individu, même armurier, qui débite ou distribue en France des armes ou munitions de guerre (art. 3).

L'interdiction de détention d'armes de guerre ne concerne pas ceux qui sont légalement autorisés à en détenir. C'est ainsi que le tribunal du Havre a relaxé, par jugement du 29 novembre 1937 (*G. P.*, 23 février 1938, et article de M. Hugueney de la *Revue de Science criminelle et de Droit pénal comparé*, avril-juin 1938), un officier de réserve trouvé détenteur de 676 cartouches qu'il s'était procurées pour son revolver d'ordonnance. Le tribunal a estimé qu'il était légalement autorisé, car il doit être pourvu de l'armement réglementaire, et qu'aucun maximum n'est fixé par les règlements au nombre de cartouches qu'il peut détenir.

Cette interdiction n'est pas non plus applicable aux armes historiques et de collection ou aux trophées de guerre. Ainsi en a décidé la Cour de Paris, dans un arrêt du 5 mai 1938, réformant un jugement du tribunal de Versailles du 23 mars 1938. La Cour s'est basée sur la disposition de l'article 10 du décret-loi du 23 octobre 1935, qui excepte de la déclaration de détention, obligatoire pour toute arme à feu, les armes historiques et de collection, pour en déduire la licéité de leur détention. « Considérant, dit-elle, que, postérieurement à la loi du 24 mai 1834, retenue dans la poursuite, le législateur a formulé dans le décret de 1935, qui régit la fabrication, le commerce et la détention de toutes les armes à feu, une exception formelle en faveur des armes historiques et de collection; qu'ainsi le législateur a lui-même pris en considération la nature de l'intérêt légitime, qui s'attache à la possession de certaines armes à

feu dans l'esprit de leur détenteur; qu'a *fortiori* cette exception doit être étendue aux trophées de guerre. »

Armes autres que les armes de guerre

Leur détention est licite, mais l'article 9 du décret-loi du 23 octobre 1935 oblige tout détenteur d'arme à feu à la déclarer au préfet ou au sous-préfet du lieu de sa résidence. Cette déclaration doit être faite dans les huit jours qui suivent la prise de possession de l'arme. Les détenteurs d'arme à feu au moment de la promulgation du décret-loi devaient en faire la déclaration dans le mois qui a suivi cette promulgation. Les déclarations sont enregistrées dans les commissariats de police ou mairies et transmises à la préfecture, pour être classées au fichier départemental des détenteurs d'armes. (Décret du 22 novembre 1935, art. 2, 3, 4.)

Aux termes des articles 9, § 5 et 10 du D.-L. du 23 octobre 1935, 1 et 7 du D. du 22 novembre 1935, sont dispensés de la déclaration :

1° Les détenteurs de fusils de chasse, carabines de tir, pistolets de tir, de salon ou de foire énumérés à l'article 1^{er} du décret du 22 novembre 1935, d'armes historiques et de collection;

2° Les officiers de police judiciaire énoncés à l'article 9 du Code d'instruction criminelle;

3° Les fonctionnaires, agents et toutes les personnes astreintes à détenir une arme à feu en raison de leurs fonctions (tels que les officiers de réserve ou d'active) ou autorisées par leur administration, et qui figurent dans les tableaux annexés au décret du 22 novembre 1935;

4° Les détenteurs de fusils ou de carabines utilisant des cartouches à percussion périphérique, d'un calibre égal ou inférieur à 6 mm.;

5° Les détenteurs d'un fusil Gras ou Lebel, appartenant à des sociétés agréées.

La non déclaration d'une arme à feu est punie d'une

amende de 100 à 1.000 francs. Le tribunal doit en outre prononcer la confiscation de l'arme et ordonner sa remise au greffe dans un délai de trois jours, nonobstant toute voie de recours. Le refus de déférer à cette injonction est sanctionné par un emprisonnement de 6 mois à 1 an. (D.-l. 23 octobre 1935, art. 9, § 4.)

Nous terminerons en signalant que le dépôt d'armes quelconques, constitué par un individu qui n'est ni fabricant d'armes ni armurier, est puni des peines des articles 3 et 4 de la loi de 1834.

CHAPITRE II

Le régime des armes en Belgique

Il nous a paru intéressant, à la fin de cette étude, de donner un aperçu assez complet de la législation belge qui, beaucoup plus détaillée que la nôtre, a le mérite de faire des distinctions entre les diverses sortes d'armes et de les soumettre à un régime différent, selon la catégorie à laquelle elles appartiennent.

Cette législation comprend principalement les articles 316 et 317 du Code pénal, le décret du 2 Nivôse an XIV, la loi du 26 mai 1876 et enfin une loi récente, celle du 3 janvier 1933 (30).

Les armes sont classées par cette dernière en :

- Armes prohibées;
- Armes de défense;
- Armes de guerre;
- Armes de chasse ou de sport.

Sont réputées armes prohibées, d'après l'article 3 de la loi du 3 janvier 1933 : « Les poignards et couteaux en forme de poignards, à l'exclusion des couteaux de chasse, les cannes à épée et les cannes-fusils, les casse-

(30) Voir l'article de M. Constant : *Revue internationale de droit Pénal* 1936, p. 105.

têtes, les fusils pliants d'un calibre supérieur au calibre 20, les fusils dont le canon ou la crosse se démontent en plusieurs tronçons et toutes armes offensives cachées ou secrètes, qui ne seraient pas réputées armes de défense ou armes de guerre. »

Cette liste reproduit à peu près celle de la déclaration de 1728.

Il faut y ajouter les engins destinés à tirer des cartouches à gaz et ne se présentant pas sous la forme ordinaire d'une arme à feu de défense, c'est-à-dire d'un revolver ou d'un pistolet (arrêté royal du 11 novembre 1933), ainsi que les grenades lacrymogènes (arrêté royal du 26 décembre 1933).

L'expression « fusil, dont le canon ou la crosse se démontent en plusieurs tronçons » peut paraître ambiguë. Il ne s'agit pas de fusils de chasse, qui se divisent en deux ou trois tronçons : canon, crosse et longuesse, mais de fusils spécialement agencés pour le braconnage. Souvent après dévissage du canon et enlèvement de la crosse fixée par une goupille ou une cheville en métal, ces engins constituent encore de petits pistolets tirant à plomb ou à chevrotines et convenant pour le tir du gibier au gîte. (*Pasinomie*, 1933, pp. 180-181.) Quant au port des couteaux de chasse, il n'est licite « qu'en vue de la chasse, telle qu'elle est autorisée par les lois et règlements ».

Le port et les dépôts de ces armes sont interdits, mais non leur détention à domicile. (Documents parlementaires, Chambre, session 1931-1932, n° 96, p. 3.) Leur fabrication et leur commerce sont aussi prohibés. Cette réglementation conduit à une situation anormale, car le détenteur d'une arme prohibée n'est astreint à aucune formalité de déclaration ou d'immatriculation, tandis que celui qui détient une arme de défense s'expose à des peines correctionnelles et à la confiscation si cette arme de défense n'est pas régulièrement immatriculée.

Sont armes de défense :

Les pistolets, revolvers et pistolets automatiques (article 3 de la loi de 1933), excepté les pistolets mitrailleurs, réputés armes de guerre.

Les matraques (arrêté royal du 14 juin 1933). Il n'existe pas de définition légale. C'est aux juges du fond de dire si un engin constitue une matraque. (Cassation, 6 novembre 1934, *Revue de Droit pénal*, 1935, p. 36.)

Les tue-bestiaux : engins destinés à tuer au moyen d'un projectile lancé par la déflagration d'une charge de poudre. (Arrêté royal du 23 avril 1934.)

Les canons avertisseurs tirant normalement des cartouches pour revolver ou pistolet chargées à blanc. Les pistolets lance-fusées. (Arrêté royal du 11 août 1934.)

Ces armes sont soumises à une autorisation d'acquisition. Sauf le cas d'exportation directe par les vendeurs ou cédants, nul ne peut vendre ou céder une arme à feu de défense, qu'aux fabricants ou marchands d'armes, aux artisans armuriers régulièrement inscrits sur des registres à cet effet de l'Administration communale du lieu de la fabrique, du magasin ou de l'atelier et aux personnes qui ont une autorisation d'acquérir ladite arme à feu de défense.

Cette autorisation est délivrée par le commissaire de police ou par le commandant de gendarmerie du domicile de l'acquéreur, ou, si celui-ci n'est pas domicilié en Belgique, par le commissaire de police ou le commandant de gendarmerie du domicile du vendeur.

Lorsque l'acquéreur n'est pas domicilié en Belgique, l'autorisation peut d'autre part être limitée à l'achat de l'arme, à l'exclusion des munitions.

Toute vente ou cession d'arme de défense à des particuliers âgés de moins de 18 ans est interdite.

Le législateur a poursuivi un double but en imposant cette autorisation. Il a voulu d'abord « constituer une entrave au crime et empêcher notamment le crime brusquement décidé sous l'empire d'une passion violente »

(qui n'est nullement entravé chez nous par la simple obligation de mentionner sur un registre de nom de l'acquéreur, puisque celle-ci ne nécessitant aucune démarche antérieure ne saurait retarder l'achat de l'arme ou la rendre impossible).

Il a voulu d'autre part exercer un contrôle sérieux sur « les antécédents, l'état mental et la conduite du requérant ». Une circulaire du ministre de la Justice prescrit de rechercher « si l'acquisition de l'arme se justifie par la considération que le requérant peut invoquer la nécessité d'assurer à son domicile la défense des personnes ou des propriétés ».

L'autorisation est délivrée au moyen d'un carnet à souche; elle n'est valable que pendant trois mois à partir de sa date, et, à défaut d'acquisition à l'expiration de ce terme, elle doit être renvoyée dans les huit jours à l'autorité qui l'a délivrée.

Dans le mois de la vente ou cession, avis doit être donné par le cédant à l'autorité, qui a donné l'autorisation. Lorsque l'autorisation est refusée, le demandeur peut s'adresser au procureur du Roi.

Le port de ces armes est réglementé. Nul ne peut porter une arme de défense, si ce n'est pour motif légitime et moyennant permis délivré par le procureur du Roi de l'arrondissement du domicile de l'intéressé, ou, à défaut de domicile en Belgique, par le ministre de la Justice. Ce permis, révocable en tout temps, mentionne les conditions auxquelles est subordonné le port. Les débats parlementaires, qui ont précédé le vote de la loi, nous fournissent certains exemples de motifs légitimes : un encaisseur de banque peut être autorisé à porter une arme de défense, lorsqu'il effectue son service dans les campagnes, mais il tomberait sous le coup de la loi s'il en était porteur un dimanche.

En cas de retrait du permis ou de déchéance du droit de port d'arme de défense par suite de condamnation, le permis doit être restitué, à l'autorité qui l'a délivré,

dans les 48 heures de la signification du retrait ou du jour où la condamnation est devenue définitive. En cas de changement de résidence, le titulaire du permis est tenu d'en informer dans les 15 jours l'autorité qui l'a délivré.

Sont réputées armes de guerre : les armes à feu rayées — à l'exclusion des pistolets et revolvers — et les armes blanches, propres à servir à l'armement de troupes. Il faut entendre par là non seulement les armes dont sont pourvues les armées régulières, mais encore toutes celles qui sont susceptibles de permettre à des troupes d'hommes et particulièrement « à des bandes d'émeutiers de tenir en échec la police, la gendarmerie ou l'armée ». Seront donc considérées comme armes de guerre les armes à feu, antérieurement en usage, désaffectées actuellement et pour lesquelles il est possible de se procurer des munitions, tels que les fusils Albini, Comblain, Gras, Remington, Beaumont... Il en est de même des fusils de guerre employés au cours des dernières hostilités et qui ont été allégés. Pour déterminer si une arme rentre dans la catégorie des armes de guerre, il faut examiner ses qualités intrinsèques et faire abstraction des intentions de celui qui la manie. Par suite d'une lacune regrettable, les grenades et les bombes, qui ne sont évidemment pas des « armes à feu rayées », ne sont pas des armes de guerre, au sens légal du terme.

Conformément à l'article 8 de la loi de 1933, sauf le cas d'exportation directe, on ne peut vendre ou céder une arme à feu de guerre qu'aux fabricants ou marchands d'armes et aux personnes munies d'une autorisation régulière de les détenir. Leur importation est soumise aux mêmes conditions. (Art. 9.)

Par contre le commerce et la détention des armes blanches réputées armes de guerre est entièrement libre.

La détention des armes à feu de guerre est interdite aux particuliers, sauf autorisation du gouverneur de la province.

Le port des armes de guerre de toute catégorie est interdit, sauf motif légitime. Auront des motifs légitimes, selon la jurisprudence, le soldat qui se rend à son service, l'ouvrier qui transporte des armes en raison de sa profession, le cultivateur qui a besoin de se défendre contre des animaux nuisibles. (*Répertoire pratique, Droit belge*, V°, Armes, n° 57.)

Pour les agents de l'autorité, il n'y aura plus de difficulté, car ils ne sont pas soumis à la loi en ce qui concerne l'arme qui fait partie de leur équipement réglementaires et qu'ils portent en service ou qu'ils détiennent pour le service. (Art. 22 de la loi de 1933.)

Sont réputées armes de chasse ou de sport toutes les armes qui ne se classent dans aucune des trois catégories précédentes, ainsi que « les canons avertisseurs tirant normalement une cartouche à blanc, mais pouvant également tirer la cartouche d'une arme de chasse, soit à plomb, soit à chevrotines ». (Arrêté royal du 11 août 1934.)

On peut citer à titre d'exemples : les armes à feu à canon long se chargeant par la bouche; les fusils lisses de chasse de tous modèles à l'exclusion des fusils pliants de calibre 16 et 12; les carabines basculantes à canon double ou multiple; les carabines rayées de chasse d'un calibre inférieur à 6,5 mm. et chambrées pour des munitions autres que celles en usage dans l'armée; les carabines de salon, type Flobert...

Le port de ces armes n'est permis qu'à celui qui peut justifier d'un motif légitime. Le législateur a eu en vue, en exigeant cette condition, le désarmement des braconniers, avant même qu'ils soient en action de chasse. (Nous avons admis qu'en France le même résultat pouvait être obtenu depuis que la loi prohibait le port des armes apparentes.)

La détention des armes de chasse et de sport n'est soumise à aucune formalité.

Une innovation de la loi de 1933, qu'a repris notre

décret-loi du 23 octobre 1935, est l'immatriculation des armes à feu de défense ou de guerre. Tout détenteur d'une de ces armes, s'il l'a acquise sans autorisation d'acquisition, — par voie de succession par exemple, — doit la faire immatriculer. L'immatriculation des armes à feu de défense a lieu auprès du commissaire de police du domicile de l'intéressé, ou du commandant de gendarmerie du ressort. Celle des armes à feu de guerre se fait automatiquement par l'octroi de l'autorisation de détention, délivrée par le gouverneur de la province. L'acte d'autorisation tient lieu dans ce cas de certificat d'immatriculation. Les personnes possédant une arme à feu de défense ou de guerre avant la mise en vigueur de la loi devaient faire leur demande d'immatriculation avant le 3 novembre 1933; celles qui, après cette date, s'en sont procurés une, ont deux mois à dater de l'acquisition pour faire cette demande. L'obligation de faire immatriculer l'arme pèse sur le détenteur de l'arme, qu'il soit propriétaire ou non.

La loi belge, de même que la loi française, fait une place à part aux dépôts d'armes, qui sont interdits, du moins, lorsqu'il s'agit d'armes de défense ou de guerre, sauf autorisation du procureur du Roi.

Les contrevenants aux dispositions de la loi de 1933 et à celles des arrêtés royaux pris en exécution de cette loi seront punis d'un emprisonnement d'un mois à un an et d'une amende de 100 à 5.000 francs ou d'une de ces peines seulement.

Enfin, aux termes de l'article 3 de la loi du 4 mai 1936, qui rappellent ceux de la loi française du 10 janvier de la même année :

« Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 26 à 200 francs, ou d'une de ces peines seulement, ceux qui, au cours d'une manifestation ou à l'occasion d'une manifestation, au cours d'une réunion ou à l'occasion d'une réunion, sont trou-

vés porteurs d'un objet dangereux pour la sécurité publique.

« Si l'objet est une arme, l'emprisonnement sera de 2 mois à 1 an et l'amende de 2.000 à 5.000 francs. »

Cette étude de la législation belge nous permet de voir instantanément sa supériorité sur la loi française. Le législateur belge a essayé de faire œuvre logique en établissant une corrélation entre le port, la détention et le commerce des armes.

Le port des armes prohibées est interdit; leur fabrication et leur commerce le seront également.

Le port des armes de défense est licite, moyennant un permis de port d'armes; leur vente sera licite, mais seulement à ceux qui auront obtenu une autorisation d'acquisition; celle-ci ne se confondant d'ailleurs pas avec le permis de port, car on peut être autorisé à détenir une arme pour se défendre chez soi, mais non en dehors de son domicile.

La détention et le port des armes de guerre sont prohibées, sauf autorisation; il en sera de même pour leur vente, qui ne sera licite qu'en faveur de ceux qui sont munis de cette autorisation de détention.

Que trouvons-nous, par contre, dans la législation française? Une interdiction absolue du port de toute arme et une liberté presque aussi absolue du commerce de ces mêmes armes (exception faite du commerce extérieur).

Enfin le législateur belge a su organiser le régime du permis de port d'arme de façon à ne pas désarmer l'honnête homme qui a de justes raisons de craindre une agression, au profit du malfaiteur, tout en évitant que cet honnête homme ne tente d'abuser de son permis pour des fins autres que celles pour lesquelles il lui a été délivré. Il ne lui suffira pas en effet d'être titulaire d'un permis, il faudra que chaque fois qu'il sera muni de son arme il puisse en outre invoquer un motif légitime pour se justifier.

CONCLUSION

Il a pu paraître superflu, dans une étude consacrée uniquement au délit de port d'armes prohibées, d'examiner même rapidement le régime des armes en général. Cependant, au moment de conclure, l'utilité de ce chapitre se démontrera d'elle-même.

Le délit de port d'armes peut être analysé en tant qu'infraction isolée, indépendante de toute autre. On peut en étudier les éléments constitutifs, les sanctions; mais, dès qu'il s'agit de faire œuvre critique et à plus forte raison œuvre législative, il devient indispensable d'examiner la réglementation du port d'armes par rapport à celle de la fabrication, du commerce et de la détention de ces mêmes armes.

Nous avons vu quelle corrélation existe, dans la législation belge, entre ces diverses réglementations et esquisse la conclusion que nous allons tirer de l'analyse de notre législation qui, il faut l'avouer, ne mérite guère que des critiques.

La première et la plus grave, que nous sommes obligés de lui faire, est son incohérence. Le mot n'est pas trop fort. Il fut employé avant nous par M^{re} Jack (*op. cit.*, p. 47). Ce qu'il nous apparaît nécessaire de souligner, c'est que cette incohérence, loin de s'atténuer avec l'évolution législative, s'aggrave. La loi du 24 mai 1834 interdisait le port des armes prohibées, mais elle en interdisait également la fabrication et la vente. La loi du 14 août 1885 vint, et rendit libre fabrication et vente; quant au décret-loi du 23 octobre 1935, s'il apporte quelques restrictions à la liberté de fabrication, il n'entrava en rien leur vente.

On peut, il est vrai, dire que, ce qui est dangereux, n'est pas d'avoir un revolver chez soi pour se défendre contre des cambrioleurs éventuels, mais de l'avoir dans

sa poche, hors de son domicile. D'accord, mais qui empêchera que ce revolver passe d'un tiroir dans une poche? La crainte de la loi et de sanctions souvent légères! C'est dire que, seuls, les honnêtes gens seront en fait empêchés de sortir armés. On ne peut être plus aimables envers les malfaiteurs en désarmant d'avance leurs futures victimes.

Est-ce vraiment l'intérêt de la défense nationale, comme on le déclara alors, qui fit voter la loi de 1885? Est-ce que vraiment la fabrication des cannes à épée, des poignards et même des revolvers, pouvait permettre aux industriels de perfectionner notre matériel de guerre? Quoi qu'il en fût en 1885, il semble qu'actuellement les besoins de la France en matériel de guerre soient assez considérables, pour que l'industrie des armes n'ait pas à souffrir du chômage, si on réglementait la vente des pistolets automatiques et des matriques.

Un projet de loi déposé à la Chambre le 17 mai 1934 (Doc. parl., Chambre, 1934, p. 571), prévoyait que la vente, ou cession gratuite, ou par voie d'échange, d'armes de modèle non réglementaire ou d'engins visés par ledit projet, seraient subordonnées à la production par l'acquéreur d'une autorisation écrite et nominative, délivrée après enquête par le préfet ou le sous-préfet. Ce projet fut retiré par le décret du 29 décembre 1934 et le décret-loi du 23 octobre 1935, qui reproduit en grande partie les dispositions relatives à l'importation, l'exportation et la fabrication des armes, ne mentionne plus cette autorisation d'acquisition. Elle est remplacée depuis le décret du 16 décembre 1935 par la simple indication du nom de l'acquéreur sur les registres du vendeur.

L'autorisation d'acquisition, après enquête sérieuse, et à condition qu'elle n'ait pas été délivrée trop libéralement, n'était-elle pas la première mesure à prendre? Celle qui éviterait l'achat d'une arme opéré sous le coup

de la passion et dont on se sert immédiatement, comme le montrent trop souvent les comptes rendus des débats criminels et un attentat politique récent, dont les représailles furent sévères à l'encontre des innocents coreligionnaires du meurtrier.

L'article 341 du projet de revision du Code pénal prévoit cette autorisation; ne se heurtera-t-il pas à des arguments du genre de ceux-ci, qui émanent du Syndicat des Armuriers du Centre de la France (31) :

« Vous voyez, disent-ils, il faudrait faire la discrimination entre les armes offensives et celles qui servent à la défense personnelle des particuliers. Nous concevons qu'on oblige l'acheteur éventuel d'un parabellum ou d'un mauser de haut calibre à solliciter une autorisation préalable, mais nous trouvons moins normal que l'on soumette à cette formalité les gens qui veulent se procurer des pistolets de petit calibre, qui ne peuvent avoir qu'un caractère défensif. Ces dispositions ne manqueront pas d'être préjudiciables au commerce des armes parce que beaucoup d'honnêtes gens reculeront devant les formalités fastidieuses que nécessitera le simple achat d'un revolver. Par contre les mauvais garnements se procureront assez facilement des armes clandestines, et il est à présumer que l'âge d'or de la contrebande des armes va commencer... »

Nous ne nous étendrons pas sur ces arguments intéressés, qui tendent presque à nous faire croire que le revolver de petit calibre est absolument inoffensif, tout au moins lorsqu'on veut s'en servir pour attaquer.

Si le commerce intérieur des armes prohibées est entièrement libre — nous ne considérons pas comme des restrictions sérieuses à cette liberté les deux dispositions du décret-loi de 1935 relatives à la vente aux enchères ou par brocanteurs — le port de ces mêmes armes est prohibé de façon absolue. L'ancien régime connais-

(31) Journal : L'Œuvre : 6 décembre 1934.

sait des exceptions à cette prohibition. Il ne s'agit pas de revenir à ce système et de créer une classe privilégiée en accordant l'autorisation de port d'arme en bloc à toute une catégorie de citoyens sans enquête préalable. C'est ce que proposa M. Honnorat dans une séance de la Société générale des Prisons en date du 15 janvier 1911 (*Bulletin de la Société générale des Prisons*, 1911, p. 322) : « On pourrait, disait-il, considérer comme honnêtes gens, autorisés de plein droit à s'armer, certaines catégories de personnes. On a beaucoup plaisanté là-dessus — c'est toujours M. Honnorat qui parle — car j'avais fait une énumération. J'avais indiqué comme honnêtes gens les membres du Parlement, puis les fonctionnaires civils et militaires, les fonctionnaires des départements et des communes, les magistrats, les citoyens munis d'un mandat électif, certaines personnes porteurs de décorations : médaille militaire, Légion d'honneur, palmes académiques. En général, les apaches en sont dépourvus.

« Tout cela, m'a-t-on dit, est du domaine de la plaisanterie. Mais je voulais simplement indiquer qu'on pouvait désigner une catégorie aussi nombreuse que possible de citoyens qui seraient autorisés à s'armer, et ceci, pour éviter la paperasserie, pour éviter des demandes innombrables et des recours devant le Conseil d'Etat. Un des arguments, que l'on m'oppose, est celui-ci : vous allez armer des fous, des alcooliques et des violents ! Mais, avec ou sans autorisation, vous n'empêcherez jamais les gens d'avoir chez eux des armes et, lorsqu'ils voudront tuer leur femme, leur mari ou l'amant de leur conjoint, ce n'est pas la loi qui les arrêtera.

« Lorsque j'indiquais que certaines catégories de citoyens pouvaient être considérées comme suffisamment qualifiées pour porter des armes sans autorisation, j'entendais aussi que cette autorisation de droit pourrait être retirée aux personnes ne remplissant pas les con-

ditions de sang-froid ou de calme nécessaires, ou pouvant en mésuser. Il est bien entendu qu'un monsieur, même décoré, n'aurait pas le droit de porter une arme, s'il en avait déjà mal usé ou s'il avait des habitudes d'intempérance. »

Il est inutile de reprendre les critiques qui furent faites à ce projet. Contentons-nous de dire qu'une telle solution serait forcément arbitraire et dangereuse. Elle n'aurait même pas le mérite de rendre service à ceux qui ont vraiment besoin de sortir armés et qui, la plupart du temps, ne rentreraient pas dans les prévisions de la loi.

Le seul système qui nous paraisse digne de retenir l'attention est celui de la loi belge : permis de port d'arme délivré après enquête, mention sur ce permis des conditions auxquelles est subordonné le port d'arme et nécessité d'un juste motif, chaque fois que le titulaire du permis est muni de son arme.

Un projet de loi, déposé à la Chambre le 7 mai 1937 (Doc. parl., Chambre, n° 2334), prévoit la création d'une autorisation de port d'arme en faveur de certains fonctionnaires. Il est ainsi conçu :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires et agents des administrations publiques et les officiers de police judiciaire exposés par leurs fonctions à des risques d'agression, pourront être autorisés à s'armer pendant l'exercice de ces fonctions, par dérogation aux lois et règlements prohibant le port d'armes.

ART. 2. — Les catégories de fonctionnaires et agents autorisés à bénéficier des dispositions ci-dessus seront déterminées par arrêté pris par le ministre intéressé et contresigné par le ministre de l'Intérieur.

L'autorisation de porter une arme sera individuellement délivrée aux intéressés par le préfet de leur résidence sur demande faite par leur administration et après justification de leur identité.

Ce projet a le mérite de combler une grave lacune, en autorisant expressément les agents de la force publique à être armés. Il a le mérite également de spécifier que l'autorisation de port d'arme ne fera disparaître le délit que si l'arme est portée dans l'exercice des fonctions. Son tort est de ne la prévoir qu'en faveur des fonctionnaires. Un encaisseur de banque n'a-t-il pas besoin d'être armé?

Une deuxième critique, que nous avons dû faire à notre législation sur le port d'armes, sur laquelle nous nous sommes longuement étendus et que nous ne ferons que rappeler ici, est l'imprécision de la notion d'armes prohibées. On ne sait, au juste, s'il convient toujours de parler de délit de port d'armes prohibées, puisque le port de toutes les armes est actuellement prohibé. Sans entrer dans les détails de la classification adoptée par la loi belge, n'aurait-on pas pu créer un régime spécial en faveur des armes de chasse et de sport?

Une prohibition édictée en termes aussi généraux n'est-elle pas, d'autre part, contraire à l'esprit de notre Code pénal, qui considère la privation du droit de port d'armes comme une peine?

Nous terminerons en constatant que même les règles relatives à la preuve du délit ne sont pas nettement définies et nous avons vu combien contradictoires étaient les solutions jurisprudentielles! Mais ce n'est pas là une critique à adresser à la législation sur les armes, car elle ne lui est pas spéciale.

FIN

Vu : *Le Doyen,*
Georges RIPERT

Vu : *Le Président de la Thèse,*
Louis HUGUENEY

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
ROUSSY

BIBLIOGRAPHIE

1. — OUVRAGES GENERAUX.

- BEQUET — *Répertoire du droit administratif*, 1882, V° Armes.
- CARNOT — *Commentaires sur le Code Pénal*, édit. 1836, T. 2.
- CARPENTIER — *Répertoire Général Alphabétique du droit français*, 1888, V° Armes.
- CHAUVEAU et FAUSTIN HELIE — *Théorie du Code Pénal* 6° édit. T. 4.
- DALLOZ — *Code Pénal annoté*, art. 314.
- DALLOZ — *Répertoire méthodique et alphabétique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence*, 1847, V° Armes.
- DALLOZ — *Répertoire Pratique de Législation, de Doctrine et de Jurisprudence*, 1910, V° Armes.
- GARÇON — *Code Pénal annoté*, art. 11, 314...
- GARRAUD — *Traité théorique et pratique de droit pénal*, 3° édit. T. 5.
- GARRAUD et LABORDE-LACOSTE, *Précis élémentaire de droit pénal*, édit. 1936.
- GOYET — *Précis de droit pénal spécial*, édit. 1937.
- ISAMBERT, JOURDAN et DECRUSY — *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420, jusqu'à la révolution de 1789*, 1822-33, T. 29.
- LE POITTEVIN — *Dictionnaire-Formulaire des Parquets et de la police judiciaire*, édit. 1884 et 1938.

MERLIN — *Répertoire universel et raisonné de jurisprudence*, édit. 1812, T. 1.

PROST DE ROYER — *Dictionnaire de jurisprudence*, 1787, V^o Armes.

VIDAL et MAGNOL — *Cours de Droit criminel et de science pénitentiaire*, 8^e édit. 1935.

II. — OUVRAGES ET ARTICLES SPECIAUX

BONNEVAY — *Les journées sanglantes de Février 1934*.

BRAY — *La fouille corporelle*, Thèse, Dijon 1930.

Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur, 1859.

CONSTANT — *Le régime des armes en Belgique*, Revue International de droit pénal, 1936.

DEBRUILLE — *Le port des armes dites prohibées*, Thèse, Lille 1912.

JACK — *Le port d'armes prohibées*, Revue critique de législation et de jurisprudence 1935.

HONNORAT — *Bulletin de la Société Générale des prisons*, 1911, p. 322.

HUGUENEY — *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 1936, p. 420 et avril-juin 1938.

LOUPS — *La réglementation et la répression du port d'armes prohibées*, Thèse, Toulouse 1935.

RENARD — *Les armes au point de vue pénal*, Thèse, Paris 1911.

ZEGLICKI — *Revue critique de législation et de jurisprudence*, 1899, p. 325.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
I ^{re} PARTIE : HISTORIQUE	4
Chapitre I : <i>Ancien Droit</i>	5
Chapitre II : <i>Droit intermédiaire</i>	14
Chapitre III : <i>Loi du 24 mai 1834</i>	19
Chapitre IV : <i>Loi du 14 août 1885</i>	23
II ^e PARTIE : ELEMENTS CONSTITUTIFS DU DELIT	29
Chapitre I : <i>Les armes prohibées, définition et caractéristiques</i>	29
Section 1 : <i>Armes citées expressément par le décret du 19 mars 1934</i>	33
Armes blanches	33
Armes de choc	36
Armes à feu	37
Section II : <i>Formule générale</i>	41
Section III : <i>Armes de guerre</i>	53
Chapitre II : <i>Définition du port d'armes</i>	55
Chapitre III : <i>Elément intentionnel du délit</i> ..	60
1. <i>Le principe : Indifférence des motifs</i> ..	60
II. <i>Exceptions au principe</i>	66
Appendice : <i>Port d'armes dans les manifestations</i>	70
III ^e PARTIE : PREUVE ET SANCTIONS DU DELIT	73
Chapitre I : <i>Constatation et preuve du délit</i> ..	73
Chapitre II : <i>Sanctions du délit</i>	85

I. <i>Amende et emprisonnement</i>	86
II. <i>Confiscation</i>	88
III. <i>Destruction des armes</i>	91
IV. <i>Interdiction de séjour</i>	92
V. <i>Interdiction du territoire français</i>	93
VI. <i>Interdiction des droits de l'art. 42</i> ..	93
VII. <i>La récidive</i>	94
<i>Port d'armes de guerre</i>	96
 IV ^e PARTIE : REGLES SPECIALES A LA CORSE ET A L'ALGERIE	 97
I. <i>Corse</i>	97
II. <i>Algérie</i>	98
 V ^e PARTIE : LE REGIME DES ARMES EN FRANCE ET EN BELGIQUE	 100
Chapitre I : <i>Aparçu sur la fabrication, le commerce et la détention des armes en France</i> ..	100
I. <i>Fabrication et commerce intérieur</i>	101
II. <i>Importation et exportation des armes</i>	103
III. <i>Epreuve des armes</i>	104
IV. <i>Détention des armes</i>	104
Chapitre II : <i>Le régime des armes en Belgique</i>	107
 CONCLUSION	 115
 BIBLIOGRAPHIE	 121

